

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

LA (DÉ)SÉCURITISATION DE LA MENACE NUCLÉAIRE IRANIENNE
PAR L'ADMINISTRATION OBAMA

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE

PAR
MATHIEU AMYOT

NOVEMBRE 2016

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.07-2011). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

La réalisation de ce mémoire n'aurait jamais été possible sans le soutien et les encouragements de plusieurs personnes.

J'aimerais, d'abord et avant tout, remercier M. Dan O'Meara de m'avoir guidé et éclairé à travers la rédaction de ce mémoire. Je suis immensément reconnaissant pour vos commentaires sécurisants et vos conseils judicieux, mais, par-dessus tout, pour votre enseignement inégalable, passionné et, pour moi, inestimable. Un gros merci aussi à Mme Lysa Brunet pour sa patience et son indulgence face à mes inscriptions (toujours) tardives ainsi que son assistance précieuse.

Merci infiniment à vous, maman et papa, pour votre support financier, logistique et moral, mais également pour votre amour. Je vous aime. Un merci sincère à ma famille élargie pour les encouragements : Grand-Maman, Odette, Marie-Michèle et Sean, Guillaume et Marie-Josée, Vanessa et Brandon, Jacques et Marie-Anna, les Pouliot-Masse et les Campbell-Irick. Un merci tout spécial à une personne remarquable et qui est pour moi un modèle académique, ma tante Jacinthe.

Ce mémoire n'aurait jamais vu le jour si je n'avais pas été entouré par quatre personnes exceptionnelles qui ont eu un impact direct sur la rédaction de ce mémoire. Marina, tu étais en première ligne de mes doutes et mes accablements : merci pour ton amour, ton écoute et ton support indéfectibles. Merci, Mathieu Grenier, pour ton amitié, ton enthousiasme et tes encouragements débordants. Merci, Philippe-André, pour la session d'étude à New Haven où tout a débloqué, la relecture et les discussions intenses. Finalement, merci à toi, Jean-Philippe, pour la lecture critique et constructive de mes chapitres, mais surtout pour ta profonde amitié, ta générosité et ton soutien moral.

Shout-out à Anaïs, Brigitte, Camille, Carolanne, Elijah, Francis, Jean-Sébastien, Philippe, Samuel, Stéphane et Timothée. Merci à vous qui m'avez avant tout encouragé et, par moments, taquiné chaleureusement de la fameuse question : « Pis la maîtrise ? ».

DÉDICACE

À Lise

TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ.....	vii
INTRODUCTION	
LES ÉTATS-UNIS, LA RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE D'IRAN ET LE PROGRAMME NUCLÉAIRE	1
CHAPITRE I	
LA REPRÉSENTATION DU CONTEXTE ET DE LA MENACE DANS L'IMAGINAIRE SÉCURITAIRE AMÉRICAIN D'OBAMA.....	18
1.1 Caractérisation du contexte : La mémoire vive de la crise économique et des guerres	19
1.1.1 La décennie de guerre et la crise économique.....	19
1.1.2 Le lien entre la sécurité et l'économie	20
1.1.3 L'après-retrait : la mémoire douloureuse de la « guerre permanente ».....	21
1.2 L'identification de la menace : La prolifération des armes nucléaires et l'Iran	23
1.2.1 La prolifération des armes nucléaires : Le cheval de bataille d'Obama	24
1.2.2 La construction de chaînes de connotation entre la menace nucléaire et la République islamique d'Iran	28
1.3 Conclusion.....	38
CHAPITRE II	
L'AUTOREPRÉSENTATION ET LA REPRÉSENTATION DE L'ENNEMI DANS L'IMAGINAIRE SÉCURITAIRE D'OBAMA.....	40
2.1 La croisade d'Obama contre la « méfiance ».....	40
2.2 La représentation des États-Unis par la Maison-Blanche.....	44
2.2.1 Le juste équilibre entre les valeurs américaines et la sécurité.....	44
2.2.2 Le leadership américain en matière de non-prolifération nucléaire.....	46
2.2.3 Conclusion : Un leadership américain « renouvelé ».....	57
2.3 La représentation de l'Iran comme ennemi	57
2.3.1 La différenciation entre le peuple et les dirigeants iraniens.....	59
2.3.2 2009-2010 : La « désécuritisation » de la menace iranienne par Obama	62
2.3.3 2011-2012 : Un discours plus dur à l'endroit de l'Iran	65
2.3.4 L'élection de Rouhani en 2013 et la désécuritisation de la menace iranienne....	67

2.4	Conclusion.....	69
CHAPITRE III		
LA REPRÉSENTATION DE L'IMAGINAIRE SÉCURITAIRE AMÉRICAIN		
	PAR L'AIPAC.....	70
3.1	La place du lobby israélien dans la politique américaine.....	70
3.1.1	Le pluralisme américain	70
3.1.2	Le lobby israélien	72
3.1.3	Le rôle des lobbies dans l'élaboration de la politique étrangère américaine	73
3.2	La représentation de l'imaginaire sécuritaire américain par l'AIPAC	77
3.2.1	La représentation du contexte	79
3.2.2	La représentation de la menace	83
3.2.3	La représentation de l'ennemi	87
3.2.4	La représentation des États-Unis.....	95
3.3	Conclusion	100
CONCLUSION.....		101
BIBLIOGRAPHIE.....		104

RÉSUMÉ

Ce mémoire consiste en une analyse constructiviste critique des conceptions respectives de l'imaginaire sécuritaire américain de l'administration Obama et de l'*American Israel Public Affairs Committee* (AIPAC) ainsi que de leur implication sur la place du dialogue dans le règlement de l'enjeu nucléaire entre les États-Unis et l'Iran. Pour ce faire, notre travail cherche à répondre aux questions suivantes : En quels termes la Maison-Blanche et l'AIPAC représentent-ils respectivement l'imaginaire sécuritaire américain face au programme nucléaire iranien ? À quel point ces différentes représentations de Soi et de l'Autre en tant que menace ouvrent ou ferment l'espace pour le dialogue dans le règlement de la question du programme nucléaire iranien ?

Partant d'un cadre constructiviste critique nous démontrons comment dans un contexte de situation économique précaire et empêtrée dans deux longues guerres, l'administration Obama fait de la prolifération et du terrorisme nucléaires les nouvelles menaces prioritaires ; dangers incarnés principalement par l'Iran. Face à cette conjoncture, la Maison-Blanche présente les États-Unis comme un exemple et un leader en matière de non-prolifération nucléaire. Parallèlement à cette représentation de Soi, la Maison-Blanche trace le portrait de l'Autre, l'Iran, en l'opposant à l'internationalisme américain. Toutefois, nous argumentons que la représentation de l'ennemi par l'administration Obama désécuritise partiellement la menace iranienne, invalide l'option de la guerre et ouvre un espace à la négociation dans le règlement de l'enjeu du nucléaire iranien.

En contrepartie, le discours de l'AIPAC sécuritise la menace nucléaire iranienne et ferme la porte à l'option du dialogue. Ainsi, les intérêts et les menaces à la sécurité des États-Unis sont dépeints comme étant indissociables de ceux d'Israël. Dans un contexte d'urgence permanente, la possibilité d'un Iran nucléarisé est représentée comme une menace existentielle. Ce danger est très préoccupant, puisqu'il est incarné par un « régime » iranien décrit comme « hors-la-loi » et « terroriste » et agissant de mauvaise foi en poursuivant des ambitions hégémoniques au Moyen-Orient.

Mots clés : imaginaire sécuritaire – sécuritisation – constructivisme critique – États-Unis – Barack Obama – République islamique d'Iran

INTRODUCTION

LES ÉTATS-UNIS, LA RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE D'IRAN ET LE PROGRAMME NUCLÉAIRE

Bouleversées par la révolution iranienne et la prise d'otages à l'ambassade américaine de Téhéran en 1979, les relations diplomatiques entre les États-Unis et l'Iran demeurent, depuis, pratiquement inexistantes. Suite à ces événements, les gouvernements de ces deux États se sont engagés au cours des décennies subséquentes dans une lutte discursive à travers laquelle chacun cherche à « démoniser » l'autre. Ainsi, du côté de l'Iran, les États-Unis incarnent le « Grand Satan » qui tente d'imposer son colonialisme au Moyen-Orient et cherche à détruire la pureté du monde islamique (Beeman, 2003, p. 674). Pour leur part, les États-Unis représentent l'État perse comme un « État-voyou » au tempérament irrationnel et au comportement imprévisible (Beeman, 2003, p. 674).

Au cours des quinze dernières années, c'est le programme nucléaire iranien qui est la principale source de tension entre les deux États. Empêcher l'Iran d'obtenir l'arme nucléaire fut l'un des objectifs centraux de la politique étrangère des administrations de George W. Bush et de Barack Obama. Les deux présidents évoquèrent fréquemment les conséquences d'une telle éventualité : course à l'armement au Moyen-Orient, risque d'obtention d'armes de destruction massive (ADM) par des groupes terroristes et instabilité accrue dans une région précaire. En somme, un Iran nucléarisé constituerait une menace à la sécurité des États-Unis et à la sécurité mondiale (Bush, 2002 ; Obama, 2009).

Problématique

Malgré que le programme nucléaire iranien soit toujours « sécuritisé » – c'est-à-dire construit discursivement comme menace – dans le discours de la politique étrangère de la Maison-Blanche, nous constatons que l'approche d'Obama en regard de l'enjeu est caractérisée par l'ouverture au dialogue. En effet, si la relation entre les deux États s'est dégradée sous la présidence de Bush¹, elle a cependant connu sous Obama ses rapprochements les plus appréciables depuis 1979. Il sera notamment le premier président américain à parler directement à un dirigeant iranien depuis la chute du chah (Obama, 2013i).

Ce rapprochement est avant tout marqué par les deux années de négociations fastidieuses au sujet du programme nucléaire iranien et par la signature, le 14 juillet 2015, du Plan global d'action conjoint entre l'Iran et les pays du P5+1². En échange de la mise en place de mécanismes assurant que le programme nucléaire iranien ne puisse être utilisé à des fins militaires, cet accord garantit la levée des sanctions économiques à l'endroit de l'Iran³.

Toutefois, les événements de 1979 continuent toujours de marquer la conscience collective des Américains et des Iraniens. En effet, le discours plus belliciste à l'endroit de l'Iran demeure très présent dans le paysage politique américain. En plus

¹ La tension entre l'Iran et les États-Unis atteindra son paroxysme en 2002 alors que le président Bush fit référence pour la première fois à « l'axe du Mal » lors du discours sur l'état de l'Union. Cette expression renvoie aux États qui commanditent le terrorisme et ont pour ambition de mettre au point l'arme nucléaire, soit, l'Irak, l'Iran et la Corée du Nord (Bush, 2002a).

² Le « P5+1 » fait référence aux cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies ainsi qu'à l'Allemagne. De 2006 à 2015, le groupe a négocié avec l'Iran pour finalement aboutir à la signature du Plan global d'action conjoint le 14 juillet 2015.

³ Pour un guide simple des éléments clés de l'accord voir Broad et Peçanha, 2015.

de trouver écho au sein du Parti républicain⁴, ce discours est également incarné par un autre acteur notable de la politique étrangère : l'American Israel Public Affairs Committee (AIPAC). Plus important lobby en politique étrangère aux États-Unis, l'AIPAC s'est mandaté de « renforcer, protéger et promouvoir la relation États-Unis–Israël de façon à accroître la sécurité d'Israël et des États-Unis » (AIPAC, s.d.-c). Certains auteurs avancent que le lobby a une influence considérable au sein du Congrès et sur la branche exécutive en ce qui concerne la politique étrangère américaine (Mearsheimer et Walt, 2006). Au cours de la dernière décennie, le lobby a réclamé davantage de sanctions à l'endroit de l'Iran et a plus récemment critiqué l'accord-cadre entre le P5+1 et l'Iran.

Au terme de ce bref portrait, deux éléments dans le paysage politique américain depuis 2009 soulèvent notre intérêt en ce qui a trait à l'enjeu du programme nucléaire iranien. D'une part, le contraste marquant entre la représentation de « l'imaginaire sécuritaire »⁵ de la Maison-Blanche et celle incarnée par l'AIPAC. D'autre part, la place du dialogue, devenu envisageable, dans le règlement de l'enjeu nucléaire entre les États-Unis et l'Iran. Ce mémoire s'efforce de comprendre le lien entre ces deux aspects. Pour ce faire, notre travail cherche à répondre aux questions suivantes : *En quels termes la Maison-Blanche et l'AIPAC représentent-ils respectivement l'imaginaire sécuritaire américain face au programme nucléaire iranien ? Comment est-ce que ces différentes représentations de Soi et de l'Autre en tant que menace*

⁴ L'ancien ambassadeur américain aux Nations unies et conseiller républicain en matière de la politique étrangère, John Bolton, suggérait dans un article d'opinion publié dans le *New York Times* le 26 mars 2015, de bombarder l'Iran afin de prévenir celui-ci d'obtenir des armes nucléaires (Bolton, 2015). De plus, sous l'initiative du sénateur républicain Tom Cotton, une lettre à l'attention des dirigeants de la République islamique d'Iran, signée par tous les sénateurs républicains sauf sept, prévenait celle-ci qu'un accord sans l'approbation législative pourrait être annulé par le prochain président (The New York Times, 2015).

⁵ Une définition du concept d'imaginaire sécuritaire est présentée dans la partie « Cadre théorique et concepts » du présent chapitre.

ouvrent ou ferment l'espace pour le dialogue dans le règlement de la question du programme nucléaire iranien ?

À cette fin, notre mémoire analyse, dans une perspective constructiviste critique, les conceptions respectives de l'imaginaire sécuritaire américain de l'administration Obama et de l'AIPAC et leur incidence sur la voie de la négociation dans le règlement de la question du nucléaire iranien. Plus précisément, l'objectif est de démontrer comment, dans un contexte de situation économique difficile et empêtrée dans deux longues guerres, l'administration Obama fait de la prolifération et du terrorisme nucléaires, dangers incarnés principalement par l'Iran, les nouvelles menaces prioritaires. Face à cette conjoncture, la Maison-Blanche présente l'Amérique comme un exemple et un leader en matière de non-prolifération nucléaire. Cette autoreprésentation se fait en marquant la différence avec l'Iran. Cependant, ce dernier est dépeint, non pas comme un État-voyou, mais comme un membre de la communauté internationale qui évite ses responsabilités au regard du régime de non-prolifération en poursuivant un programme nucléaire illicite. Ultimement, alors que l'on définit le contexte et l'ennemi de la sorte, ce mémoire démontre que l'administration Obama invalide l'option de la guerre et ouvre un espace à la négociation dans le règlement de l'enjeu du nucléaire iranien. De plus, nous montrons que cette représentation se fait en parallèle à celle de l'AIPAC qui, pour sa part, est en continuité avec celle qui prédominait sous l'administration de George W. Bush. Nous soutenons que ce discours ferme la porte à l'option du dialogue.

Revue de la littérature

La majeure partie des auteurs traitant de la question du nucléaire iranien adopte une approche qu'on pourrait qualifier de *traditionaliste*. Ces positivistes, pour qui l'État rationnel s'efforce de maximiser sa puissance au sein du système international

anarchique, cherchent avant tout à offrir des recommandations de politique étrangère ou à *expliquer* les dynamiques de la politique mondiale⁶. Leurs écrits sur la question nucléaire iranienne s'orientent autour de trois sujets. Un premier corpus porte son attention sur les raisons qui motivent l'Iran à développer un programme nucléaire (Kahl, 2013 ; Landau, 2012 ; Sherrill, 2012 ; Waltz, 2012). Un second groupe d'auteurs étudie les diverses options qui s'offrent à l'administration américaine dans la gestion de la question nucléaire iranienne (Akbarzadeh, 2011 ; Edelman *et al.*, 2011 ; Elliott, 2013 ; Jervis, 2013 ; Kroenig, 2012 ; Pollack et Takeyh, 2011). Finalement, une troisième orientation plus récente de la littérature s'est penchée sur les pourparlers entre les pays du P5+1 et l'Iran. Ces auteurs s'intéressent avant tout à la forme des négociations et à la stratégie américaine (Parasiliti, 2010 ; Sebenius et Singh, 2013).

La littérature traditionnelle connaît toutefois ses limites. En effet, deux problèmes découlent de l'adoption d'une compréhension rationnelle du comportement des États face à l'étude de la relation Iran–États-Unis. Une telle posture ontologique prend en compte essentiellement les éléments matériels et néglige les aspects idéationnels — croyances, valeurs, idéologie, normes, etc. — incontournables lorsqu'on examine cette relation au cours des 35 dernières années⁷. Le fait que l'État soit l'acteur au

⁶ La majorité des recherches en relations internationales adoptent une approche théorique axée sur l'explication où le chercheur « commence par une observation des faits, la démonstration d'un rapport de cause à effet pour déboucher sur une explication qui pourrait être appliquée à des situations identiques ou, du moins, semblables, avec les mêmes résultats. » (Macleod et O'Meara, 2010, p. 6) Cette approche requiert souvent la formulation d'une question explicative commençant la plupart du temps par l'adverbe interrogatif « pourquoi ». Selon MacLeod et O'Meara, les choix théoriques du positivisme et de l'épistémologie empiriste sont souvent privilégiés par les approches faisant partie de ce que les deux auteurs appellent le « paradigme hégémonique » en théorie des relations internationales (Voir Macleod, 2010, p. 27).

⁷ Par exemple, l'auteur traditionaliste en Relations internationales interprète le fait que l'Iran refuse l'accès aux inspecteurs de l'AIEA à certaines installations énergétiques comme un manque de transparence et ultimement comme une preuve de l'existence d'un programme nucléaire à des fins militaires. Or, s'il s'attardait plutôt aux éléments identitaires motivant ce choix politique de l'Iran, il pourrait avoir des conclusions complètement différentes et déduire que les actions de l'Iran sont en fait

cœur de l'analyse rationaliste des approches traditionnelles représente également une limite à l'étude de la politique américaine à l'égard l'Iran. Dès lors, les études traditionalistes négligent la manière dont les luttes politiques internes prédisposent le comportement de l'État en matière de politique étrangère ; on n'ouvre jamais la « boîte noire » de l'État. Or, lorsqu'on s'intéresse à la relation États-Unis–Iran depuis 1979, il est difficile de passer à côté du fait que la nature des deux pays et leur politique interne influencent la manière dont ils entendent et s'engagent dans la relation⁸.

Un deuxième corpus de littérature qu'on dira « critique » aborde l'étude de la relation Iran–États-Unis dans une optique orientée davantage sur *l'interprétation* que sur l'explication de la politique mondiale. Leurs positions théoriques étant très distinctes de celles des approches traditionnelles, la littérature critique offre une compréhension substantiellement différente de la relation Iran–États-Unis. Certains auteurs ont eu recours à l'analyse critique du discours (ACD) afin d'explorer les différentes représentations de l'Iran dans le discours des présidents américains (Beeman, 2003 ; Donnellan, 2013) et des journaux occidentaux (Izadi et Saghaye-Biria, 2007 ; Jahedi et Abdullah, 2012). Les travaux qui utilisent l'approche constructiviste ont eu recours à divers angles d'étude. Certains se sont attardés à la concurrence qui s'exerce entre

une manifestation de la volonté des dirigeants iraniens de se représenter comme leader d'un bloc de résistance contre l'hégémonie idéologique de l'Ouest ou simplement de dénoncer un double standard de la part des États-Unis en ce qui concerne l'enrichissement de matière nucléaire notamment par rapport à Israël.

⁸ L'évolution de la littérature traditionnelle sur la politique étrangère américaine des dix dernières années démontre bien cette propension. En effet, les écrits datant de l'ère Bush-Ahmadinejad s'orientaient davantage vers les moyens de dissuader l'Iran de produire l'arme nucléaire et d'endiguer la menace advenant une telle éventualité. Ils se sont toutefois inclinés vers la façon d'engager le dialogue et les négociations avec l'Iran lors des années Obama-Admadinejad et Obama-Rouhani. D'un point de vue théorique, la littérature traditionnelle ne s'attarde pas à ces changements de la politique interne des États ; ces derniers agissant rationnellement à la suite d'un calcul coût-bénéfices qui optimise leurs intérêts. Pourtant, au regard de la tendance des écrits depuis 2001 sur le sujet, il semblerait que les changements de gouvernement aient grandement altérés la dynamique de la relation Iran–États-Unis et, par conséquent, la nature des travaux sur le sujet.

différents acteurs dans l'acceptation d'une certaine représentation de la nature des activités nucléaires de l'Iran depuis le début des années 2000 (Dawson, 2011). D'autres ont examiné les sources de la « crise de confiance » entre l'Iran et l'Occident (Beeman, 2003 ; Behraves, 2011 ; Vogelaar, 2009). Pour sa part, Paul R. Pillar (2013) a cherché à comprendre comment l'Iran est devenu l'une des préoccupations les plus importantes de la politique étrangère états-unienne.

Si l'intégration de composantes idéationnelles enrichit le sujet d'étude, la littérature critique possède néanmoins ses limites. Premièrement, malgré une ontologie très orientée sur les éléments idéationnels des relations internationales, elle néglige l'impact des intérêts matériels dans la politique étrangère des États-Unis ainsi que le rapport de co-constitution de ceux-ci avec les identités. Ce choix théorique semble se faire au détriment d'une analyse prenant en compte le rôle des intérêts matériels dans la construction de la menace iranienne. Comme si ce qui poussait une administration à donner une certaine représentation d'un acteur ou d'un événement découlait uniquement de facteurs identitaires indépendants de quelconques considérations matérielles. Le choix d'un cadre théorique constructiviste critique cherche à pallier cette lacune.

Cadre théorique et concepts

Le constructivisme cherche à *comprendre*⁹ les sources et le sens des relations internationales (O'Meara, 2010, p. 243). Cette entreprise le pousse à mettre en lumière la nature idéale des rapports entre les États, aspect négligé par les théories traditionnelles qui adoptent plutôt une ontologie matérialiste. Partant du postulat que

⁹ Notre intérêt pour le concept d'imaginaire sécuritaire oriente notre recherche vers un autre type de question, celle de *compréhension*. Comme l'explique Weldes : « *How-possible questions ask "how meanings are produced and attached to various social subjects/objects, thus constituting a particular interpretive dispositions which create certain possibilities and preclude others".* » (Weldes, 1999, p. 15) Voir également ibid. 6.

la réalité des relations internationales est socialement construite, le constructivisme cherche à exposer comment les normes, les règles, les significations (« *meanings* »¹⁰), les langues, les cultures et les idéologies – composantes des « structures idéationnelles » – créent les identités et guident l'action des États (Klotz et Lynch, 2007, p. 7-8). Ce caractère construit de la réalité signifie également que celle-ci est changeante. Par conséquent, les phénomènes sociaux sont constamment produits et reproduits. Finalement, la coexistence de plusieurs significations et compréhensions, en discordance les unes avec les autres, pousse les constructivistes à demander comment et pourquoi certaines pratiques prévalent dans des contextes particuliers (Klotz et Lynch, 2007, p. 10). Une approche constructiviste s'avère ainsi pertinente à une recherche comme celle que nous proposons sur la divergence des représentations de la menace iranienne par différents agents de la politique américaine et sur les implications potentielles de celles-ci sur les décisions de la Maison-Blanche.

Les distinctions entre le constructivisme conventionnel et le constructivisme critique

Il existe une multitude de variantes du constructivisme en relations internationales. Le *constructivisme critique*, l'approche adoptée par ce mémoire, se distingue du *constructivisme conventionnel* sur plusieurs points. Ce dernier, en embrassant une épistémologie positiviste, cherche à bâtir des ponts avec les approches rationalistes (O'Meara, 2010, p. 259).¹¹ Les adeptes de la variante critique doutent que la nature sociale des relations internationales puisse être saisie par une « explication causale et

¹⁰ En français, l'expression « *meaning* » peut se traduire par diverses expressions : une définition, une signification, un sens, une intention, etc. Nous utiliserons les termes « significations » et « sens » de façon interchangeable dans ce mémoire afin de faire référence à ce concept.

¹¹ Ce choix est en partie le résultat de la nécessité d'être reconnu par la communauté académique américaine préférant une approche plus traditionnelle de l'étudier les relations internationales. Comme l'explique Malorie Flon, ce choix s'explique en partie par « la lutte pour l'acceptation de l'approche au sein de la communauté académique [américaine qui] exigea qu'elle transforme son érudition théorique en un programme de recherche empirique susceptible d'être compris dans le langage rationaliste des néoréalistes et des néolibéraux » (Flon, 2008, p. 28)

objective de la réalité » (Flon, 2008, p. 28) et optent plutôt pour une approche constitutive ou interprétive.

Un des principaux postulats du constructivisme est la co-constitution des structures idéationnelles et des agents sociaux. Ainsi, la structure, plutôt que d'être imaginée comme la cause et contraignant l'action des États, est sociale et considérée comme « un processus ouvert de construction de sens partagé » (O'Meara, 2010, p. 257). C'est au travers de ce processus que se forment les identités et les intérêts des agents. Cependant, les constructivistes ont des opinions divergentes à savoir laquelle, de la structure et de l'agence, forme les identités. Pour les tenants de la variante conventionnelle, l'identité est façonnée par la structure normative de la société internationale (O'Meara, 2010, p. 250). Les constructivistes critiques vont accorder une plus grande importance aux éléments internes des États dans la constitution des identités et des intérêts des États¹². Par exemple, ce mémoire s'intéresse à des agents de la politique interne des États-Unis, plus spécifiquement les formulateurs de la politique étrangère sous Obama et le lobby AIPAC. Cette attention portée aux agents internes pousse la variante critique à attribuer au langage le rôle de facteur constituant des significations et des représentations du monde. La place concédée aux jeux de langage est un troisième élément qui distingue les deux variantes du constructivisme.

Finalement, les approches constructivistes ont une conception différente de la relation entre les identités et les intérêts. Pour Wendt et les tenants de l'approche conventionnelle, « *identities are the basis of interests* » (Wendt, 1992, p. 398). L'interaction obéit donc à une logique de causalité linéaire : l'identité dicte les intérêts. Ce mémoire soutient le point de vue de la variante critique qui considère que

¹² En raison de ces lectures divergeantes, les constructivistes conventionnels tel que Wendt parlent de « l'identité » de l'État contrairement aux tenants de la variante critique qui parlent « des identités » des agents (Voir Klotz et Lynch, 2007).

les identités et les intérêts se *co-constituent* plutôt dans une logique analogue à l'interaction entre la structure et l'agence. Selon Bill McSweeney, le constructivisme conventionnel exagère le facteur identitaire pour expliquer le changement des intérêts et du comportement des États (McSweeney, 1999, p. 150). L'éventail de nos intérêts — ce que nous voulons — modifie aussi ce que nous devenons en termes identitaires et nous pousse à réinventer l'identité attribuée aux autres : « *we are what we want to be.* » (McSweeney, 1999, p. 127) L'adoption du point de vue constructiviste critique nous permettra de nous interroger sur un aspect négligé par la littérature — autant traditionnelle que critique — soit la place des intérêts dans la constitution de représentations distinctes par l'administration Obama et par l'AIPAC sur l'enjeu du nucléaire iranien.

Le choix de la variante critique du constructivisme comme cadre théorique découle également de sa considération pour les concepts d'imaginaire sécuritaire, de lutte de pouvoir entre les agents et de sécuritisation.

L'imaginaire sécuritaire

L'imaginaire sécuritaire est le concept central de ce mémoire. Dans *Constructing National Interest: The United States and the Cuban Missiles Crisis*, Jutta Weldes le définit ainsi : « *A security imaginary is, quite simply, a structure of well established meanings and social relations out of which representations of the world of international relations are created* » (Weldes, 1999, p. 10). En d'autres mots, l'imaginaire sécuritaire offre un ensemble structuré d'interprétations permettant de comprendre et de donner un sens à un système international complexe (Muppidi, 1999, pp. 123-124). En offrant un cadre de significations, l'imaginaire sécuritaire va participer à la production des identités et des intérêts :

The security imaginary has a mutually constitutive relationship with the social identities and the related practices that it produces. This means that while certain social identities and practices are only possible and only make sense

within the security imaginary, the security imaginary itself is reproduced through the continued performance of those practices. [...] The discursive boundaries of the security imaginary are reached when particular representations of the world seem 'unintelligible,' 'irrational,' 'meaningless,' or 'ungraspable' in and through the symbolic resources offered by the security imaginary. (Muppidi, 1999, p. 124-125)

L'imaginaire sécuritaire permet de déterminer comment les agents caractérisent le contexte international, précisent ce qui représente une menace, clarifient ce que « nous » sommes (autoreprésentation) et qui est l'ennemi (représentation de l'ennemi). Enfin, il éclaire également sur les meilleurs moyens à mettre en œuvre afin de gérer une menace. C'est à partir de ces composantes que nous analyserons les représentations respectives de l'imaginaire sécuritaire de la Maison-Blanche et de l'AIPAC.

Le concept de l'imaginaire sécuritaire est intrinsèquement lié à celui de l'altérité. Ce dernier considère que l'on construit « "l'autre" en tant qu'entité distincte de soi-même » (O'Meara et Sobhee, 2004, p. 100). Plus spécifiquement,

les acteurs étatiques dépeignent (ou représentent) cette différence de façon rhétorique comme une menace contre les valeurs fondamentales par lesquelles l'État en question définit son identité nationale, en ce sens que la différence ainsi évoquée est censée remettre en question la survie d'une représentation particulière de soi. (O'Meara et Sobhee, 2004, p. 100)

En effet, il est difficile pour un président américain de définir les États-Unis sans les opposer aux croyances, valeurs et idéologies d'autres États. Au cours de la guerre froide par exemple, l'Amérique était présentée comme le leader du « monde libre » et était construite en opposition à l'Union soviétique et au communisme. De la même façon, les dirigeants iraniens définissent l'Iran en l'opposant notamment à ses pays voisins — comme Israël ou l'Arabie saoudite — et aux pays occidentaux.

Les pratiques représentationnelles, le langage et la sécuritisation

Dans le but de saisir ce qui constitue le monde social dans lequel évoluent les États, le constructivisme critique examine les « pratiques représentationnelles » des divers agents : « *Representational practices tell us "what the world is and how it works, for all practical purposes"; they populate the world with subjects and objects, define the relations among and between subjects and objects, and, in so doing, endow subjects with particular interests.* » (Weldes, 1998, p. 218)

La variante critique du constructivisme insiste sur l'importance du langage comme véhicule de ces pratiques représentationnelles. C'est par le langage que les objets, les menaces et les relations sont compris et présentés comme réels (Weldes, 1999, p. 118). Comme l'écrit Nicholas Onuf, « *saying is doing: talking is undoubtedly the most important way that we go about making the world what it is.* » (1998, p. 59) Les représentations se forment par le biais du langage; l'outil le plus « puissant » dans la construction de la réalité (Onuf, 1998, p. 19). Onuf, parle d'« actes de langage » afin de décrire « *the act of speaking in a form that gets someone else to act* » (Onuf, 1998, p. 66). Si les autres agents sont réceptifs aux actes de langages et que ceux-ci sont répétés fréquemment, les agents concernés finissent par concevoir cela comme signifiant (Onuf, 1998, p. 66).

Ainsi toute signification rattachée aux sujets et objets de la politique mondiale doit être construite par le biais du langage; incluant ce que l'on considère comme une menace à la sécurité de l'État. Comme l'écrit David Campbell : « *danger is an effect of interpretation* » (Campbell, 1992, p. 2). C'est par le langage que les agents participent à la « sécuritisation » d'un enjeu – ainsi qu'à la production et reproduction de l'imaginaire sécuritaire. Plus précisément, la sécuritisation est le processus par lequel un État, par le biais d'actes de langage formulés par ses dirigeants, fait d'une question un enjeu de sécurité (D'Aoust *et al.*, 2010). La sécuritisation fait sortir, au-

delà des règles et du cadre normal de la politique, ces enjeux et les place au-dessus des autres enjeux en les considérant comme un genre spécial de politique (Buzan *et al.*, 1998, p. 23). La sécuritisation est un exemple de cette capacité de l'imaginaire sécuritaire à organiser les significations.

Cette organisation du sens, pour qu'elle devienne socialement légitime, s'effectue au travers des processus d'articulation et d'interpellation. L'articulation est le premier mécanisme qui se met en œuvre : « *meaning is created and temporarily fixed by established chains of connotations among different linguistic elements* » (Weldes, 1999, p. 98). Ces différentes composantes linguistiques finissent par s'unifier pour former une rhétorique cohérente : « *In this way, different terms and ideas come to connote or to "summon" one another, to be welded into associative chains that make up an identifiable, if not a logically consistent, whole.* » (Weldes, 1999, p. 98). Les représentants de la Maison-Blanche et de l'AIPAC vont tenter d'établir des chaînes de connotation dans le but de donner un sens spécifique aux actions et aux identités américaines et iraniennes. Dans le cadre de ce mémoire, la tâche consistera donc à faire ressortir les modes de raisonnement du discours des agents.

Pour que la sécuritisation soit réussie, les actes de langage des leaders politiques doivent convaincre l'auditoire cible – généralement la population – que l'enjeu, la dynamique et/ou l'acteur représentent bel et bien une menace qui nécessite des mesures extraordinaires pour y contrevenir (McDonald, 2008, p. 72). Pour ce faire, un second processus, « l'interpellation », se produit en même temps que l'articulation. C'est par ce mécanisme que l'auditoire admet ou non de nouvelles représentations : *the concept of interpellation refers to the ways in which people, when "hailed" by discourses, "recognize" themselves in that hailing* » (Althusser, 1968 cité dans Muppidi, 1999, p. 125). Ce processus éclaire le chercheur sur l'efficacité des agents à concevoir des chaînes articulatoires convaincantes, voire contraignantes, auprès des

personnes (Muppidi, 1999, p. 125-126). Toutefois, il s'avère difficile de démontrer de quelle manière et dans quelle mesure un auditoire accepte les significations issues des discours. C'est le cas lorsqu'un enjeu comporte une multitude d'auditoires. En s'intéressant spécifiquement aux représentations de divers agents du paysage politique américain, ce mémoire se limitera néanmoins au premier processus de production de sens, c'est-à-dire l'articulation.

La lutte de pouvoir

Pour le constructiviste critique, la construction de la réalité crée et réifie les relations de pouvoir (Weldes, 1998, p. 217). Cette lutte de pouvoir s'opère entre divers « agents du savoir » – groupes de pression, lobbies, individus notoires, universitaires, médias, politiciens, etc. — qui ont leurs propres intérêts et conceptions des identités des acteurs sociaux. Certains de ces agents défendent des discours qui reproduisent les rapports de force déjà ancrés dans la société et les institutions (Weldes, 1999, p. 221). Ce rapport de pouvoir favorise les dirigeants politiques qui, et nous y reviendrons, occupent une place de choix dans cette lutte pour l'établissement du sens légitime (Weldes, 1999, p. 221).

Méthodologie

Il importe de spécifier quels agents participent à la représentation de l'identité américaine et iranienne. Bien entendu, les représentants de l'État occupent une place privilégiée dans la lutte pour l'établissement des significations :

the foreign policy representations constructed by the state officials have prima facie plausibility compared to other representations, because these officials are themselves constituted as the legitimate voices of "the state". At the same time, the legitimacy accorded to such representations reproduces the power of the state to define foreign policy issues. (Weldes, 1999, p. 221)

Seulement, comme le soutiennent O'Meara et Sobhee, il existe une multitude d'agents occupant une place notable dans la société et dont on ne doit pas ignorer le

rôle dans la construction des représentations en politique étrangère ; c'est le cas, entre autres, des médias, des universitaires ou, encore, des groupes de pression (2004, p. 103).

Dans le cadre de notre mémoire, nous nous attarderons, d'une part, aux représentants de la politique étrangère américaine, notamment, au vice-président Joseph Biden, aux divers secrétaires d'État et aux membres du *National Security Council* (NSC). Une place particulière est accordée au président américain Barack Obama dont le rôle est central dans la construction des représentations de la Maison-Blanche¹³. Le corpus de textes que nous examinerons est composé de discours, remarques et déclarations officielles des membres de l'administration Obama. Cette analyse approfondie comprendra des allocutions telles que les discours d'investiture du président et sur l'état de l'Union ainsi que d'autres discours notables portant sur la politique étrangère (ex : discours du président Obama à l'université du Caire) entre janvier 2009 et août 2015, soit le mois suivant la signature du Plan d'action conjoint.

D'autre part, nous porterons également notre attention aux représentations des agents du lobby AIPAC, ainsi qu'à celles de personnalités notoires ayant tenu un ou des discours lors de la conférence annuelle du groupe, événement de premier plan pour l'organisation. Le corpus étudié comprend des discours prononcés par les dirigeants du lobby et des personnalités marquantes au cours des conférences annuelles de 2009 à 2015 ainsi que de publications de l'AIPAC disponibles sur son site web (aipac.org) – mémos émis, déclarations, *fact sheets*, rapports et publications périodiques.

¹³ Afin d'éviter la répétition de l'expression « les représentants de la politique étrangère américaine », nous utiliserons également des termes équivalents tel que la Maison-Blanche, l'administration Obama, les formulateurs de la politique étrangère américaine, etc.

En utilisant l'analyse de discours comme approche, nous cherchons à mettre en exergue les structures et stratégies discursives au cœur des discours des agents et qui facilitent la formation des représentations. Lors de notre lecture des discours, nous porterons entre autres notre attention sur le recours aux analogies historiques, aux arguments d'autorité et aux figures de style (hyperbole, comparaison, métaphore, anaphore, etc.). L'objectif est de cerner les chaînes de connotation au cœur des processus d'articulation des agents. Comme l'explique Teun A. van Dijk, ces stratégies ne mènent pas à la construction de représentation, mais aident à ce processus. En effet, les figures de style attirent l'attention sur des concepts importants, offrent des signes de cohérence, suggèrent des interprétations plausibles et attribuent une structure aux éléments des représentations sémantiques et, au bout du compte, facilitent leur récupération par l'auditoire (van Dijk et Kintsch, 1983, p. 18).

Finalement, il importe de spécifier qu'une telle analyse des allocutions publiques comporte une limite importante. Comme le souligne O'Meara et Sobhee, notre interprétation des processus d'articulation et d'interpellation ainsi que des intérêts et des représentations ne peut être que partielle étant donné qu'il nous est seulement possible d'analyser le discours public. Le discours officiel privé étant hors de notre portée (O'Meara et Sobhee, 2004, p. 103).

Ce mémoire est développé en trois chapitres. Tout d'abord, nous présentons dans le deuxième chapitre la représentation par les représentants de la politique étrangère des États-Unis des deux premières composantes de l'imaginaire sécuritaire, soit la caractérisation du contexte et l'identification de la menace. Puis, nous complétons l'analyse de l'imaginaire sécuritaire par la Maison-Blanche en décrivant la représentation des États-Unis et de l'Iran dans un troisième chapitre. Le chapitre quatre est consacré, dans un premier temps, à une analyse de la place des lobbies en politique étrangère américaine. Dans un deuxième temps, nous reprenons l'exercice

réalisé aux deux premiers chapitres en présentant la conception de l'imaginaire sécuritaire américain, cette-fois-ci, au regard du discours de l'AIPAC.

CHAPITRE I

LA REPRÉSENTATION DU CONTEXTE ET DE LA MENACE DANS L'IMAGINAIRE SÉCURITAIRE AMÉRICAIN D'OBAMA

« And if you begin to repeat allegations enough, again and over and over and over, people start to believe they're true. That's human nature. »
- Vice-President Francis Underwood, *House of Cards*, Saison 2, Épisode 12

Dans ce chapitre, nous offrons une interprétation des termes dans lesquels l'administration Obama représente deux composantes de l'imaginaire sécuritaire américain : la caractérisation du contexte et l'identification de la menace. Nous avons soulevé dans l'introduction l'importance des pratiques représentationnelles dans la construction de l'imaginaire sécuritaire. Le langage étant le principal vecteur de création de significations. Pour cette raison, nous porterons une attention particulière aux discours officiels des principaux agents formulant les politiques de sécurité aux États-Unis, tout en accordant une place privilégiée aux allocutions du président américain.

Au terme de ce chapitre, nous aurons démontré, dans un premier temps, que la conjoncture difficile, marquée par une crise économique et deux longues guerres coûteuses – l'Afghanistan et l'Irak –, est rappelée sans relâche par l'administration Obama. Dans un deuxième temps, les représentants de la Maison-Blanche, par l'articulation de diverses chaînes de connotation, sécuritisent la prolifération et le terrorisme nucléaires comme nouvelles menaces principales. De plus, ce chapitre expose comment les ambitions nucléaires de l'Iran incarnent ces nouvelles menaces.

1.1 Caractérisation du contexte : La mémoire vive de la crise économique et des guerres

L'imaginaire sécuritaire est en constant changement. Les décideurs cherchent toutefois à fixer le contexte des événements et des enjeux. Cette caractérisation aide aux processus visant à établir quelle est la menace, qui est l'ennemi (« l'Autre ») et qui sommes-nous (« Soi »). Finalement, c'est également les circonstances qui vont délimiter le spectre des actions possibles face à la menace définie. Cette partie cherche premièrement à démontrer comment Obama caractérise le contexte à partir de son arrivée à la Maison-Blanche jusqu'à la signature du *Plan global d'action conjoint* le 15 juillet 2015. Nous tenterons de démontrer que cette caractérisation aide à éliminer l'option militaire dans la gestion de l'enjeu du nucléaire iranien.

1.1.1 La décennie de guerre et la crise économique

Au moment où Obama prend les rênes de la présidence 20 janvier 2009, les forces armées américaines sont empêtrées dans deux longues guerres qui ne semblent jusqu'alors présenter aucune porte de sortie. d'une part, la guerre en Afghanistan débutée en 2001 dans le cadre de la guerre contre le terrorisme du président Bush, et d'autre part, la guerre d'Irak entamée six ans plus tôt qui, après une victoire rapide contre les troupes irakiennes et la capture de Saddam Hussein, s'est transformée en guerre asymétrique contre des groupes d'insurgés pour devenir le conflit le plus meurtrier pour les troupes américaines depuis celui du Vietnam. Qui plus est, la nouvelle équipe à la Maison-Blanche doit faire face une à des plus importantes récessions économiques depuis la Grande dépression des années 1930.

Les guerres et les difficultés économiques, en plus d'être deux défis de taille pour l'administration, vont sans cesse être relayées dans la caractérisation du contexte sécuritaire par le président Obama. Le constant rappel de cette situation difficile, ou

de « crise », est également le premier sujet dont traite Obama dans son discours d'inauguration :

Forty-four Americans have now taken the presidential oath. The words have been spoken during rising tides of prosperity and the still waters of peace. Yet, every so often, the oath is taken amidst gathering clouds and raging storms. [...] That we are in the midst of crisis is now well understood. Our nation is at war against a far-reaching network of violence and hatred. Our economy is badly weakened, a consequence of greed and irresponsibility on the part of some, but also our collective failure to make hard choices and prepare the nation for a new age. (Obama, 2009a)

Par cette allocution, le nouveau président établit, dès les premières minutes suivant son assermentation, le contexte dans lequel son équipe prendra en charge l'administration de la Maison-Blanche. Selon lui, les États-Unis traversent une période éprouvante de leur histoire, qu'il compare à plusieurs reprises au cours des mois qui suivent à un « *storm* » ou encore à un « *winter of hardship* » (Obama, 2009a). Cette crise, qui a poussé l'administration à « étirer les ressources » (Obama, 2009e), a deux sources : les guerres et la crise économique. Cette double conjoncture est constamment rappelée dans le discours de la Maison-Blanche. Obama en fait notamment mention lors de discours sur la sécurité nationale¹⁴ et de son discours d'acceptation de son prix Nobel¹⁵.

1.1.2 Le lien entre la sécurité et l'économie

En liant le contexte de guerre à la situation économique difficile que subissent les États-Unis, une connexion finit par se créer entre la sécurité des États-Unis et l'économie. En effet, le fait de les rattacher ensemble engendre une chaîne de

¹⁴ « *These are extraordinary times for our country. We're confronting a historic economic crisis. We're fighting two wars. We face a range of challenges that will define the way that Americans will live in the 21st century.* » (Obama, 2009j)

¹⁵ « *I am the Commander-in-Chief of a country that's responsible for ending a war and working in another theater to confront a ruthless adversary that directly threatens the American people and our allies. I'm also aware that we are dealing with the impact of a global economic crisis that has left millions of Americans looking for work.* » (Obama, 2009t)

connotation qui finit par avoir du sens pour le peuple américain : en envoyant des troupes combattre deux guerres à l'étranger, les États-Unis se sont placés dans une position économique éprouvante et, par conséquent, des millions de citoyens américains en ont souffert. En outre, le lien entre les guerres et la situation économique est parfois mentionné explicitement par le président américain, renforçant ainsi le lien existant entre les deux :

Over the past several years, we have lost that balance. We've failed to appreciate the connection between our national security and our economy. In the wake of an economic crisis, too many of our neighbors and friends are out of work and struggle to pay the bills. Too many Americans are worried about the future facing our children. Meanwhile, competition within the global economy has grown more fierce. So we can't simply afford to ignore the price of these wars. All told, by the time I took office the cost of the wars in Iraq and Afghanistan approached a trillion dollars. (Obama, 2009u)

Au fil des discours d'Obama, un lien se crée entre les interventions à l'étranger et leurs coûts directs sur la vie des Américains. Il s'avère cependant difficile d'évaluer les retombées, sur la population américaine, de ces rappels constants des coûts liés aux guerres de la décennie passée. Toutefois, les discours portant sur l'intervention en Libye en 2011 laissent croire que pour Obama, la population américaine est plus réticente face aux interventions militaires. Ainsi, malgré la volonté d'intervenir en Libye pour des raisons humanitaires, Obama se voit obligé de spécifier ses intentions de ne pas envoyer de troupes à l'étranger et de risquer d'empêtrer les États-Unis dans une autre longue guerre¹⁶.

1.1.3 L'après-retrait : la mémoire douloureuse de la « guerre permanente »

Toutefois, ce discours du contexte de crise demeure présent après le rapatriement des troupes d'Irak et une reprise économique qui s'enclenche lentement à partir de 2013.

¹⁶ En mars 2011, la majorité des Américains étaient en défaveur de l'intervention militaire en Libye (Gallup, 2011). De plus, seulement 13% des Américains sondés appuyaient l'option de l'envoi de troupes en sol libyen (Pew Research Center, 2011).

Obama, ne voulant pas se retrouver dans un contexte de guerre comme son prédécesseur, rappelle sans cesse la mémoire douloureuse des deux guerres et de la crise économique. Il le fera lors de son discours sur l'état de l'Union de janvier 2010, mais également au cours de celui de 2015 :

We are fifteen years into this new century. Fifteen years that dawned with terror touching our shores; that unfolded with a new generation fighting two long and costly wars; that saw a vicious recession spread across our nation and the world. It has been, and still is, a hard time for many. (Obama, 2015b)

De plus, les termes utilisés pour qualifier ces événements marquants portent en eux le souvenir affligeant du passé. Ainsi, on fera référence à la « *decade of war* » (Obama, 2013a), à la « *perpetual war* » (Obama, 2013b), au « *decade of grinding war* » (Obama, 2013c) ou encore au « *permanent war footing* » (Obama, 2014a). Par ces évocations, la Maison-Blanche a un objectif bien clair : « *reminded us of the deep scars left by America's war in Iraq. [...] But what's clear from the last decade is the need for the United States to ask hard questions before we take action abroad, particularly military action.* » (Obama, 2014b) Dans le cas de l'économie, les qualificatifs utilisés sous-entendent une situation économique toujours précaire. Des qualificatifs tels ; « *a historic economic crisis* » (Obama, 2009j), « *an economy rocked by a severe recession, a financial system on the verge of collapse, and a government deeply in debt* » (Obama, 2010a), ou encore, « *after years of grueling recession* » (Obama, 2013c) permettent ainsi d'évoquer ce contexte de crise.

En conclusion, la caractérisation du contexte est indispensable puisqu'elle détermine le spectre des actions possibles pour gérer la menace nucléaire iranienne. Par exemple, le rappel constant de la situation difficile de l'économie et la souvenir de la décennie de guerre va permettre à l'administration Obama de disqualifier l'option d'une guerre et de l'envoi de troupes à l'étranger comme réponse à cette menace. De même, cela donne du poids à la voie de l'engagement, mais amène certains sceptiques

à croire que toutes les options ne sont pas sur la table comme nous le verrons plus loin.

1.2 L'identification de la menace : La prolifération des armes nucléaires et l'Iran

Le deuxième élément de l'imaginaire sécuritaire est l'identification de la menace. Plus spécifiquement, on cherche à désigner ce qui, dans le contexte présent, représente une menace à la sécurité de l'État. À titre d'exemple, à la suite des attentats du 11 septembre 2001, le contexte sécuritaire américain changera drastiquement. Le discours de l'administration de George Bush identifiera le terrorisme comme la principale menace aux États-Unis¹⁷ et réorientera complètement la politique étrangère américaine. De même, le contexte est tout autre huit ans plus tard à l'arrivée d'Obama à la Maison-Blanche. À cet effet, le 44^e président des États-Unis et son équipe ne manquent pas de souligner que « *the world is a very different place than it was just a few years ago* » (Jones, 2009). Cette conjoncture distincte apporte de « nouvelles menaces ». Toutefois, pour Obama une menace est plus urgente et inquiétante que les autres. En effet, comme le mentionnait le 6 août 2009 le conseiller à la sécurité intérieure et à la lutte antiterroriste, John O. Brennan : « *he [Obama] has identified as the most immediate and extreme threat to global security – the possibility that terrorists will obtain and use a nuclear weapon* » (Brennan, 2009).

Cette partie cherche à démontrer, d'une part, comment l'administration Obama sécuritise le risque de prolifération nucléaire pour en faire la principale menace à la sécurité des États-Unis et, d'autre part, comment, pour la Maison-Blanche, l'Iran incarne cette menace.

¹⁷ « *Sept. 11 revealed more clearly than ever that the world's great powers stand on the same side of a divide – united by common dangers of terrorist violence and chaos, and moving toward common values.* » (Bush, 2002b)

1.2.1 La prolifération des armes nucléaires : Le cheval de bataille d'Obama

1.2.1.1 Les initiatives d'Obama en matière de non-prolifération nucléaire

Dès les premiers mois de sa présidence, Obama affiche clairement sa volonté de s'attaquer au problème de la prolifération nucléaire et d'en faire « *a central pillar of [his] foreign policy* » (Obama, 2009u). Cette menace qui « *grow[s] in scope and complexity* » (Obama, 2009n) va occuper une place notoire dans son programme et le discours sur la sécurité nationale de la Maison-Blanche.

L'administration Obama va entreprendre plusieurs initiatives qui attestent de l'engagement du président sur la voie d'un monde mon sans armes nucléaire (Obama, 2009o). Elle s'engage, dès 2009, à renforcer le régime mondial de non-prolifération nucléaire et à sécuriser les matières nucléaires vulnérables à l'échelle de la planète en accueillant le Sommet international sur le nucléaire de 2010. De plus, Obama convoquera, en septembre 2009, un Sommet du Conseil de sécurité des Nations Unies sur la non-prolifération nucléaire et le désarmement nucléaire. Il y déclarera, notamment, que les armes nucléaires représentent la principale menace à la sécurité mondiale :

In the six-plus decades that this Security Council has been in existence, only four other meetings of this nature have been convened. I called for this one so that we may address at the highest level a fundamental threat to the security of all peoples and all nations: the spread and use of nuclear weapons. (Obama, 2009o)

En outre, les négociations avec la Russie qui aboutiront, en mars 2010, à l'adoption du nouveau traité sur la réduction des armes stratégiques (START), sont une autre initiative qui témoigne de la détermination d'Obama en la matière. Le traité START cherche à réduire les arsenaux nucléaires des deux puissances nucléaires. Lors de l'annonce de la signature du traité, Obama souligna la menace toujours existante de

ces armes : « *nuclear weapons represent both the darkest days of the Cold War, and the most troubling threats of our time* » (Obama, 2010c).

Il est évident que, par ces initiatives, l'administration Obama cherche à se présenter comme un leader dans le domaine de la sécurité nucléaire. Toutefois, elles constituent également des pratiques représentationnelles visant à sécuriser les armes nucléaires, c'est-à-dire à les identifier comme la nouvelle grande menace. Comme le soutient Weldes, les pratiques non linguistiques peuvent prendre différentes formes : « *the waving of U.S. flags at parade, the singing of the national anthem at sporting events, [...] the surveillance of other states from U-2 aircraft and the global deployment of U.S. military forces.* » (Weldes, 1999, p. 110-111) Un bon exemple d'une telle pratique représentationnelle est la rencontre tenue entre Obama et « *four of the most preeminent national security thinkers* » (Obama, 2009i) qui a eu lieu afin de discuter des priorités clés pour les États-Unis en matière de non-prolifération nucléaire. En discutant avec George Shultz, Henry Kissinger, Bill Perry et Sam Nunn, le président américain donne de la crédibilité à la menace qu'il sécurise. Ce groupe de penseurs bipartisans, en sanctionnant le discours et les démarches d'Obama dans le domaine du nucléaire, donne du poids à l'idée que la bombe constitue la menace première pour les États-Unis. Au terme de la rencontre, Schultz faisait notamment remarquer ceci : « *we all noticed, on your White House web site, that the first sentence was "We will work for a world free of nuclear weapons." That's the vision.* » (Obama, 2009i) Le site web de la Maison-Blanche est une plateforme importante pour la branche exécutive. Au moment de la rédaction de ce mémoire, plus de 5,6 millions de personnes avaient visité le site web au cours des 30 derniers jours (U.S. General Services Administration, 2016). Tout comme un discours ou une rencontre avec des personnalités notables de la politique étrangère, cette plateforme participe à alimenter la croyance que les armes nucléaires représentent une menace majeure pour l'administration Obama.

En plus d'être le premier élément mentionné sur le site web de la Maison-Blanche en 2009, la menace des armes nucléaires occupe aussi le premier rang dans le discours de politique étrangère du président. En effet, lorsque les représentants américains font l'énumération des nouvelles menaces qui planent sur les États-Unis, c'est celle de la prolifération des armes nucléaires qui est mentionnée en début de liste. C'est ce que fait le vice-président Joseph Biden à la 45^e Conférence de Munich sur la sécurité le 7 février 2009 :

And we have to recognize, as mentioned by both the Chancellor and President Sarkozy earlier today, that there are other forces that are shaping this new century: The spread of weapons of mass destruction and dangerous diseases, endemic disease; a growing gap between the rich and poor; ethnic animosity in failed states; and a rapidly warming planet and uncertain supplies of energy, food, water. (Biden, 2009a)

De la même façon, Obama identifie la lutte contre la prolifération nucléaire comme le premier « pilier » pour un futur meilleur dans son discours devant l'Assemblée générale des Nations unies en septembre de la même année (Obama, 2009n).

Finalement, il apparaît que pour Obama la menace des armes nucléaires devient plus importante que la menace terroriste telle que sécurisée par l'administration de son prédécesseur. En effet, bien qu'il ne soit pas question de désécuritisation – le terrorisme demeurant un aléa majeur – l'administration Obama remet la menace du terrorisme à sa place dans le spectre sécuritaire. En effet, cet objectif représente le premier élément clé de la « nouvelle approche de protection des Américains » présentée par Brennan en 2009 :

First, and perhaps most significantly, the fight against terrorists and violent extremists has been returned to its right and proper place: no longer defining—indeed, distorting—our entire national security and foreign policy, but rather serving as a vital part of those larger policies. (Brennan, 2009)

Par ailleurs, Obama a affirmé en 2013 au cours de son discours sur l'état de l'Union qu'al-Qaeda ne constituait plus la menace d'autrefois : « *the organization that attacked us on 9/11 is a shadow of its former self*. » (Obama, 2013c) Faisant ainsi écho à ce que nous avons avancé dans la première partie de ce chapitre, ce type de menace aurait, selon lui, évolué et ne nécessiterait plus l'envoi de milliers de troupes afin de le combattre à l'étranger. Toutefois, la lutte contre le terrorisme est au cœur du programme d'Obama en matière de non-prolifération. Le terrorisme nucléaire apparaissant comme la menace ultime pour son administration.

1.2.1.2 Les qualificatifs de la bombe

À l'instar des pratiques non linguistiques, les pratiques linguistiques jouent un rôle primordial dans la construction de la menace. Ainsi, les représentants de la Maison-Blanche vont utiliser divers qualificatifs afin de décrire les armes nucléaires comme « *the world's most deadly weapons* » (Obama, 2010g).

Ainsi, dans sa lutte contre la prolifération nucléaire, l'objectif d'Obama promet de « *take away the tools of mass destruction* » (Obama, 2009p) afin de prévenir, entre autres, un « *endless race for ever-more destructive weapons* »¹⁸ (Obama, 2009u). De plus, l'administration américaine va utiliser des métaphores lugubres — « *the potential spread of weapons of mass destruction continues to cast a shadow over the pursuit of peace* » (Obama, 2013h) — des images fortes — « *Just the smallest amount of plutonium – about the size of an apple – could kill and injure hundreds of thousands of innocent people* » (Obama, 2010f) — et remémorer des moments affligeants de l'Histoire afin de reproduire la menace de la multiplication des États nucléaires — « *we cannot tolerate a world [...] in which terror of a nuclear holocaust endangers more people* » (Obama, 2009t).

¹⁸ Traduction libre de: « *endless race for ever-more destructive weapons* ».

Bien entendu, les représentants de la Maison-Blanche ne sont pas les premiers à sécuritiser l'arme atomique. Dès les premiers souffles de la bombe, plusieurs décriaient les dangers de cette nouvelle menace. Obama a notamment repris la fameuse formule d'Albert Einstein : « *Now everything has changed [...] We are drifting towards a catastrophe beyond comparison. We shall require a substantially new manner of thinking if mankind is to survive.* » (Obama, 2010f)

1.2.2 La construction de chaînes de connotation entre la menace nucléaire et la République islamique d'Iran

Si la prolifération nucléaire est sécurisée dans le discours de l'administration Obama, deux États sont susceptibles de remettre en cause le régime de non-prolifération nucléaire et de représenter des menaces importantes à la sécurité américaine : l'Iran et la Corée du Nord. Dans son allocution devant l'Assemblée générale des Nations unies en 2009, le président américain déclarait que par leurs actions ces deux États « *threaten to take us [the community of nations] down this dangerous slope* » (Obama, 2009n) qu'est l'insécurité. Or, au regard du discours et des actions de la Maison-Blanche, l'Iran semble occuper une place prioritaire à l'agenda (Biden, 2010b ; Obama, 2010d). Pourtant, en 2009 le programme nucléaire nord-coréen en était à un niveau plus avancé que celui de l'Iran. En effet, la Corée du Nord annonçait en mai 2009 la réalisation d'un second essai nucléaire (Sang-hun, 2009). En contrepartie, malgré la découverte par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) de la construction d'un centre d'enrichissement d'uranium près de la ville de Qom en septembre 2009, rien ne laissait présager l'élaboration imminente d'une bombe nucléaire par la République islamique (Obama, 2009q).

Il semble ainsi surprenant que la menace nucléaire iranienne soit davantage sécurisée que la menace nord-coréenne. Cette partie ne cherche pas à trancher la question. Toutefois, elle démontre comment, par l'utilisation de chaînes de

connotation, l'administration construit l'Iran comme la principale menace nucléaire. Pour ce faire, l'administration Obama met en évidence, d'une part, la manière dont l'acquisition de la bombe par l'Iran pourrait déstabiliser complètement la région moyen-orientale. En reproduisant, d'autre part, l'image d'un Moyen-Orient vital aux intérêts américains, elle lie ainsi la sécurité de la région à la sécurité des États-Unis.

1.2.2.1 L'Iran nucléaire comme élément déstabilisateur au Moyen-Orient

L'administration Obama n'est pas la première à sécuriser l'arme nucléaire. Toutefois, pour qu'un État en vienne à représenter une menace sur le plan nucléaire, il se doit d'être construit comme tel. La célèbre phrase d'Alexander Wendt, « *500 British nuclear weapons are less threatening to the United States than 5 north Korean nuclear weapons* » (Wendt, 1995, p. 73), illustre bien cette nécessité. Similairement, on peut reprendre son analogie et l'appliquer au cas de l'Iran : un ennemi qui acquière une bombe nucléaire est plus inquiétant qu'un ami qui en possède des dizaines comme le Royaume-Uni. Ainsi, pour qu'un Iran nucléarisé soit perçu comme une menace, l'administration Obama doit démontrer de quelle manière cette perspective pourrait miner la sécurité des États-Unis.

Pour ce faire, la Maison-Blanche construit des chaînes de connotation entre la perspective d'un Iran nucléaire et des contingences potentiellement déstabilisantes pour la région moyen-orientale et le monde : une course à l'armement au Moyen-Orient, des risques de fuite de matériel nucléaire à des groupes terroristes, une fragilisation du régime de non-prolifération nucléaire et, finalement, une augmentation en puissance d'un État qui brutalise ses citoyens. Ces associations, à force d'être répétées, en viennent à être prises comme des réalités qui se produiraient si l'Iran développait une arme nucléaire. Toutefois, elles doivent d'abord être construites discursivement afin d'être acceptées comme telles.

1.2.2.1.1 Course à l'armement au Moyen-Orient

Un Iran nucléaire pourrait premièrement être déstabilisant, car « *it would spark an arms race in a volatile region* » (Obama, 2013e). La fréquence à laquelle l'administration emploie cette association est marquante¹⁹ et parfois formulée en des termes déclaratoires :

Among U.S. policymakers, there's never been disagreement on the danger posed by an Iranian nuclear bomb. Democrats and Republicans alike have recognized that it would spark an arms race in the world's most unstable region, and turn every crisis into a potential nuclear showdown. (Obama, 2015h)

Par l'utilisation d'actes de langage déclaratoires²⁰, les représentants de la Maison-Blanche préviennent des conséquences certaines de la nucléarisation de l'Iran. Dans ce cas-ci, en évoquant le consensus bipartisan sur l'avènement d'une course à l'armement, le président Obama renforce aussi le lien entre l'Iran nucléaire et la course à l'armement subséquente.

Un discours anticipant une course à l'armement suit le raisonnement néoréaliste selon lequel un État nucléaire au Moyen-Orient entraînerait un déséquilibre dans l'équilibre des puissances ; et motiverait ainsi d'autres États à rétablir cet équilibre régional par l'acquisition de la bombe. Cette logique, très présente dans le discours de la politique

¹⁹ En plus, d'en faire mention dans la plupart de ses remarques à la suite de rencontres bilatérales avec des dirigeants étrangers où il est question du programme nucléaire iranien, le président Obama a soulevé le risque d'une course à l'armement dans plusieurs discours importants : devant des étudiants à l'Université du Caire en Égypte (Obama, 2009k); à l'Assemblée générale des Nations Unies (Obama, 2009n, 2012d, 2013h); à la suite de la signature du nouveau traité START (Obama, 2010d); à la suite de l'adoption, par le Conseil de sécurité des Nations Unies, de nouvelles résolutions sur les sanctions à l'endroit de l'Iran (Obama, 2010g); à la Conférence annuelle de l'AIPAC (Obama, 2012b); lors de la déclaration sur l'Accord cadre afin de prévenir l'Iran d'obtenir l'arme nucléaire (Obama, 2015f); et lors de remarques sur l'Accord sur le nucléaire iranien (Obama, 2015h).

²⁰ Les actes de langage tombent dans trois catégories. Il y a d'abord l'*acte de langage déclaratoire* qui consiste en une affirmation sur un agent ou un aspect de la réalité sociale. L'*acte de langage directif* cherche à prescrire un comportement à un autre agents. Finalement, l'*acte de langage engageants* investit son locuteur et à agir advenant qu'une certaine situation particulière se concrétise (Voir O'Meara, 2010, p. 248 ; Onuf, 1998, p. 66).

étrangère américaine (Waltz, 2012), semble toutefois historiquement inexacte. En effet, l'Allemagne, redevenue une grande puissance européenne, n'a pas éprouvé la nécessité de se procurer l'arme nucléaire. Il en est de même pour le Japon et la Corée du Sud bien que tous deux occupent un paysage géographique commun avec la Chine, la Russie et un État aux fortes ambitions nucléaires, la Corée du Nord. En outre, la possibilité qu'Israël possède des armes nucléaires n'a jamais déclenché de course à l'armement dans la région : « *When Israel acquired the bomb in the 1960s, it was at war with many of its neighbors. [...] If an atomic Israel did not trigger an arms race then, there is no reason a nuclear Iran should now.* » (Waltz, 2012, p. 5) Ainsi, dans le cas d'Israël, la perspective d'une course à l'armement n'a pas été construite, bien que le pays soit perçu par plusieurs États du Moyen-Orient comme une plus grande menace que l'Iran.

Dans son article controversé, Kenneth N. Waltz soutenait au contraire que l'acquisition de la bombe par l'Iran amènerait davantage de stabilité à la région en rétablissant le déséquilibre créé par le monopole nucléaire d'Israël (Waltz, 2012, p. 3). Bref, la perspective d'une course à l'armement n'est pas garantie dans l'optique d'un Iran nucléaire. Cependant, à force d'être répétée, cette idée en vient à être acceptée comme vraie par l'auditoire.

1.2.2.1.2 Le risque de fuite d'armes nucléaires à des groupes terroristes

Les représentants de l'administration Obama créent aussi une chaîne de connotation entre l'Iran nucléarisé et l'enjeu le plus sécuritisé depuis 2001 : le terrorisme. Pour Obama, le risque n'a jamais été aussi préoccupant : « *Two decades after the end of the Cold War, we face a cruel irony of history — the risk of a confrontation between nations has gone down, but the risk of nuclear attack has gone up* » (Obama, 2010f). La prolifération de l'arme atomique augmente le risque de terrorisme nucléaire : « *Terrorism has long been a tactic, but modern technology allows a few small men*

with outsized rage to murder innocents on a horrific scale. » (Obama, 2009v) En somme, le but de la Maison-Blanche est simple : *« to deny the world's most dangerous people access to the world's deadliest weapons.* » (Obama, 2009j) Dans cette section, nous démontrons comment, parallèlement à la sécuritisation du terrorisme nucléaire, l'administration Obama établit une association entre l'Iran nucléaire et le terrorisme, aidant du même coup à la construction d'une menace. Ce lien est reproduit de deux façons : en suggérant un risque accru de fuite de matériel nucléaire à des groupes terroristes advenant un Iran nucléaire et en rappelant le soutien du gouvernement iranien à certains groupes terroristes.

La manière dont Obama construit la menace nucléaire iranienne est bien différente de celle de l'administration précédente, qui dépeignait l'Iran comme l'incarnation du mal (Goulet-Cloutier, 2010). Effectivement, la menace ne vient pas directement de l'Iran nucléarisé, mais des risques sous-jacents qui lui sont associés. Notamment, le spectre augmenté de fuite d'armes nucléaires à des terroristes.

En premier lieu, trois raisonnements sous-tendent cette peur de fuite de matériel nucléaire. Premièrement, la course à l'armement qui suivrait l'acquisition de l'arme nucléaire par l'Iran augmenterait le nombre d'États possédant la bombe et, *de facto*, amplifierait aussi les chances d'un détournement de matériel nucléaire. Ces remarques à la suite de la signature du nouveau traité START démontrent bien cette logique :

a declaratory statement of U.S. policy with respect to nuclear weapons, said that our biggest concerns right now are actually the issues of nuclear terrorism and nuclear proliferation -- more countries obtaining nuclear weapons; those weapons being less controllable, less secure; nuclear materials floating around the globe. (Obama, 2010d)

Deuxièmement, le discours de l'administration Obama soutient également qu'il existe un risque potentiel que ces nouveaux États nucléarisés ne sécurisent pas efficacement

leurs armes nucléaires. Aujourd'hui, neuf États détiennent des armes nucléaires et onze autres possèdent une quantité suffisante de matière fissile pour confectionner un engin explosif nucléaire (Lieber et Press, 2013, p. 98). Les principales inquiétudes en matière de sécurité nucléaire sont la Biélorussie, le Japon, le Pakistan, la Russie et l'Afrique du Sud bien qu'aucun pays ne puisse se targuer d'avoir une sécurité impeccable (Lieber et Press, 2013, p. 98). L'enjeu de la sécurisation des stocks est au cœur de la politique de non-prolifération d'Obama. Dans leurs discours, les représentants politiques américains utilisent des expressions telles que « *vulnerable nuclear material* » (Brennan, 2009 ; Obama, 2009o, 2010a, 2010c, 2010d), « *loose nuclear material* » (Biden, 2009a ; Obama, 2009i, 2009j, 2009p, 2009u, 2010d, 2010i) ou encore « *nuclear materials floating around the globe* » (Obama, 2010d). La répétition de ces chaînes de connotation finit par rendre intelligible le fait que la sécurité des matériaux nucléaires est imparfaite et que des organisations terroristes pourraient profiter de l'occasion pour s'emparer de ces armes de destruction massive.

Finalement, les représentants de l'administration Obama vont à quelques occasions pousser à l'extrême la crainte du risque de fuite en suggérant que l'Iran pourrait donner l'arme nucléaire à des organisations terroristes : « *with states obtaining nuclear weapons and potentially using them to blackmail other countries or potentially not securing them effectively or passing them on to terrorist organizations.* » (Obama, 2010d) Il est cependant peu probable qu'un État prenne un tel pari, car il s'avérerait facile de retracer la provenance d'une arme nucléaire utilisée par une organisation terroriste. En effet, peu d'États commanditent le terrorisme et peu de groupes terroristes ont plusieurs commanditaires (Lieber et Press, 2013). Un éventuel acte de terrorisme nucléaire inviterait des représailles dévastatrices contre l'État pris en défaut (Lieber et Press, 2013, p. 85). Enfin, si l'affirmation semble exagérée pour un auditoire averti, elle peut trouver une résonance auprès d'un auditoire qui l'est moins, puisqu'elle crée une association directe et simple entre l'Iran et le terrorisme.

En deuxième lieu, la Maison-Blanche établit également un lien entre l'Iran nucléaire et le terrorisme en rappelant que l'Iran a historiquement commandité des organisations que l'administration américaine considérait comme des groupes terroristes, notamment le Hamas et le Hezbollah (Biden, 2013). Au cours de sa première année de mandat, l'administration Obama évite de mentionner l'appui iranien à ces groupes ne voulant pas compromettre son agenda d'ouverture à l'Iran. Toutefois, on y fera référence à quelques reprises en 2010 et en 2011 lorsque le gouvernement d'Ahmadinejad continuera à faire la sourde oreille aux invitations à négocier du P5+1. Souvent, les allusions de soutien au terrorisme se font devant des supporteurs d'Israël, notamment lors de remarques conjointes avec un dirigeant israélien, à la suite de rencontres bilatérales, ou encore, lors des discours des responsables américains devant l'AIPAC. Cela témoigne de l'impact de différents agents dans le processus sans cesse contesté de la construction des identités. Ainsi, l'identité iranienne est davantage représentée, auprès de groupes comme l'AIPAC ou le gouvernement israélien, par son appui à des groupes terroristes. L'allocution d'Obama à la conférence annuelle de l'AIPAC en 2011 rend évidente cette inclinaison de la Maison-Blanche à adopter une ligne plus dure devant un auditoire favorable à ce discours : « *Its illicit nuclear program is just one challenge that Iran poses. [...] Iran continues to support terrorism across the region, including providing weapons and funds to terrorist organizations.* » (Obama, 2011e)²¹

²¹ Joe Biden a également suivi cette ligne plus rigide dans un discours d'autant plus éloquent : *The Enduring Partnership Between the United States and Israel*, dans lequel le vice-président déclara : « *Looming over all our efforts in this region is the shadow cast by Iran, home of a -- home of a great civilization and proud people who suffer from a leadership that flouts the will of the world by pursuing nuclear weapons and supporting terrorism and terrorists. Over the past decade, Iran has become more, not less dangerous, building thousands of centrifuges that churn out nuclear material, funding and arming dangerous proxies like Hizballah and Hamas, intimidating both its neighbors as well as its own citizens.* » (Biden, 2010b)

En créant une chaîne de connotations entre un Iran potentiellement nucléaire et une menace majeure comme le terrorisme, les représentants américains participent ainsi à constituer l'Iran comme une menace. Ultimement, associer l'enjeu du nucléaire iranien au terrorisme a également comme effet de faire du premier une menace mondiale et non plus seulement régionale. Les inquiétudes américaines face aux aspirations nucléaires de l'Iran deviennent par conséquent plus crédibles et plus évidentes.

1.2.2.1.3L'Iran nucléaire : La mise à l'épreuve du régime de non-prolifération nucléaire

Le renouvellement du traité START est un élément fondamental de la politique d'Obama en matière de non-prolifération nucléaire et la sécurisation des matières nucléaires un « *central pillar of my foreign policy* » (Obama, 2009u). Pour le président, les États-Unis ont une obligation de faire preuve d'initiative dans la revitalisation de cette « *old architecture is buckling under the weight of new threats* » (Obama, 2009v). En contrepartie, par ses ambitions nucléaires, l'Iran remet en cause toute la structure du régime de non-prolifération tel que ratifié par les pays signataires du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) et dont il faisait partie.

Tout comme pour les inquiétudes face à une potentielle course à l'armement et au risque de terrorisme nucléaire, l'administration d'Obama rappelle constamment que, par ses actions, l'Iran mine le régime de non-prolifération. Le président en fait notamment mention à la suite de la découverte de la construction du site nucléaire de Qom en 2009 : « *Iran has been building a secret nuclear facility to enrich uranium. This is a serious challenge to the global non-proliferation regime, and continues a disturbing pattern of Iranian evasion.* » (Obama, 2009r) Les représentants de la politique étrangère américaine vont créer une chaîne d'association entre le spectre de l'échec du régime international de non-prolifération nucléaire et les autres éléments

inhérents à la menace nucléaire iranienne (course à l'armement et risque de fuite de matériel fissile à des organisations terroristes). Répétés l'un à la suite de l'autre, comme c'est souvent le cas, ces éléments en viennent à devenir les composantes caractérisant le programme nucléaire :

Indeed, the entire world has an interest in preventing Iran from acquiring a nuclear weapon. A nuclear-armed Iran would thoroughly undermine the non-proliferation regime that we've done so much to build. There are risks that an Iranian nuclear weapon could fall into the hands of a terrorist organization. It is almost certain that others in the region would feel compelled to get their own nuclear weapon, triggering an arms race in one of the world's most volatile regions. It would embolden a regime that has brutalized its own people, and it would embolden Iran's proxies, who have carried out terrorist attacks from the Levant to southwest Asia. (Obama, 2012b)

Cette chaîne à connotations multiples crée une association entre l'Iran nucléaire, l'instabilité au Moyen-Orient, la multiplication des États nucléarisés au Moyen-Orient, le danger de fuites de matériaux nucléaires à des terroristes et l'échec potentiel du régime de non-prolifération nucléaire.

En conclusion, le danger ne vient pas de la possibilité que l'Iran puisse posséder l'arme nucléaire et représenter une menace pour les États-Unis, mais bien des contingences potentiellement déstabilisantes pour la région moyen-orientale – voire pour le monde – si un nouvel État en venait à posséder la bombe nucléaire dans la région du Moyen-Orient.

1.2.2.2 De la sécurité au Moyen-Orient à la sécurité des États-Unis et du monde

Nous avons démontré comment Obama a fait de la non-prolifération nucléaire un pilier de sa politique étrangère. Nous avons aussi révélé de quelle façon son administration, par le biais d'associations et de chaînes de connotation, a reproduit l'idée d'un éventuel Iran nucléaire comme une composante qui déstabiliserait la région du Moyen-Orient. Cependant, le lien entre les actions des États-Unis au Moyen-Orient et la sécurité nationale est parfois flou et difficile à cerner. Les intérêts

énergétiques américains au Moyen-Orient — censés justifier les politiques de l'État dans la région — sont souvent surestimés dans la balance des intérêts sécuritaires. Ainsi, il ne serait pas dans l'intérêt des États-Unis de voir sombrer dans l'instabilité une région possédant plus de la moitié des réserves mondiales de pétrole et des voies d'approvisionnement de premier plan dont les États-Unis sont dépendants. En outre, les prix du pétrole sont déterminés par l'offre et la demande globale des marchés internationaux. Si l'on ne peut démentir cette affirmation, les États-Unis sont toutefois loin d'être aussi tributaires du pétrole du Moyen-Orient que le veut la croyance populaire. Concrètement, des 27 % que représentent les importations nettes dans la demande de pétroles des États en 2014, seulement 37 % provenaient du Bahreïn, d'Irak, du Koweït, du Qatar, de l'Arabie saoudite et des Émirats arabes unis (U.S. Energy Information Administration, 2016). En bref, les importations de la région correspondent à environ 10 % de la consommation américaine en pétrole.

D'autre part, si l'Iran en vient à développer l'arme nucléaire, il doit également être en mesure de développer un missile capable d'atteindre les côtes du continent américain afin de représenter une véritable menace. C'est là que réside le vrai défi et jusqu'à présent l'Iran n'a toujours pas en sa possession de tels missiles intercontinentaux. Ainsi, il est plus simple de saisir en quoi un Iran possédant l'arme nucléaire pourrait représenter davantage un danger pour Israël que pour les États-Unis. La proximité entre ces deux États — une distance pouvant facilement être couverte par un missile balistique de moyenne portée — justifierait de telles inquiétudes.

Dès lors, la Maison-Blanche doit alimenter l'idée selon laquelle la région du Moyen-Orient est une région vitale aux intérêts et à la sécurité des États-Unis. Cette entreprise doit avant tout se faire à un niveau discursif. Par conséquent, l'administration Obama va opérer une chaîne de connotations en associant la sécurité de la région moyen-orientale, d'Israël, des États-Unis et du monde : « *Iran obtaining a nuclear weapon would not only be a threat to Israel and a threat to the United*

States, but would be profoundly destabilizing in the international community as a whole » (Obama, 2009h).

La relation entre les États-Unis et Israël, marquée par un « *unbreakable bond* » (Biden, 2010a ; Obama, 2012b, 2013e, 2014f, 2015c), est centrale afin de lier la sécurité des États-Unis à la menace nucléaire iranienne. Comme le soutiennent Mearsheimer et Walt, cette relation israélo-américaine peut s'avérer difficile à expliquer du point de vue de l'intérêt national américain (Mearsheimer et Walt, 2006). En effet, la sécurité interdépendante, et cet appui inflexible qui en découle, n'est pas justifiée en substance dans le discours de l'administration Obama comme en témoigne cet extrait du discours de Joseph Biden devant la conférence de l'AIPAC en 2009 : « *The bond between Israel and the United States was forged by a shared interest in peace and security.* » (Biden, 2009b) Toutefois, à force d'être répété et conforté, il est possible que le lien sécuritaire finisse par être accepté comme tel : un Iran nucléaire représenterait une menace à Israël et, *ipso facto*, à la sécurité américaine. La Maison-Blanche utilise le même procédé afin de lier les sécurités américaine et israélienne à celle de la région et du monde : « *One country that challenges Israelis' security, America's security, and the security of the countries in the region and around the world is Iran.* » (Biden, 2010c)(Biden, 2010c)

Bien entendu, comme nous l'avons mentionné précédemment, l'association de l'enjeu nucléaire iranien à la menace terroriste et la sauvegarde du régime de non-prolifération sont aussi deux éléments qui contribuent à représenter l'Iran nucléaire comme une menace globale et non seulement régionale.

1.3 Conclusion

Dans ce chapitre, nous avons tenté une interprétation des deux premières composantes de l'imaginaire sécuritaire représenté par les principaux agents de la

politique étrangère américaine. Soit, la caractérisation du contexte et l'identification de la menace. Ainsi, nous avons démontré que dans cette conjoncture difficile marquée par une crise économique et la persistance de deux guerres coûteuses, l'administration doit faire face à de nouvelles menaces ; les plus importantes étant la prolifération nucléaire et le terrorisme nucléaire. Pour Obama, l'Iran incarne cette menace en raison de ses ambitions nucléaires. Nous avons démontré que, par l'articulation de diverses chaînes de connotations, les représentants de la Maison-Blanche vont produire et reproduire ces conceptions.

Le prochain chapitre aborde les trois autres constituantes de l'imaginaire sécuritaire. Nous démontrerons comment dans ce nouveau contexte sécuritaire, l'administration Obama représente la dichotomie « Nous » (les États-Unis) et « Eux » (l'Iran) afin de désigner ce dernier comme une menace *potentielle* plutôt qu'*existentielle*. Enfin, nous identifierons les meilleurs moyens de gérer la menace nucléaire iranienne selon la Maison-Blanche.

CHAPITRE II

L'AUTOREPRÉSENTATION ET LA REPRÉSENTATION DE L'ENNEMI DANS L'IMAGINAIRE SÉCURITAIRE D'OBAMA

Nous avons argumenté dans le chapitre précédent que, dans un contexte marqué par la crise économique et les guerres au moment de sa prise de la présidence, Barack Obama cherche à éviter le recours à la force. Nous avons aussi démontré que l'administration américaine identifie de nouvelles menaces prioritaires, soit la prolifération et le terrorisme nucléaire, principalement incarnées par l'Iran. Il sera question dans ce troisième chapitre d'identifier en quels termes les représentants de la Maison-Blanche expriment les identités américaine et iranienne. Nous argumenterons que, par ces représentations, la Maison-Blanche désécritise partiellement l'Iran en le présentant comme une menace potentielle et non existentielle de manière à ouvrir un espace à la négociation. Un objectif sous-jacent sera de démontrer comment les intérêts de l'administration Obama participent selon nous à la (co-)constitution de ses représentations spécifiques des identités.

Ce chapitre se développe en trois parties. La première s'attarde à la volonté du président américain de s'attaquer au paradigme de méfiance entre les États-Unis et l'Iran. La deuxième partie propose un portrait de la représentation de l'identité des États-Unis par la Maison-Blanche. Puis, nous décrivons dans la troisième partie la dernière composante de l'imaginaire sécuritaire, soit la représentation de l'Iran.

2.1 La croisade d'Obama contre la « méfiance »

Plusieurs auteurs se sont attardés à la longue histoire de méfiance entre les États-Unis et l'Iran. L'anthropologue William O. Beeman note que le conflit entre les deux États

est unique, d'une part, en raison de la longévité de la confrontation (la plus à l'exception peut-être des conflits avec Cuba et la Corée du Nord) et, d'autre part, parce que ces événements initiaux constituent les premières rafales d'un conflit plus large dans le monde musulman (Beeman, 2003, p. 671-672). Pour l'auteur, le conflit représente bien le « conflit culturel postmoderne » autour duquel ses recherches s'orientent :

Its centers not on substantive differences or real conflict, but rather on symbolic discourse. In this discourse both nations construct the "other" to fit an idealized picture of an enemy. The process is reminiscent of the Cold War in its processes of mutual demonization (Beeman, 2003, p. 672)²².

Gabriëlla Vogelaar parle d'un « *paradigm of enmity* » afin de décrire la dynamique par laquelle les États-Unis et l'Iran identifient l'autre comme un adversaire qui incarne le Mal (Vogelaar, 2009, p. 28). Cette expression cerne bien le caractère intersubjectif des représentations qui, au fil du temps, a renforcé et reproduit l'animosité et la méfiance entre les deux États (Vogelaar, 2009, p. 28). La représentation de l'Iran comme l'incarnation du Mal trouve constamment écho dans le discours de George W. Bush. En plus d'être incluse dans l'axe du Mal, la République islamique est décrite comme « le Grand Satan derrière les "démons" terroristes » (Goulet-Cloutier, 2010, p. 59).

Le président Obama avait quant à lui déclaré ses intentions au courant de la campagne présidentielle et des premiers mois de sa présidence de tendre la main à l'Iran (Sanger *et al.*, 2008). Cette promesse se concrétise le 20 mars 2009 alors que le président s'adresse, par la voie d'une vidéo publiée sur le site de la Maison-Blanche,

²² Beeman considère toutefois que le conflit se distingue à plusieurs égards de l'opposition entre l'URSS et les États-Unis au temps de la Guerre froide : l'Iran et les États-Unis ne se posent pas de danger direct l'un à l'autre; le conflit se passe avant tout à un niveau gouvernemental; la démonisation dans les deux cas est symbolique plutôt que substantive; les deux gouvernements ne se parlent pas directement; et les « *differences are structurally irresolvable, since both sides demand that the other conform to their cultural sensibilities* » (2003, p. 672-673).

directement au peuple et aux dirigeants de la République islamique d'Iran dans le cadre du Nouvel An iranien (Obama, 2009d). L'allocution démontre un désir clair de briser le cycle persistant de méfiance. Cette volonté passe tout d'abord par la reconnaissance de cette altérité dans les relations irano-américaines, mais, plus encore, s'exprime par l'aspiration du président à passer par-dessus les « vieilles divisions » : « *For nearly three decades relations between our nations have been strained. But at this holiday we are reminded of the common humanity that binds us together.* » (Obama, 2009d) Ces paroles d'Obama contrastent avec le discours de la différence omniprésent sous l'administration précédente. Au contraire, on cherche plutôt à surmonter cette différence qui a marqué les 30 dernières années. En plus d'une « *common humanity* » qui lie les deux peuples ensemble, le président fait ainsi référence aux « *shared hopes* » et aux « *common dreams* » des Américains et Iraniens. L'association est également soulignée par une allégorie d'Obama qui rappelle les origines religieuses communes du christianisme et de l'Islam — deux religions aux souches abrahamiques : « *let us remember the words that were written by the poet Saadi, so many years ago: "The children of Adam are limbs to each other, having been created of one essence."* » (Obama, 2009d) Le président reconnaît aussi le rôle des États-Unis dans l'intensification des tensions entre les deux États, notamment par l'interférence dans les affaires internes de l'Iran ainsi que l'implication américaine dans le renversement du gouvernement iranien au cours de la guerre froide (Obama, 2013h). En outre, le président se distance d'une quelconque responsabilité dans la reproduction de ce paradigme d'hostilité et met en garde le peuple et les dirigeants iraniens contre ceux qui cherchent encore à perpétuer le conflit entre les deux peuples : « *There are those who insist that we be defined by our differences.* » (Obama, 2009d)

L'approche à l'égard de la République islamique est seulement un exemple parmi d'autres de la volonté de la Maison-Blanche de faire tomber les divisions ancrées dans l'imaginaire sécuritaire américain : « *America will extend a hand to those who,*

as the President said, will unclench their fist. The United States of America does not believe, our administration does not believe, in a clash of civilizations » (Biden, 2009a). Les démarches de normalisation des relations avec Cuba, entreprises à partir du 17 décembre 2014, rejettent la politique de la différence issue de l'époque de la guerre froide. De façon similaire, Obama avait également comme ambition d'apporter un air de changement en matière de politique interne. Son administration ne réussit cependant pas à créer le climat « post-partisan » promis durant la campagne et le Congrès reste, à l'approche de la fin de son deuxième mandat, grandement divisé (Grunwald, 2016).

Le début de la présidence d'Obama est toutefois marqué par la volonté de rebâtir les ponts avec le monde musulman. Il évoque explicitement l'existence d'un « *cycle of conflict* » entre celui-ci et l'Amérique (Obama, 2009u). La maxime « *mutual interest and mutual respect* », utilisée sans timidité dans les discours du président et des membres de son administration (Biden, 2009 ; Brennan, 2009 ; Obama, 2009a, 2009c, 2009g, 2009j, 2009k, 2009m, 2009r, 2009s, 2009t, 2010, 2010, 2011, 2012), devient pour ainsi dire le slogan de la campagne de séduction de l'administration au Moyen-Orient. Lors de son discours devant le parlement turc le 6 avril 2009, Obama a annoncé sa vision de la relation qu'il entrevoit soutenir avec le monde musulman : « *I also want to be clear that America's relationship with the Muslim community, the Muslim world, cannot, and will not, just be based upon opposition to terrorism. We seek broader engagement based on mutual interest and mutual respect.* » (Obama, 2009g) Finalement, le président rejette l'existence de quelconque « *clash of civilizations* » ou antagonisme entre les États-Unis et l'Islam : « *when it comes to America and Islam, there is no us and them—there is only us* » (Obama, 2014d).

Cette approche de respect et d'intérêt mutuels a pour objectif principal de réorienter l'approche américaine vis-à-vis du conflit nucléaire avec l'Iran. Bien entendu, la Maison-Blanche se dit consciente que le conflit entre les deux États ne peut se

résoudre du jour au lendemain. Obama demeure réaliste face à l'altérité entre les États-Unis et l'Iran reproduite depuis la révolution iranienne et bien ancrée dans l'imaginaire sécuritaire américain : « *I don't believe this difficult history can be overcome overnight—the suspicions run too deep* » (Obama, 2013h). Bref, il prend les rênes de la présidence avec une volonté marquante de briser le cycle persistant de la méfiance entre la République islamique et les États-Unis. Cette entreprise passe par la reconnaissance de cette différence et l'insistance sur la nécessité de passer à une relation qui laisse derrière les démons du passé.

2.2 La représentation des États-Unis par la Maison-Blanche

2.2.1 Le juste équilibre entre les valeurs américaines et la sécurité

Les valeurs, idéaux et principes fondateurs américains sont souvent employés par les politiciens afin de promouvoir une politique peu populaire ou, encore, justifier une quelconque décision épineuse. À certains moments, ces idéaux, noyaux de la culture américaine, sont manipulés par les acteurs pour défendre des croyances opposées. Par exemple, Obama élargissait en 2015 le concept de l'individualisme américain afin de défendre son célèbre *Affordable Care Act* : « *The rugged individualism that defines America has always been bound by a set of shared values; an enduring sense that we are in this together. That America is not a place where we simply ignore the poor or turn away from the sick.* » (Obama, 2015g) Curieusement, ce même individualisme était aussi soulevé par les opposants au programme d'assurance santé d'Obama : l'individu doit selon eux être autonome de choisir ou non de se prémunir d'une assurance santé.

La référence aux principes des Pères fondateurs vise à toucher le cœur et la conscience des Américains. Cette manœuvre a également des implications en politique étrangère, alors qu'elle permet de souligner la nature unique de

l'Amérique²³. Ainsi, les valeurs, idéaux et principes vont être au cœur de l'autoreprésentation de la Maison-Blanche en politique étrangère.

Obama s'en sert, dans un premier temps, afin de se distinguer de son prédécesseur. Selon lui, l'action de l'administration précédente en politique étrangère s'est manifestement écartée des principes fondateurs des États-Unis. Il importe ainsi pour le président de ne pas sacrifier les idéaux aux dépens de la sécurité : « *we reject as false the choice between our safety and our ideals. [...] Those ideals still light the world, and we will not give them up for expedience sake.* » (Obama, 2009a) En 2009, cette volonté de rétablir l'équilibre entre la sécurité nationale et les valeurs américaines est avant tout incarnée par la mise en œuvre de sa promesse électorale de mettre fin au recours à la torture. Il qualifie les années Bush, moment auquel le gouvernement américain a eu recours à de telles pratiques, comme une « *season of fear* » (Obama, 2009j). Ainsi, dans son discours à l'intention du monde musulman prononcé à l'université du Caire, Obama souligne l'importance de rester fidèle aux principes américains :

And finally, just as America can never tolerate violence by extremists, we must never alter or forget our principles. Nine-eleven was an enormous trauma to our country. The fear and anger that it provoked was understandable, but in some cases, it led us to act contrary to our traditions and our ideals. (Obama, 2009k)

²³ Dans le discours des acteurs politiques, cette singularité est souvent cernée par le terme « exceptionnalisme américain ». Cette idée qui veut que les États-Unis soient un pays différent et occupant une place à part dans la communauté des nations (Lipset, 1997) trouvait déjà écho dans les écrits d'Alexis de Tocqueville au XVIII^e siècle. Poussé à l'extrême, cette idée souligne également la supériorité qualitative des États-Unis (Gans, 2011). La variante conservatrice du concept suggère la notion implicite voulant que l'exceptionnalisme américain incarne les valeurs et les aspirations de l'ensemble de l'humanité. Les républicains ont notamment critiqué Obama de ne pas adhérer à cette vision universaliste de l'exceptionnalisme américain. Cette critique faisait suite aux propos du président lors d'une conférence de presse : « *I believe in American exceptionalism, just as I suspect that the Brits believe in British exceptionalism and the Greeks believe in Greek exceptionalism. [...] Now, the fact that I am very proud of my country and I think that we've got a whole lot to offer the world does not lessen my interest in recognizing the value and wonderful qualities of other countries, or recognizing that we're not always going to be right, or that other people may have good ideas, or that in order for us to work collectively, all parties have to compromise and that includes us.* » (Obama, 2009f) Au fon

En fait, cette capacité de l'Amérique à rester conforme à ses idéaux même dans l'adversité est, selon Obama, une caractéristique qui fait des États-Unis un pays exceptionnel :

[The American people] know that we need not sacrifice our security for our values, nor sacrifice our values for our security, [...]. That, after all, is the unique genius of America. That's the challenge laid down by our Constitution. That has been the source of our strength through the ages. That's what makes the United States of America different as a nation. (Obama, 2009j)

2.2.2 Le leadership américain en matière de non-prolifération nucléaire

Les idéaux, les valeurs et les principes fondateurs américains sont au cœur de la stratégie américaine d'outrepasser la méfiance et, ainsi, ouvrir un espace à la négociation vis-à-vis de l'enjeu du nucléaire iranien. L'intégration de ceux-ci dans le discours de politique étrangère sert un but bien précis : ils sont la source du leadership américain au sein de la communauté internationale, notamment en matière de non-prolifération nucléaire.

Selon le discours des représentants de la Maison-Blanche, ce leadership passe par « l'exemple moral de l'Amérique » qui enchâsse les valeurs américaines et auxquelles aspirent les autres nations. Bref, pour la Maison-Blanche, le leadership américain est intrinsèque aux valeurs américaines. Pour l'administration Obama, bien qu'il peut être tentant d'adopter une posture isolationniste²⁴, le leadership américain demeure plus que jamais essentiel afin de combattre les menaces d'aujourd'hui (Rice, 2015a).

²⁴ L'isolationnisme a été le trait marquant de la politique étrangère américaine de certaines périodes de son histoire. Un discours d'Obama en mars 2011 suggérait cette tendance dans la pensée politique américaine, mais appelait pour sa part au leadership américain sur la scène internationale : « *My fellow Americans, I know that at a time of upheaval overseas -- when the news is filled with conflict and change -- it can be tempting to turn away from the world. And as I've said before, our strength abroad is anchored in our strength here at home.* » (Obama, 2011c)

En fait, pour Obama, le leadership américain est « *one constant in an uncertain world* » (Obama, 2014e) et c'est pourquoi les peuples du monde comptent sur les États-Unis pour jouer ce rôle (Obama, 2014e). C'est dans cet état d'esprit que le conseiller à la sécurité nationale James L. Jones mentionnait à la Conférence de Munich sur la sécurité qu'afin de pallier aux défis du 21^e siècle, les États-Unis se devaient d'utiliser et d'intégrer tous les éléments de son influence nationale. Jones invoque notamment « *the power of our moral example, in short, our values* » (Jones, 2009). En somme, ce leadership va pour sa part se traduire par le retour d'un discours internationaliste chez les représentants de la politique étrangère.

Dans cette section, nous démontrons comment, en se présentant comme un leader au sein de la communauté internationale — notamment en louangeant les qualités américaines en matière de multilatéralisme, du respect des engagements internationaux et du règlement pacifique des différends — la Maison-Blanche cherche à révéler le contraste entre les États-Unis et l'Iran dans le dossier du nucléaire ; construisant simultanément une dichotomie de bon-mauvais élève de la communauté. Parallèlement, nous cherchons à démontrer comment les intérêts des États-Unis sur la question nucléaire iranienne et les considérations stratégiques purement matérielles du contexte influencent la posture identitaire de l'administration Obama.

2.2.2.1 Le leadership par le multilatéralisme

En représentant les États-Unis comme un pays qui prône le multilatéralisme, la Maison-Blanche cherche à souligner le leadership américain sur la scène internationale. Cette posture marque une coupure avec celle de l'administration de Bush fils qui dépeignait le leadership américain en termes de ses prétendument valeurs universelles. Cette autoreprésentation d'un État qui travaille de concert avec les autres prend forme dans les paroles et les actions de l'administration.

Dès son premier voyage à l'étranger au début d'avril 2009 en Europe puis en Turquie — exception faite de son passage à Ottawa quelques semaines plus tôt — Obama signale les intentions de son administration de mettre en œuvre « *a new era of engagement* » (Obama, 2009c) afin de lutter contre les nouvelles menaces. Selon lui, les nouveaux défis qu'apporte un monde « interconnecté » nécessitent que les États travaillent ensemble (Obama, 2009u). À la suite de ses visites au Sommet du G20 et de l'OTAN, Obama atteste ainsi de son engagement envers le multilatéralisme dans son discours devant le parlement turc :

This much is certain: No one nation can confront these challenges alone, and all nations have a stake in overcoming them. That is why we must listen to one another, and seek common ground. That is why we must build on our mutual interests, and rise above our differences. We are stronger when we act together. That is the message that I've carried with me throughout this trip to Europe. That is the message that I delivered when I had the privilege of meeting with your President and with your Prime Minister. That will be the approach of the United States of America going forward. (Obama, 2009g)

La Maison-Blanche s'engage dès lors à écouter et à consulter ses partenaires et alliés : « *We'll engage. We'll listen. We'll consult.* » (Biden, 2009a) De plus, l'administration annonce sa volonté de « rebâtir les vieilles alliances », de renforcer les partenariats avec des pays comme la Russie et la Chine (Brennan, 2009) et d'établir de nouvelles bases à la relation entre l'Amérique et le monde musulman (Obama, 2009u). Déjà en 2011, le président américain ne manque pas d'applaudir les démarches de son administration en la matière lors de son discours sur l'État de l'Union : « *And because we've begun this work [of building coalitions], tonight we can say that American leadership has been renewed and America's standing has been restored.* » (Obama, 2011a)

Pour les représentants de la politique étrangère américaine, c'est grâce aux valeurs de justice, de liberté, de dignité et de la primauté du droit que les peuples et gouvernements étrangers veulent travailler avec les États-Unis (Brennan, 2009). Il est

également normal que les États-Unis adoptent une posture identitaire de coopération, puisqu'ils ont occupé un rôle central dans la création d'institutions multilatérales. Dans une allocution devant l'Assemblée générale de l'ONU le 23 septembre 2009, Obama suggérait que les Nations Unies étaient le fruit de la foi de Franklin Roosevelt envers l'effort coopératif entre les États : « *This body was founded on the belief that the nations of the world could solve their problems together. Franklin Roosevelt, [...] died before he could see his vision for this institution become a reality* » (Obama, 2009n).

En outre, les représentants de la Maison-Blanche insistent constamment sur la nécessité de « partager les responsabilités » dans la résolution des défis sécuritaires mondiaux (Biden, 2009 ; Obama, 2009e, 2009m, 2010). Autrement dit, il ne revient pas uniquement aux États-Unis de régler les problèmes du monde : « *Those who used to chastise America for acting alone in the world cannot now stand by and wait for America to solve the world's problems alone. [...] now is the time for all of us to take our share of responsibility for a global response to global challenges.* » (Obama, 2009n) Il appert à l'administration Obama que les États-Unis ne peuvent porter à eux seuls ce poids : « *America needs the world, just as I believe the world needs America.* » (Biden, 2009a) Par conséquent, l'Amérique compte, sous la présidence d'Obama, en demander davantage à ses partenaires (Biden, 2009a).

À la lumière de ce qui précède, il nous semble que le postulat constructiviste critique qui souligne la co-constitution des identités et des intérêts trouve tout son sens. En effet, le discours américain de politique étrangère, particulièrement celui qui invite au partage des coûts et responsabilités des problèmes mondiaux, éclaire sur la façon dont les considérations stratégiques matérielles (intérêts) participent au choix d'une certaine posture identitaire, soit celle d'une Amérique qui prône le multilatéralisme. Il semble que cette identité internationaliste est dictée en partie par les revers des expériences unilatérales des huit années précédentes ainsi que par le contexte difficile

présenté dans le deuxième chapitre. En d'autres mots, l'intérêt de ne pas s'empêtrer dans d'autres guerres et les difficultés économiques poussent les représentants américains à réinventer l'identité appropriée aux États-Unis, soit une qui est davantage axée sur la coopération. Cette illustration cadre avec le postulat de McSweeney selon lequel les intérêts ont une ascendance sur les identités : « *Interests can play the decisive role in triggering the process of identity transformation. We are who we want to be.* » (McSweeney, 1999, p. 127)

Finalement, Obama cherche à se dissocier de l'administration précédente. Il travaille à restaurer l'image positive du leadership américain dans le monde (Brennan, 2011). Cette volonté de se distancier du président Bush fils émerge notamment de l'indignation de la communauté internationale à l'égard des actions unilatérales de son administration :

I took office at a time when many around the world had come to view America with skepticism and distrust. [...] Part of this was due to opposition to specific policies, and a belief that on certain critical issues, America has acted unilaterally, without regard for the interests of others. (Obama, 2009n)

Bref, malgré la grandeur de la puissance militaire américaine, il est nécessaire d'éviter les « *mistakes of the past* » ; entre autres, celle d'envoyer un grand nombre de troupes pour combattre au Moyen-Orient (Obama, 2014c). Selon Obama, ce type d'intervention ne servirait pas les intérêts américains, d'autant plus qu'elle accroîtrait l'extrémisme (Obama, 2014c).

Concrètement, le multilatéralisme ne se matérialise pas uniquement dans le discours, mais également dans les actions du gouvernement. Ainsi, à plusieurs occasions – notamment en Libye puis en Irak et en Syrie où les États-Unis luttent contre le groupe armé État islamique – le président fit l'éloge du leadership des États-Unis qui permit de créer les « *conditions and coalitions for others to step up as well* » (Obama, 2011c)

et ainsi éviter d'être « *dragged into another ground war in the Middle East* » (Obama, 2015a).

En outre, l'enjeu du programme nucléaire iranienne représente également un exemple de l'engagement de l'administration Obama en matière de multilatéralisme. Premièrement, l'association entre les autres pays membres du P5+1 est centrale dans la stratégie de la Maison-Blanche visant à prévenir l'Iran d'obtenir la bombe nucléaire (Obama, 2015a). Deuxièmement, elle permet au fil des années à Obama d'augmenter la pression économique par l'adoption de sanctions à l'égard de l'Iran :

American leadership is addressing the danger of nuclear proliferation. No threat poses as grave a risk to our security as the potential use of nuclear weapons. That is why we continue to secure nuclear material and strengthen international norms against the use of all weapons of mass destruction, moving us closer to achieving the peace and security of a world without nuclear weapons. American leadership rallied the world to toughen sanctions against Iran. (Rice, 2015a)

Cette dernière citation fait également allusion à un deuxième aspect du leadership américain selon l'administration Obama : le respect des engagements internationaux.

2.2.2.2 Le leadership par le respect des engagements internationaux

Comme nous avons vu dans la section précédente, la nouvelle ère d'engagement de l'administration Obama signifie également que les autres États devront en faire davantage : « *my administration has renewed American leadership, and pursued a new era of engagement in which we call upon all nations to live up to their responsibilities* » (Obama, 2009r). Toutefois, une telle exigence de la part des autres nations nécessite un engagement équivalent de la part des États-Unis. Ainsi, le leadership américain s'exprime dans le discours de l'administration Obama par la représentation des États-Unis, dans un deuxième temps, comme un État qui honore ses engagements internationaux. Plus spécifiquement, la Maison-Blanche insiste sur le respect de ses responsabilités en matière de non-prolifération nucléaire. Cette

représentation des États-Unis comme « bon élève » au regard du régime de non-prolifération nucléaire cadre bien avec les principales menaces sécuritisées par l'administration Obama discutées dans le chapitre précédent, soit la prolifération et le terrorisme nucléaires.

Pour Obama, la signature du nouveau traité START avec la Russie est centrale afin de démontrer le leadership américain en ce qui a trait au respect de ses engagements internationaux en matière de non-prolifération. Selon lui, cet accord entre les deux plus grandes puissances nucléaires au monde lance un message fort à la communauté :

With this agreement, the United States and Russia—the two largest nuclear powers in the world—also send a clear signal that we intend to lead. By upholding our own commitments under the Nuclear Non-Proliferation Treaty, we strengthen our global efforts to stop the spread of these weapons, and to ensure that other nations meet their own responsibilities. (Obama, 2010c)

Bref, en plus de signaler l'engagement américain à réduire son arsenal nucléaire, l'accord est essentiel selon le président Obama de trois façons : il renforce le régime du traité de non-prolifération nucléaire, il lance un signal au monde à propos des intentions des deux plus grandes puissances nucléaires de jouer un rôle de leadership, mais, surtout, incite les autres nations à respecter leurs propres responsabilités en la matière.

Ce dernier élément renvoie directement au non-respect par la République islamique de ses engagements internationaux en matière nucléaire. Plus d'un an avant la signature du traité, le président déclarait : « *The United States is meeting our responsibilities by pursuing an agreement with Russia to reduce our strategic warheads and launchers. And just as we meet our responsibilities, so must other nations, including Iran and North Korea.* » (Obama, 2009p) De la même manière, le 9 septembre 2010, le président américain indiquait que l'Iran était le seul État à

violer, en enrichissant à 20 pour cent l'uranium, ses propres obligations au regard des résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU : « *It has failed to comply fully with IAEA's requirements. Indeed, Iran is the only NPT signatory in the world—the only one—that cannot convince the IAEA that its nuclear program is intended for peaceful purposes.* » (Obama, 2010g) Par l'utilisation de tels actes de langage, les représentants de la politique étrangère américaine créent une dichotomie *bon élève-mauvais élève* entre les États-Unis et l'Iran au regard du régime de non-prolifération nucléaire, comme nous le verrons dans la prochaine partie.

L'accord START a une deuxième implication au regard de l'enjeu du nucléaire iranien : il démontre qu'il est possible pour deux États qui ont une histoire commune de méfiance de surmonter celle-ci et de trouver un accord commun sur des enjeux de sécurité majeurs comme la prolifération nucléaire. Ainsi, au moment de l'annonce du nouveau traité en la Russie et les États-Unis, Obama affirmait qu'en délaissant les rivalités issues de la guerre froide, les deux États rendaient le monde plus sécuritaire :

In many ways, nuclear weapons represent both the darkest days of the Cold War, and the most troubling threats of our time. Today, we've taken another step forward by—in leaving behind the legacy of the 20th century while building a more secure future for our children. (Obama, 2010c)

En outre, la Maison-Blanche parvient à surmonter une forte polarisation au sein du Congrès et obtient — en dépit d'une certaine résistance²⁵ — l'assentiment du Sénat à l'endroit du nouveau traité START. Au cours de son discours sur l'état de l'Union de 2011, le président américain rappelle la capacité des deux partis politiques à vaincre leurs différends sur des enjeux de sécurité comme le nucléaire :

²⁵ Le 16 novembre 2010 le sénateur républicain Jon Kyl, appuyé par plusieurs collègues républicains, menaçait de bloquer le vote sur la ratification du nouveau traité sur le contrôle des armes avec la Russie au cours de la session *lame-duck* du Congrès (Baker, 2010).

American leadership can also be seen in the effort to secure the worst weapons of war. Because Republicans and Democrats approved the New START treaty, far fewer nuclear weapons and launchers will be deployed. Because we rallied the world, nuclear materials are being locked down on every continent so they never fall into the hands of terrorists. (Obama, 2011a)

La référence au risque de fuite d'armes nucléaires à des groupes terroristes évoque également le danger qu'incarne le programme nucléaire iranien à ce niveau.

Finalement, tout comme pour la posture identitaire prônant le multiculturalisme, la Maison-Blanche représente les États-Unis comme un acteur qui respecte ses engagements internationaux. Cette identité, qui pousse Obama et son équipe à exiger le respect du droit international par les autres États, est aussi construite par l'intérêt de voir l'Iran se conformer à ses responsabilités en matière de non-prolifération nucléaire. Bref, l'intérêt de l'administration américaine de démontrer que les États-Unis sont un bon élève de la communauté internationale — contrairement à l'Iran — guide les choix identitaires de la Maison-Blanche.

2.2.2.3 Le leadership par la diplomatie

L'intervention militaire américaine en Irak entamée en 2003 a eu des répercussions lourdes, autant économiquement qu'en termes de pertes de vies humaines. Comme le mentionnait le président Obama lors de son discours au Caire : « *events in Iraq have reminded America of the need to use diplomacy and build international consensus to resolve our problems whenever possible* » (Obama, 2009k). Avec le traumatisme de la guerre en Irak ainsi que la longue mission en Afghanistan, une chose est évidente pour l'administration du 44^e président américain : il n'est pas dans l'intérêt des États-Unis de s'engager dans une autre longue guerre coûteuse au Moyen-Orient. Cela démontre encore une fois que les intérêts contraignent les formulateurs de la politique extérieure américaine à réinventer l'identité appropriée des États-Unis. Ainsi, voulant éviter d'être empêtrée dans un conflit militaire avec l'Iran, l'administration Obama

présente une Amérique qui règle de façon pacifique les différends. Bref, pour Obama les États-Unis sont une force en faveur de la diplomatie.

Dès le début de sa présidence, Obama prône une approche axée sur le dialogue. Désormais, la force militaire ne sera utilisée que de façon préventive – plutôt que de manière préemptive – et en dernier recours par la Maison-Blanche (Biden, 2009a). Les interventions militaires de la dernière décennie sous-tendent clairement le choix de privilégier la voie diplomatique : « *When we make rash decisions, reacting to the headlines instead of using our heads; when the first response to a challenge is to send in our military—then we risk getting drawn into unnecessary conflicts* » (Obama, 2015a). Ainsi, le président Obama n'a pas l'intention de mettre en danger les troupes militaires américaines et utilise des images fortes afin de le souligner : « *nor will I allow our sons and daughters to be mired in open-ended conflicts.* » (Obama, 2014a)

En fait, la diplomatie devient « l'arme de guerre » d'Obama. Dans le discours du président, le lexique utilisé afin de qualifier la diplomatie américaine se rapproche de celui qu'on utilise souvent afin de décrire le domaine militaire. Ainsi, les représentants de la politique étrangère américaine parlent du « *power of our diplomacy* » (Obama, 2012a) ou, encore, du « *strong and principled diplomacy* » (Obama, 2014a). Dans le cas du nucléaire iranien, la formulation utilisée par Obama rappelle celle de forces militaires terrestres qui neutralisent l'avancée de l'ennemi : « *it is American diplomacy, backed by pressure, that has halted the progress of Iran's nuclear program* » (Italiques ajoutés. Obama, 2014a). En somme, il appert au président Obama qu'à titre de *commandant en chef des forces armées*, le meilleur moyen de *défendre* les Américains demeure un leadership avisé qui met de l'avant une *diplomatie* robuste combiné à la *puissance militaire* :

My first duty as Commander-in-Chief is to defend the United States of America. In doing so, the question is not whether America leads in the world, but how. [...] I believe in a smarter kind of American leadership. We lead best when we combine military power with strong diplomacy. (Obama, 2015a)

En outre, le président affirme que les États-Unis montreront du « *courage* » dans leurs efforts de règlement pacifique des différends avec les autres nations (Obama, 2013b). Ce vocabulaire devient plus présent entre 2011 et 2013 alors que l'Iran reste fermé à l'ouverture de la Maison-Blanche et que plusieurs acteurs de la politique intérieure américaine s'impatiente à voir l'administration Obama tester les autres « options sur la table ».

La volonté de mettre de l'avant une politique étrangère orientée vers la diplomatie est particulièrement évidente lorsqu'il est question de la relation avec l'Iran, où le dialogue a été absent depuis la révolution iranienne. Au regard du discours de la Maison-Blanche, il apparaît que l'administration Obama insiste sur son ouverture au dialogue dans le règlement de l'enjeu nucléaire. Ainsi, un mois suite à son entrée en fonction, le président américain affirmait que son équipe à la sécurité nationale cherchait des domaines sur lesquels engager un « *constructive dialogue* » (Obama, 2009b), assurant qu'il s'engageait à négocier avec l'Iran « *in a serious fashion* » (Obama, 2009m) et qu'il était préparé à joindre ses partenaires du P5+1 comme un « *full participant in talks with Iran* » (Obama, 2009s). Bref, ses attentes étaient alors d'étendre l'offre américaine « *of meaningful engagement* » (Obama, 2009s) au gouvernement iranien et d'être en mesure de « *start sitting across the table, face to face* » (Obama, 2009b).

Pour Obama, la stratégie mise en place par l'administration précédente vis-à-vis le nucléaire iranien, c'est-à-dire celle de « *no diplomacy* », n'a pas fonctionné (Obama, 2009h). Elle n'a eu comme conséquence que de permettre à l'Iran d'avancer sur la voie de la confection de l'arme nucléaire (Biden, 2015). À l'opposé, la diplomatie a permis de stopper l'avancement du programme nucléaire iranien (Obama, 2014a) et d'isoler la République islamique d'Iran plus que jamais au sein de la communauté internationale (Obama, 2012a). En fait, pour le président américain il n'y a pas de position intermédiaire. Face à l'Iran, les États-Unis doivent choisir entre la diplomatie

ou la guerre : « *So let's not mince words. The choice we face is ultimately between diplomacy or some form of war* » (Obama, 2015h).

2.2.3 Conclusion : Un leadership américain « renouvelé »

En conclusion, la représentation de l'identité des États-Unis par les représentants de la politique étrangère américaine est marquée par une insistance sur le leadership américain au sein de la communauté internationale; notamment en matière de non-prolifération nucléaire. Ce leadership se manifeste par le multilatéralisme, le respect de ses engagements internationaux et le règlement pacifique des différends. En outre, nous avons argumenté que ce choix identitaire est également motivé par les intérêts américains en politique étrangère. L'allocution du président Obama à l'assemblée générale des Nations Unies en septembre 2013 résume bien l'importance du leadership pour le monde et pour la sécurité des États-Unis selon lui :

To summarize, the United States has a hard-earned humility when it comes to our ability to determine events inside other countries. The notion of American empire may be useful propaganda, but it isn't borne out by America's current policy or by public opinion. Indeed, as recent debates within the United States over Syria clearly show, the danger for the world is not an America that is too eager to immerse itself in the affairs of other countries or to take on every problem in the region as its own. The danger for the world is that the United States, after a decade of war -- rightly concerned about issues back home, aware of the hostility that our engagement in the region has engendered throughout the Muslim world -- may disengage, creating a vacuum of leadership that no other nation is ready to fill. I believe such disengagement would be a mistake. I believe America must remain engaged for our own security. But I also believe the world is better for it. Some may disagree, but I believe America is exceptional -- in part because we have shown a willingness through the sacrifice of blood and treasure to stand up not only for our own narrow self-interests, but for the interests of all. (Obama, 2013h)

2.3 La représentation de l'Iran comme ennemi

L'un des discours les plus marquants de Barack Obama est celui prononcé à l'université du Caire en Égypte. Dans son allocution, le président américain déclare

ses intentions de tendre la main au monde musulman afin de rebâtir les ponts entre les États-Unis et le monde musulman. Selon lui, les tensions actuelles qui caractérisent la relation remontent à très loin et trouvent leurs racines à la fois dans les guerres religieuses, le passé colonialiste et l'époque de la guerre froide où plusieurs pays musulmans tinrent lieu de guerre par procuration et l'extrémisme (Obama, 2009k). En fait, Obama insiste au cours de sa présidence sur la nécessité de ne pas laisser la relation États-Unis–Iran être définie par le « *cycle of suspicion and discord* » (Obama, 2009k). En parlant des Américains d'origine iranienne en 2015, Obama va même employer une expression familière au lecteur de ce mémoire : « *We can't "securitize" our relationship with Muslim Americans* » (Obama, 2015d).

Au cœur des tensions entre l'Amérique et les pays du Moyen-Orient se trouve le conflit entre les États-Unis et la République islamique d'Iran. Le discours qui soutend l'allocution d'Obama au Caire, et qui est répété selon nous tout au long de sa présidence, participe à la déconstruction de l'altérité entre les deux pays. De la même manière, le discours du président Bush, marqué par le fameux « axe du Mal », avait participé à élargir le fossé de la méfiance. En fait, il appert selon nous que la Maison-Blanche cherche à « désécritiser » la menace iranienne et à normaliser la relation entre les États-Unis et l'Iran à un niveau « normal » de politique internationale.

Dans cette partie, nous discuterons du quatrième élément qui compose l'imaginaire sécuritaire, la représentation de l'ennemi. Par des performances discursives, des agents de la politique mondiale — dans le cas à l'étude, les représentations de la politique étrangère américaine — cherchent à démontrer comment un autre État ou entité — le gouvernement iranien — incarne une menace préalablement définie comme préoccupante. De plus, cette représentation de l'ennemi permet simultanément de (re)produire une certaine vision de soi et de l'autre. Toutefois, la représentation de l'Iran par la Maison-Blanche fait passer à celui-ci à un niveau inférieur sur le spectre de la menace. Ainsi, la menace, plutôt que d'être considérée

comme menace *existentielle* à la sécurité des États-Unis — comme c'est le cas pour certains agents de la politique américaine comme le lobby AIPAC (voir chapitre IV) — est plutôt présentée comme une menace *potentielle*.

2.3.1 La différenciation entre le peuple et les dirigeants iraniens

La représentation de l'Iran est tout d'abord caractérisée par la distinction entre le peuple iranien et ses dirigeants. Cette différenciation dans le discours de politique étrangère américaine n'est pas unique à l'administration Obama ; l'administration Bush établissait aussi une distinction entre les deux groupes. Comme l'avance Goulet-Cloutier, la volonté de légitimer une intervention en Iran afin de renverser le régime iranien incita l'administration américaine de l'époque à caractériser la population et le régime iraniens en des termes qui créaient un rapport d'opposition entre les deux groupes (Goulet-Cloutier, 2010, p. 89). Ce faisant, la population iranienne était construite par les termes « victime », « pauvre », « opprimée » et « modérée » alors que « bourreau », « corrompu », « oppresseur » et « radical » servaient à qualifier le régime (Goulet-Cloutier, 2010, p. 90). Cependant, si le discours des administrations Bush et Obama comportent des rapprochements dans la forme, le contenu et le but sont bien différents.

2.3.1.1 Américains et Iraniens : Deux peuples aux aspirations communes

Comme nous l'avons mentionné au début de ce chapitre, le discours de l'administration Obama cherche avant tout à souligner les aspirations communes des peuples américains et iraniens. Pour Obama, il appert de spécifier que les États-Unis sont « aux côtés » des populations qui aspirent à exercer leurs droits universels : « *In Iran and around the world, the United States of America will continue to stand with those who seek justice, progress and the human rights and dignity of all people* » (Obama, 2010h).

Ce soutien envers le peuple iranien devient particulièrement marquant dans le discours de la Maison-Blanche avec la montée du *Mouvement vert iranien*. Des marches massives seront organisées à la suite de la réélection frauduleuse du président Ahmadinejad. Cette révolution intellectuelle vise plus profondément à mettre en branle de façon pacifique et démocratique une énorme transformation culturelle et politique en Iran (Gerecht, 2010). L'administration profite de ces événements pour souligner la différence entre le peuple qui cherche à exercer leurs droits universels et les dirigeants qui, malheureusement, « *have shown only a clenched fist* » (Obama, 2010b). Notons que cette image du poing fermé est également utilisée par la Maison-Blanche afin de décrire la réponse des dirigeants iraniens face à la « main tendue » de la communauté internationale sur le sujet du programme nucléaire (Obama, 2010b). En outre, le président souligne dans son discours dans le cadre de la Norouz, le Nouvel An iranien, la contribution importante des Irano-Américains à de nombreuses communautés aux États-Unis (Obama, 2010b); tout comme les Américains musulmans ont enrichi l'Amérique depuis sa fondation (Obama, 2009k).

D'autre part, le président salue à plusieurs reprises la riche histoire de l'Iran et la contribution de la civilisation iranienne à l'humanité. Obama décrit l'histoire et les traditions de la République islamique comme « *extraordinary* » (Obama, 2009b, 2009h, 2013f) et « *remarkable* » (Obama, 2010h) tout en soulignant le « *unbelievable talent* » (Obama, 2010h, 2013f) et le « *potential* » (Obama, 2009h) des Iraniens. De plus, il importe pour l'administration américaine que les dirigeants iraniens s'assoient à la table de négociation et mettent un frein à leur programme nucléaire illicite, par souci de redonner aux Iraniens l'opportunité de mettre leurs talents aux bienfaits de l'humanité comme par le passé : « *a nuclear deal now can help open the door to a brighter future for you—the Iranian people, who, as heirs to a great civilization, have so much to give to the world.* » (Obama, 2015e)

Enfin, le président américain exprime à plusieurs occasions sa compassion pour le peuple iranien ayant subi les atrocités liées à la guerre entre l'Irak et l'Iran entre 1980 et 1988 ; guerre au cours de laquelle Saddam Hussein avait utilisé des armes chimiques contre la population iranienne (Obama, 2013h ; Rice, 2013). Obama met ainsi en évidence un ennemi commun aux États-Unis et à la République islamique : l'Irak de Saddam Hussein. En septembre 2013, le président évoque encore une fois, dans un discours à l'Assemblée générale des Nations Unies, les souffrances des Iraniens en proie aux armes chimiques :

The ban against the use of chemical weapons, even in war, has been agreed to by 98 percent of humanity. It is strengthened by the searing memories of soldiers suffocating in the trenches; Jews slaughtered in gas chambers; Iranians poisoned in the many tens of thousands. (Obama, 2013h)

Cette fois, Obama souligne le partage d'un passé douloureux analogue aux Américains (soldats), aux Juifs et aux Iraniens ; celui des souffrances infligées par les armes chimiques. On peut soupçonner que le président désigne un point commun entre les trois groupes, cherchant du coup à démanteler la barrière de la différence.

2.3.1.2 Une représentation des dirigeants iraniens distincte de celle de Bush

Tout comme sous l'administration Bush, les représentants de la Maison-Blanche sous Obama soulignent la double identité iranienne, c'est-à-dire une distinction entre l'identité de la population et celle du gouvernement. Cependant, bien que le peuple iranien soit représenté par les deux administrations comme aspirant aux valeurs libérales, la caractérisation des dirigeants est très différente sous les deux présidences.

Dans son mémoire de maîtrise, Catherine Goulet-Cloutier, démontre bien comment en représentant l'État iranien comme l'incarnation du Mal, l'administration Bush permet de raffermir la représentation de l'Amérique comme celle du bien (2010, p. 49). Elle dénote que sous Bush le Mal devient un trait moral intrinsèque inscrit dans la nature même de l'Iran, « Grand Satan derrière les démons terroristes » (p. 59). En

fait, la République islamique aurait organisé des opérations terroristes et « serait littéralement un régime terroriste » (p. 60). D'autre part, l'administration Bush oppose le gouvernement tyrannique iranien à la population opprimée (p. 80). Cette représentation se distingue cependant de celle d'Obama, alors qu'on insiste constamment à l'époque sur la nature dictatoriale antidémocratique et antilibérale d'un régime qui cherche à imposer ses idées fanatiques (p. 80). En outre, Goulet-Coutier explique que « dans la perspective libérale américaine, l'histoire est comprise comme une évolution, un progrès de sorte que l'opposition à ce progrès est nécessairement perçue comme moralement inférieure » (p. 82). Dans cette optique, la Maison-Blanche de Bush dépeint les États-Unis comme modernes et civilisés et l'Iran comme prémoderne et obscurantiste (Goulet-Cloutier, 2010, p. 83). En somme, l'administration Bush sécuritise la République islamique.

2.3.2 2009-2010 : La « désécuritisation » de la menace iranienne par Obama

L'administration Obama évite quant à elle de représenter des dirigeants iraniens par des références explicites au « Mal » ou « État-voyou ». Par exemple, Obama n'a pas recours au terme « régime », qui rappelle implicitement la nature autoritaire des dirigeants iraniens, et parle plutôt des « *leaders* » ou du « *gouvernement* » iraniens²⁶. En fait, ce choix de ne pas utiliser de termes démonisant les dirigeants iraniens est motivé par la volonté de désécuritiser et de redonner une place « normale » à l'Iran et, partant, d'ouvrir un espace à la négociation sur l'enjeu du programme nucléaire iranien.

²⁶ En fait, le président américain utilisera à de rares occasions le terme « régime ». Toutefois, usage se fait exclusivement devant des auditoires pro-israélien, notamment l'AIPAC. Dans le quatrième chapitre, nous discuterons des motifs qui poussent les représentants de la Maison-Blanche à employer ce terme.

La caractérisation de l'identité des dirigeants iraniens se fait tout de même en l'opposant à l'identité des États-Unis. Cependant, la représentation de l'Iran comme ennemi passe avant tout par la dichotomie « bon élève-mauvais élève » de la communauté internationale où l'Iran, ne respectant pas ses responsabilités internationales et refusant de régler diplomatiquement et de façon multilatérale le conflit nucléaire, occupe la place du mauvais élève. Cette représentation cherche selon nous à isoler l'Iran et le presser à négocier sur l'enjeu du nucléaire.

Dans le discours de l'administration Obama, l'Iran va tout d'abord retrouver un statut de membre de la communauté internationale. Bien que cet élément puisse sembler marginal, ce discours contraste avec l'étiquette de « *rogue state* » qui lui était attachée sous l'administration Bush et qui a eu pour conséquence de lui donner un statut spécial, voire distinct des autres États. Ainsi, la Maison-Blanche sous Obama redonne à l'Iran un statut normal à la République islamique. Toutefois, ce changement sert un objectif précis pour l'administration américaine : elle permet de donner à l'Iran son étiquette de mauvais élève.

Premièrement, tout en reconnaissant les droits de l'État iranien — notamment celui de poursuivre un programme nucléaire pacifique — l'administration Obama insiste sur ses responsabilités en tant que membre de la communauté des nations à respecter ses obligations internationales en matière de non-prolifération nucléaire : « *Iran must comply with U.N. Security Council resolutions and make clear it is willing to meet its responsibilities as a member of the community of nations.* » (Obama, 2009q) Ce rappel constant par Obama et son équipe des responsabilités iraniennes bafouées a pour objectif de souligner la différence entre les États-Unis et l'Iran. Les premiers sont décrits comme un État qui respecte ses engagements internationaux, comme nous l'avons souligné dans la première partie de ce chapitre. Le second est plutôt dépeint comme un État qui viole les siens : « *So let me repeat: We recognize Iran's*

rights. But with those rights come responsibilities. And time and again, the Iranian government has failed to meet those responsibilities. » (Obama, 2010e)

Deuxièmement, les représentants de la politique étrangère américaine soulignent continuellement le *choix* par les dirigeants iraniens de placer l'Iran en marge de la communauté sur le plan nucléaire. Dans le discours de la Maison-Blanche, l'Iran n'a que deux options au regard de son programme nucléaire : continuer à ne pas respecter ses engagements nucléaires et s'isoler davantage, ou s'engager à satisfaire ses obligations et réintégrer la communauté des nations. Le président américain énonce constamment les « *paths* » qui s'offrent à l'Iran :

they [les dirigeants iraniens] are going to have to make a choice: Are they willing to go down the path which I think ultimately will lead to greater prosperity and security for Iran, giving up the acquisition of nuclear weapons, and deciding that they are willing to abide by international rules and standards in their pursuit of peaceful nuclear energy; or will they continue down a path that is going to lead to confrontation? (Obama, 2009p)

L'administration Obama qualifie également les deux voies se présentant à l'Iran. D'une part, on emploiera des expressions telles que « *path of defiance* » (Obama, 2010h) et « *current, destructive, and debilitating course* » (Biden, 2010c) pour décrire la voie du non-respect de ses engagements. D'autre part, des propositions comme « *responsible path* » (Obama, 2009p) et « *better path to take* » (Obama, 2010e) caractérisent celle du respect de ses responsabilités et de la voie diplomatique. En rappelant le choix de la voie de l'isolement par l'Iran, une fois de plus les représentants de la politique étrangère américaine construisent l'identité iranienne comme s'opposant à celle de l'Amérique. Si les États sont le leader en matière de multilatéralisme et du règlement pacifique des différends, l'Iran refuse pour sa part de s'engager sur la voie diplomatique.

Finalment, le discours de la Maison-Blanche cherche à projeter l'image qu'en matière de non-prolifération, la République islamique d'Iran est isolée par rapport au reste de

la communauté des nations : « *in the entire world, there is only one signatory to the NPT — only one — that has been unable to convince the International Atomic Energy Agency that its nuclear program is for peaceful purposes. One nation. And that nation is Iran.* » (Obama, 2010g) Conséquemment, les sanctions à l'égard de l'Iran ne représentent pas aux yeux de l'administration Obama un double standard : « *Let me be clear: This is not about singling out individual nations – it is about standing up for the rights of all nations who do live up to their responsibilities.* » (Obama, 2009o)

En définitive, au cours des deux premières années de la présidence d'Obama, les représentants américains caractérisent avant tout les actions et les choix des dirigeants iraniens plutôt que le gouvernement lui-même. Sur ce plan, Obama se distingue donc de son prédécesseur. Cette particularité de l'administration Bush peut cependant s'expliquer en partie par l'accent mis par les néoconservateurs sur les « caractéristiques personnelles des individus qui dirigent les États ainsi qu[e sur] la nature des régimes politiques de ces mêmes États » (Gagnon et Mascotto, 2010) et qui les poussent à différencier les « bons » des « mauvais » États. Toutefois, afin qu'une menace en demeure une, elle se doit d'être rappelée et reproduite. En s'écartant d'une stratégie de démonisation et de confrontation, les agents de la Maison-Blanche participent entre 2009 et 2010 à la désécuritisation partielle de la menace iranienne.

2.3.3 2011-2012 : Un discours plus dur à l'endroit de l'Iran

L'administration Obama sera confrontée au cours de ses premières années de mandat à l'Iran du gouvernement d'Admadinejad qui continue d'ignorer ses démarches en faveur d'une ouverture des relations entre les deux États. Dans la foulée de la répression brutale des manifestations du mouvement vert en février 2011 (Erdbrink, 2011) et du printemps arabe, le discours de la Maison-Blanche deviendra plus dur à

l'endroit des représentants de la République islamique d'Iran au cours des années 2011 et 2012.

Si l'on avait soulevé précédemment les aspirations aux droits universels du peuple iranien, la Maison-Blanche se gardait bien de souligner le caractère autoritaire du gouvernement iranien dans son discours public. Les événements en Afrique du Nord et au Moyen-Orient à partir de décembre 2010 vont avoir un impact sur le ton d'Obama à l'égard de l'Iran, comme en témoigne cet extrait d'une remarque d'Obama sur le printemps arabe :

So far, Syria has followed its Iranian ally, seeking assistance from Tehran in the tactics of suppression. And this speaks to the hypocrisy of the Iranian regime, which says it stand for the rights of protesters abroad, yet represses its own people at home. Let's remember that the first peaceful protests in the region were in the streets of Tehran, where the government brutalized women and men, and threw innocent people into jail. We still hear the chants echo from the rooftops of Tehran. The image of a young woman dying in the streets is still seared in our memory. And we will continue to insist that the Iranian people deserve their universal rights, and a government that does not smother their aspirations. Now, our opposition to Iran's intolerance and Iran's repressive measures, as well as its illicit nuclear program and its support of terror, is well known. (Obama, 2011d)

Ainsi, l'administration américaine a notamment recours à l'expression « régime » en se référant à l'Iran et elle critique la brutalité de celui-ci envers sa propre population. En février 2011, Obama en viendra à utiliser des actes de langage déclaratoires de plus en plus crus et imagés à l'endroit des dirigeants iraniens en réponse à la répression du gouvernement : « *The Iranian government's response, [...] is to shoot people and beat people and arrest people.* » (Obama, 2011b) Il devient également coutumier à partir de 2011 de répéter la fameuse formule « *all options are on the table* » lorsqu'il est question du programme nucléaire de l'Iran (Biden, 2015 ; Obama, 2011, 2012, 2013a, 2013b, 2013c, 2014a, 2015, 2015, Rice, 2013, 2015b). En résumé, la représentation de l'Iran comme ennemi par les représentants de la politique

étrangère d'Obama se rapproche, au cours des années 2011 et 2012, de celle de l'administration Bush.

2.3.4 L'élection de Rouhani en 2013 et la désécuritisation de la menace iranienne

Si depuis son élection en 2008 le président américain fait part de sa volonté d'ouvrir le dialogue avec la République islamique d'Iran, la fenêtre d'opportunité pour la négociation sur le conflit nucléaire ne s'ouvre réellement qu'à la suite de l'élection du président Hassan Rouhani, considéré comme un « modéré » par le gouvernement américain. C'est à partir de ce moment que les pratiques représentationnelles de l'administration Obama tendent le plus à la désécuritisation de la menace iranienne.

Après le durcissement du discours vis-à-vis le leadership iranien, la possibilité de l'élection de « modérés » change à nouveau le ton de la Maison-Blanche. Nous avons discuté précédemment de la distinction entre le peuple et les dirigeants iraniens. Une différenciation similaire s'opère dans le discours de la Maison-Blanche entre les modérés et les tenants de la ligne dure (« *hardliners* »). En juin 2013, Obama voit de façon optimiste l'élection possible d'un modéré comme Hassan Rouhani à la présidence iranienne qui ouvrira possiblement le dialogue sur l'enjeu nucléaire (Obama, 2013g). Ce ton contraste avec celui des deux années précédentes au cours desquelles le président se montrait de plus en plus impatient face à la fermeture du président Admadinejad, qui incarnait la ligne dure iranienne. En bref, pour l'administration Obama, l'élection d'un modéré en Iran porte en elle la possibilité d'un changement dans la nature de l'Iran et, conséquemment, dans la relation irano-américaine.

Pour d'autres agents de la politique américaine, ce changement de leadership en Iran ne modifie pas l'essence de l'Iran. À l'exception de 18 représentants républicains ayant appuyé une lettre du Congrès urgeant Obama de « tester » l'ouverture de

Rouhani, la plupart des Républicains sont toujours, à la suite de l'élection du nouveau président iranien, en faveur de l'augmentation de la pression économique et militaire envers la République islamique (Kampeas, 2013). De même, le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, un agent important dans le conflit nucléaire iranien, décrit Rouhani comme un « *wolf in a sheep's clothing* » qui cherche à voiler les yeux de la communauté internationale sur les réelles intentions nucléaires de l'Iran (Watkins, 2013). En fait, à la suite de la signature de l'accord sur le nucléaire en juillet 2015, Obama compara les Républicains du Congrès s'opposant au traité aux partisans de la ligne dure iraniens. Dans un discours visant à pousser le Sénat américain à ratifier le traité, le président trace une ligne entre les supporters de l'accord en faveur d'un changement dans la relation Iran-États-Unis et les partisans du statu quo s'opposant à celui-ci :

Just because Iranian hardliners chant "Death to America" does not mean that that's what all Iranians believe. In fact, it's those hardliners who are most comfortable with the status quo. It's those hardliners chanting "Death to America" who have been most opposed to the deal. They're making common cause with the Republican caucus. (Obama, 2015h)

De plus, on peut observer à la suite de l'élection de Rouhani plusieurs pratiques représentationnelles par les membres de la Maison-Blanche qui laissent croire que l'Iran est présenté sous une autre identité. L'appel téléphonique du 27 septembre 2013 entre Obama et Rouhani constitue une de ses pratiques qui ébranle la vision américaine de l'Iran prédominante depuis 1979. L'Iran n'est plus le « Satan » des années Bush avec qui le dialogue est impossible. Contrairement aux cinq dernières années, elle se montre prête à choisir la voie de l'engagement dans l'enjeu du nucléaire. En outre, les nombreuses poignées de main entre le secrétaire d'État américain, John Kerry, et le ministre des affaires étrangères iranien, Mohammad Javad Zarif, constituent également une autre forme de pratique qui sous-tend l'idée d'un rapprochement entre les États-Unis et l'Iran. En fait, les négociations en face à

face entre les représentants du P5+1 et de l'Iran se veulent elles-mêmes une pratique représentationnelle qui désécritise la République islamique : il est possible de dialoguer avec « l'ennemi ».

2.4 Conclusion

En conclusion, nous rappellerons que ce chapitre avait pour objectif de démontrer comment les représentants de la politique étrangère américaine ont caractérisé les troisième et quatrième composantes de l'imaginaire sécuritaire américain relativement au conflit nucléaire iranien, soit l'autoreprésentation et la représentation de l'ennemi. Dans un premier temps, l'identité américaine est construite comme internationaliste de par son leadership en matière de multilatéralisme, de respect de ses engagements internationaux et de règlement pacifique des différends. Dans un deuxième temps, nous avons noté que l'identité de la République islamique est pour sa part construite comme contraire à celle des États-Unis. Ainsi, pour la Maison-Blanche, l'Iran a choisi de ne pas respecter ses responsabilités internationales en matière de non-prolifération nucléaire et se refuse au dialogue. Cependant, nous avons souligné un changement dans le discours américain à la suite de l'élection de Rouhani. L'Iran est alors présenté comme plus ouvert à la négociation.

Selon nous, les quatre éléments de l'imaginaire sécuritaire pris ensemble font passer l'Iran d'une menace *existentielle* à une menace *potentielle*. Ce danger désormais moins urgent ouvre un espace à la négociation et, finalement, aboutira en juillet 2015 à la signature du Plan global d'action conjoint sur le nucléaire iranien. Comme argumenté dans ce chapitre et le précédent, les intérêts américains — c'est-à-dire les considérations stratégiques matérielles — ont influencé la posture identitaire de l'administration Obama et sa définition de l'identité de l'autre, l'Iran.

CHAPITRE III

LA REPRÉSENTATION DE L'IMAGINAIRE SÉCURITAIRE AMÉRICAIN PAR L'AIPAC

« And because of AIPAC's effectiveness in carrying out its mission, you can expect that over the next several days, you will hear many fine words from elected officials describing their commitment to the U.S.-Israel relationship. »

- Le président Obama, Discours lors de la conférence annuelle de l'AIPAC, 2012

On ne peut étudier la politique interne des États-Unis sans se surprendre de la variété et de la vitalité des groupes participant de près ou de loin à la vie politique américaine. Au XIX^e siècle, Alexis De Tocqueville avait remarqué l'inclinaison de la société américaine à s'unir afin de promouvoir une idée commune. Il observa qu'une fois regroupée et organisée autour de cette idée, elle ne représente « plus des hommes isolés, mais une puissance qu'on voit de loin, et dont les actions servent d'exemple ; qui parle, et qu'on écoute. » (De Tocqueville, 1840, p. 216) Aux États-Unis, de nombreuses organisations cherchent à infléchir la politique américaine afin de promouvoir les intérêts propres à leur groupe. Ces associations politiques prennent plusieurs formes : fondations, ONG, lobbies, *think tanks* et comités de citoyens entre autres (David *et al.*, 2008, p. 445).

3.1 La place du lobby israélien dans la politique américaine

3.1.1.1 Le pluralisme américain

Le système politique américain a la particularité de faciliter l'accès aux élus et aux hauts fonctionnaires et, ainsi, d'encourager les citoyens à prendre part à la vie au

travers d'organisations non gouvernementales. La Constitution elle-même souligne l'importance de cet accès : « *Congress shall make no law [...] abridging [...] the right of the people peaceably to assemble, and to petition the government for a redress of grievances* » (U.S. Const. amend. I, 1791). Le fait que le système fédéral établisse des centres de pouvoir décentralisés et plus ou moins indépendants augmente les points d'accès au gouvernement. Ainsi, le contrôle étant séparé entre les divers présidents des commissions et des autres leaders de la Chambre des représentants et du Sénat, la variété de points d'entrée se voit augmentée (Truman, 1951). De surcroît, le remplacement des hauts fonctionnaires à chaque nouvelle administration ; un système de parti ne pressant pas les élus à suivre la ligne de parti ; et des *think tanks* et groupes d'intérêt appuyés par une forte culture philanthropique sont autant de raisons qui incitent les groupes à sensibiliser les responsables politiques à leur cause (Abelson, 2013, p. 326). Finalement, peu importe le type d'organisation ou la porte empruntée, l'objectif est toujours le même : « façonner certaines perceptions de l'électorat et des décideurs politiques » (Abelson, 2013, p. 321) afin de persuader ces derniers de mettre en œuvre des politiques correspondant aux intérêts de leur organisation.

Ce quatrième chapitre se divise en deux parties. La première expose de quelle manière la Maison-Blanche occupe une place privilégiée dans le rapport de force pour la représentation de Soi-même et de l'Autre en matière de politique étrangère. Nous exposerons notamment les arguments invoqués dans le débat sur la réelle contribution du lobby israélien à la formulation de la politique étrangère. La deuxième partie identifie en quels termes l'American Israel Public Affairs Committee (AIPAC) définit l'imaginaire sécuritaire américain. Le but de cette démarche est de montrer comment la représentation distincte de l'imaginaire sécuritaire par le lobby est orienté en partie par les intérêts de l'organisation. Nous verrons aussi qu'en ce qui

a trait à l'Iran, l'imaginaire sécuritaire présenté par l'AIPAC ferme l'espace à la négociation dans la résolution du conflit nucléaire.

3.1.2 Le lobby israélien

La forme d'organisation la plus sujette à controverse est sans doute celle des lobbies. Nous n'avons qu'à penser aux lobbies des cigarettes, du complexe militaro-industriel ou encore la fameuse National Rifle Association qui, dans la foulée des nombreuses fusillades aux États-Unis, fait du lobbying en faveur des compagnies d'armes à feu. Les lobbies œuvrent dans une variété de sphères incluant la politique étrangère. Ceux-ci peuvent entre autres représenter un gouvernement étranger, de grandes multinationales ayant des intérêts à l'étranger ou un groupe « ethnique ».

Malgré la disparité des lobbies ethniques, aucun ne peut se targuer d'avoir un écho aussi fort à Washington que l'AIPAC. En plus des 100 000 membres et des 100 millions \$ en dotation chaque année (Lewis, 2008), sa conférence annuelle accueille plus de 14 000 personnes et près des deux tiers des membres du Congrès y participent (AIPAC, s.d.-d). Plusieurs personnes notoires y prononcer des discours. Au cours des dernières années, le président Obama, le vice-président Biden et le Premier ministre israélien y ont tous pris la parole.

Le site web de l'AIPAC mentionne que celui-ci a pour but de « renforcer, protéger et promouvoir la relation États-Unis–Israël de façon à accroître la sécurité d'Israël et des États-Unis » (AIPAC, s.d.-c). Bien que l'AIPAC définisse essentiellement son rôle comme un promoteur de l'aide financière américaine à Israël, celle-ci est, selon John Newhouse, devenue routine et est rarement contestée (2009, p. 79). En fait, ce même auteur considère que l'énergie déployée par les lobbyistes de l'organisation est avant tout dirigée vers deux objectifs bien précis : défendre la ligne dure d'Israël à l'égard de la Palestine face à l'auditoire américain et dévier les critiques aux États-

Unis des positions fermes d'Israël face au Hezbollah et, *a fortiori*, à l'Iran (2009, p. 79).

3.1.3 Le rôle des lobbies dans l'élaboration de la politique étrangère américaine

3.1.3.1 Le lobby comme acteur important de la politique américaine

Peu d'universitaires se sont intéressés au rôle des lobbies dans l'élaboration de la politique étrangère américaine (Abelson, 2013, p. 321); d'autant plus qu'il est difficile d'évaluer la réelle participation des lobbies à ce processus. Les opinions divergent sur cette question pointue qu'on ne peut aborder en faisant abstraction de l'AIPAC. Certains spécialistes considèrent qu'ils ont bel et bien un impact sur la formulation des politiques et que cela a un effet néfaste sur la politique étrangère des États-Unis. D'autres voient ce domaine comme étant exclusivement réservé à la présidence et que peu d'acteurs peuvent l'infléchir.

En 2006, John Mearsheimer et Stephen Walt publièrent un ouvrage très contesté, *The Israel Lobby*, dans lequel ils avancent que la relation privilégiée entre les États-Unis et Israël, n'étant pas toujours stratégiquement justifiable, est en grande partie le fait de l'influence du lobby pro-israélien. Ils argumentent que le lobby — essentiellement l'AIPAC — réussit à présenter les intérêts des États-Unis au Moyen-Orient comme étant identiques à ceux d'Israël et ainsi à préserver une politique étrangère américaine soutenant l'État israélien à tout prix. Pour eux, cette politique datant de la Guerre froide n'est plus appropriée aux réalités actuelles : « *Israel, which was a geopolitical asset of during the cold war, has now become a liability and [...] the Israel lobby obscures this reality* » (Guerlain, 2011, p. 375). En outre, les auteurs répondent à ceux qui nuancent la thèse sur l'influence du lobby en affirmant que les États-Unis ont leurs propres raisons de freiner les ambitions nucléaires de Téhéran. Selon Mearsheimer et Walt, les aspirations nucléaires iraniennes ne représentant pas une

menace directe aux États-Unis, le lobby se doit de talonner sans cesse les politiciens à confronter l'Iran (Mearsheimer et Walt, 2006, p. 61).

La critique des deux auteurs rappelle les inquiétudes de James Madison à l'endroit des « factions » dans le 10^e article des *Federalist Papers*. Il définit ces dernières comme des citoyens « unis et poussés par une impulsion commune de passion ou d'intérêt » allant à l'encontre des intérêts des autres citoyens et de la communauté (Madison, 1787). Madison met en garde contre ces groupes dont les fins privées vont à l'encontre de l'intérêt public :

Among the numerous advantages promised by a well-constructed Union, none deserves to be more accurately developed than its tendency to break and control the violence of faction. The friend of popular governments never finds himself so much alarmed for their character and fate, as when he contemplates their propensity to this dangerous vice. He will not fail, therefore, to set a due value on any plan which, without violating the principles to which he is attached, provides a proper cure for it. The instability, injustice, and confusion introduced into the public councils, have, in truth, been the mortal diseases under which popular governments have everywhere perished. (Madison, 1787)

Plusieurs analystes ont dénoncé l'ascendance de certains lobbies et *think tanks* sur le Congrès et la Maison-Blanche par rapport à certains enjeux de politique étrangère. Le lobby israélien, l'American Enterprise Institute et le Project for the New American Century auraient notamment milité en faveur des interventions américaines en Afghanistan et en Irak (Abelson, 2013, p. 321). Abelson rappelle les fortes critiques à leur endroit :

Souvent décrites comme des groupes élitistes [...] ces organisations ont été démonisées par nombre de spécialistes et de journalistes des deux côtés de l'Atlantique. Elles ont notamment été accusées d'avoir poussé les responsables politiques américains à envahir l'Afghanistan et l'Irak et elles sont pointées du doigt pour les troubles incessants au Moyen-Orient. (Abelson, 2013, p. 321)

La vraie force des lobbies vient probablement de leur efficacité à promouvoir les intérêts de l'organisation. Selon Newhouse, elle est un modèle pour les autres lobbies

qui cherchent à influencer la politique étrangère américaine. L'AIPAC se concentre notamment sur les « *internal rivalries within congressional committees and on other groups that involve politicians with voices to carry* » (Newhouse, 2009, p. 75). À ce jeu, les lobbyistes de l'AIPAC excellent : « *AIPAC is run by professionals who are rightly considered to hold black belts in the art of Washington politics* » (Newhouse, 2009, p. 81). Bien qu'il soit impossible, comme le soulève Abelson, de savoir si le vote d'un élu du Congrès a été influencé par les pressions d'un lobby (Abelson, 2013, p. 326), les représentants du Congrès sont constamment motivés par la nécessité d'assurer leur réélection. Cet impératif représente une opportunité pour l'AIPAC :

In pressing for votes and support, AIPAC does not threaten members of Congress so much as it makes them worry about angry phone calls from wealthy constituents. Defying AIPAC can make life complicated for those in Congress who are looking toward their reelection. (Newhouse, 2009, p. 80)

3.1.3.2 Le lobby comme acteur surestimé de la politique étrangère

L'impact des lobbies et autres groupes est indéniable sur la scène de la politique interne des États-Unis. Pour plusieurs, la sphère de la politique étrangère reste toutefois le domaine privilégié de la Maison-Blanche ; et les lobbies ne font pas exception.

Dans son article *The Israel Lobby: The American Democracy and Foreign Perceptions of the USA*, Pierre Guerlain se questionne sur l'efficacité du lobby israélien à modeler la politique étrangère américaine au Moyen-Orient. Selon lui, contrairement aux lobbies de politique interne, le lobby israélien dépend de considérations de politique étrangère ainsi que géopolitiques : « *If Israel's usefulness to US interests declines and regional powers like Turkey have to be appeased and the Jewish community in the US does not toe the line of the Establishment, then the Israel lobby can only lose influence and power* » (Guerlain, 2011, p. 380). Pour l'auteur, la possibilité pour le lobby d'avoir un quelconque impact en matière de politique

étrangère découle de sa capacité à s'aligner avec d'autres puissances majeures du secteur privé américain : « *When the alignment is in question, the power of the lobby diminishes.* » (Guerlain, 2011, p. 376)

Un deuxième élément majeur est la tendance observée depuis 75 ans d'une présidence qui monopolise la direction de la politique étrangère au-delà du rôle que lui confère la Constitution américaine. Celle-ci partage les compétences en matière de politique étrangère entre la Maison-Blanche et le Congrès. Ce dernier est responsable notamment de confirmer la nomination des ambassadeurs, approuver les traités, voter un budget permettant d'entretenir les armées et de déclarer la guerre. Le président occupe entre autres le rôle de commandant en chef des armées. Bien que la Constitution accorde davantage de pouvoirs formels à la branche législative, « la présidence demeure très largement dominante dans l'élaboration de cette politique dont elle définit les orientations » (David *et al.*, 2008, p. 193). Ainsi, si les branches législative et exécutive ont su s'imposer l'une par rapport à l'autre à différentes époques, depuis les années 50, on observe de façon générale une prédominance de la Maison-Blanche en politique étrangère.

Dans son ouvrage *The Imperial Presidency*, paru en 1973, Arthur Schlesinger utilise l'expression « présidence impériale » afin de souligner la mainmise du président sur les décisions de politique étrangère aux dépens du Congrès américain. Plusieurs éléments peuvent expliquer cette tendance des 75 dernières années. Toutefois, deux composantes contextuelles ont favorisé cette prépondérance du président. Premièrement, le nouveau statut de superpuissance acquis à la suite de la Seconde mondiale, établi tout au long de la Guerre froide et qui se perpétue encore aujourd'hui, joue en faveur du président américain. Comme l'explique David, Balthazar et Vaïsse,

sur les plans diplomatiques, économiques et stratégiques, ce statut a exigé une multitude de décisions et d'actions présidentielles qui ont été déterminantes pour

les orientations et les engagements des États-Unis dans le monde : du choix des armes nucléaires, en passant par l'énoncé de doctrines, le déclenchement d'opérations clandestines, jusqu'aux programmes d'assistance économique. (David et al., 2008, p. 214)

Ce contexte international a joué en faveur de la présidence en lui offrant une très grande liberté dans la formulation de la politique étrangère. Deuxièmement, l'adoption de la Loi sur les pouvoirs de guerre par le Congrès en 1973 va accroître plutôt que diminuer, comme en était l'objectif, l'ambiguïté de l'emploi de la force en l'absence de déclaration de guerre (David *et al.*, 2008, p. 205). Effectivement, ces pouvoirs élargis du président seront confirmés par le refus de la Cour Suprême des États-Unis de se prononcer sur une question, selon elle, de nature politique et la décision des présidents d'ignorer les dispositions de la loi sur les pouvoirs de guerre.

Au terme de ce résumé du débat sur le rôle des lobbies dans l'élaboration de la politique étrangère américaine, il est pertinent de rappeler qu'il est difficile d'offrir une évaluation juste de leur influence. Comme le précise Abelson : « La littérature sur ce sujet comporte [...] de nombreuses lacunes, notamment l'insuffisance de modèles pertinents pour rendre compte de l'influence des lobbies israéliens et ethniques » (Abelson, 2013, p. 323). Ce portrait de l'action des lobbies dans le paysage politique américain rend laborieuse toute entreprise d'évaluation de leur impact sur les décisions de la Maison-Blanche, mais démontre à tout le moins la pertinence de s'intéresser à leur apport dans la construction de certaines significations rattachées aux acteurs et contextes de la politique étrangère américaine.

3.2 La représentation de l'imaginaire sécuritaire américain par l'AIPAC

S'il s'avère difficile de déterminer l'influence des lobbies sur la politique étrangère américaine, ils offrent toutefois une représentation de l'imaginaire sécuritaire qui leur est propre. Celle-ci participe à la lutte pour l'établissement du sens socialement légitime des identités américaines et iraniennes. Le changement du discours de

certaines représentations politiques de l'administration Obama devant l'auditoire de l'AIPAC — qui du coup reproduit l'imaginaire de l'organisation — témoigne de la capacité du groupe à rallier des agents de la sphère politique à sa cause.

En répétant le même exercice qu'aux deux chapitres précédents, cette dernière partie identifie en quels termes le lobby AIPAC définit l'imaginaire sécuritaire américain. Bien que plus brève, cette démarche a pour but d'exposer comment une représentation distincte de l'imaginaire sécuritaire peut mener à des préférences politiques différentes. Plus spécifiquement, nous verrons que l'imaginaire sécuritaire américain présenté par l'AIPAC ferme l'espace à la négociation dans la résolution du conflit nucléaire avec l'Iran et pousse le lobby à exiger davantage de pression à l'endroit de l'Iran.

Comme le soutient le constructivisme critique, l'identification des intérêts et des identités est toujours le fait d'un rapport de force entre les agents. De plus, les représentants étatiques abordent toujours le monde de la politique internationale avec une compréhension et une appréciation préconçues de celui-ci et ancrées dans des significations construites, entre autres, par le contexte culturel et la politique interne (Weldes, 1996, p. 280). Dans son ouvrage *Constructing National Interests*, Jutta Weldes rappelle l'argument de Gramsci selon lequel la société civile est la sphère dans laquelle la lutte pour définir les catégories de sens commun prend place (Weldes, 1996, p. 280). L'AIPAC, comme organisation issue de la société civile, tente d'influencer et de modeler l'appréciation des représentants politiques américains par rapport à des enjeux comme le conflit nucléaire avec l'Iran.

Dans les pages qui suivent, nous argumenterons, en reprenant les quatre composantes de l'imaginaire sécuritaire, que l'AIPAC représente l'Iran et son programme nucléaire comme une menace *existentielle*. L'objectif est de démontrer que le discours du lobby ferme également l'espace à la négociation. Afin de relever les

pratiques représentationnelles qui construisent l'imaginaire sécuritaire de l'AIPAC, nous nous sommes attardés à deux corpus de données, soit des publications et communiqués publiés par le groupe ainsi que des allocutions de personnalités politiques notoires prononcées au cours de la conférence annuelle de l'organisation. Ce rassemblement est déterminant pour le groupe alors qu'il lui permet de promouvoir sa ligne d'action auprès de ses milliers de supporters et bon nombre de représentants et sénateurs du Congrès américain. En plus des représentants de l'AIPAC, des agents d'autres institutions de la politique américaine donnent des discours à la conférence et participent à la production et la reproduction de l'imaginaire sécuritaire de l'AIPAC ; ils deviennent alors des « reproducteurs de l'imaginaire » du lobby pro-israélien. Ainsi, en sus de dirigeants israéliens, plusieurs membres réputés des partis démocrate et républicain ainsi que des représentants de la Maison-Blanche saluent la relation unique entre Israël et les États-Unis et vantent le travail de l'organisation pro-israélienne. Ces locuteurs, en s'adressant à la conférence annuelle, participent à production et reproduction de l'imaginaire sécuritaire américain de l'AIPAC.

3.2.1 La représentation du contexte

Dans le chapitre II, nous avons démontré que la représentation du contexte par l'administration américaine sous Obama prenait en compte des considérations politiques et économiques (ex : le coût des guerres d'Afghanistan et d'Irak, l'opinion du public américain par rapport aux interventions militaires, la crise économique, etc.). Pour sa part, n'ayant pas les mêmes objectifs et responsabilités, le lobby n'a pas à se préoccuper de telles considérations. Par contre, la caractérisation du contexte par l'AIPAC rend tout de même compte des intérêts propres à l'organisation, c'est-à-dire la sécurité de l'État d'Israël et la préservation de l'appui de l'État américain à son endroit.

La représentation du contexte par l'AIPAC au regard du conflit nucléaire avec l'Iran est caractérisée par un état d'urgence permanent. Ce contexte de crise va être reproduit, d'une part, par le rappel de la situation historique et géographique de l'État d'Israël et, d'autre part, en évoquant constamment « l'élément du temps », c'est-à-dire le temps restant avant l'acquisition d'une arme nucléaire par l'Iran.

3.2.1.1 Israël, un havre de paix dans un voisinage menaçant

Les représentants de l'AIPAC évoquent constamment le contexte géographique de l'État hébreu. Ainsi, Israël est un havre de paix qui défend la démocratie et les valeurs libérales dans une région où le chaos, l'instabilité et l'injustice règnent : « *There is immense instability in the region. Increasingly, Israel is the island of stability.* » (Rubin, 2013). Ces métaphores, qui s'appuient sur des images fortes afin de marquer la différence entre Israël et ses États voisins, sont fréquemment utilisées, à la fois par le lobby — « *The Jewish state is a shining light for freedom and opportunity in a region plagued by terror, hate and oppression* » (AIPAC, 2014a) — et les politiciens — « *As our region descends into medieval barbarism, Israel is the one that up holds these values common to us [Israel] and to you [the United States].* » (Netanyahu, 2015)

D'autre part, on rappelle qu'Israël cohabite avec des États souhaitant sa destruction. La petite taille de l'État hébreu — comparable à celle de l'État du New Jersey comme le rappelait le président de l'AIPAC, Bob Cohen — rend celui-ci excessivement vulnérable. De ce fait, aucun autre pays dans le monde n'a à lutter pour sa survie comme se doit de le faire Israël. En outre, cela démontre une fois de plus comment les intérêts guident la construction de l'imaginaire sécuritaire et de l'identité des États par les différents agents.

3.2.1.2 L'élément du temps

Le contexte d'urgence est toutefois avant tout articulé autour de l'élément temporel, c'est-à-dire que le discours de l'AIPAC évoque systématiquement le temps toujours plus court et pressant précédent le jour où l'Iran sera en mesure de produire une bombe nucléaire. Tout au long des années Obama, les termes utilisés par les agents du groupe pour décrire cette potentielle conjoncture poussent l'auditoire à considérer celle-ci comme irréversible et imminente.

Le groupe pro-israélien a recours à des expressions et images fortement connotées qui laissent à penser que le temps s'écoule rapidement. Ainsi, l'AIPAC écrivait dans une déclaration de septembre 2012 que « *with each passing day the Islamic Republic is inching closer to a nuclear weapons capability* » (AIPAC, 2012. Italiques ajoutés). Pareillement, on rappelait cinq mois plus tard que « *the time needed to prevent Iran from achieving a nuclear weapons capability is quickly expiring* » (AIPAC, 2013. Italiques ajoutés). En fait, la République islamique semble, selon le discours de l'AIPAC, constamment augmenter la cadence vers la conception de l'arme nucléaire. Effectivement, ces représentants parlent du « *tremendous progress* » (AIPAC, 2012c) de l'Iran dans sa quête pour l'arme nucléaire ou encore que « *the Iranian nuclear weapons threat has 'accelerated'* » (Rubin, 2013).

D'autre part, des images comme celle du « *ticking clock* », que l'on pourrait comparer à un sablier qui s'écoule, ou celle du « *closing window* » sont souvent utilisées et efficaces pour représenter le temps qui presse. Une autre image éloquente est celle des fameuses « lignes rouges » évoquées par Netanyahu devant l'Assemblée générale des Nations Unies en septembre 2012. Ces lignes rouges, également reprises par un groupe de sénateurs américains soucieux d'augmenter la pression sur l'Iran en mars 2013, identifient des critères fixes qui pousserait *ipso facto* le gouvernement à agir militairement advenant que le programme nucléaire iranien atteigne de nouvelles

cibles sur la voie de l'armement. Bien que Netanyahu soit Premier ministre israélien, ses nombreux discours à la conférence annuelle de l'AIPAC en font un participant à la construction de l'imaginaire sécuritaire présenté par le lobby. Le rôle d'AIPAC est central dans le rapprochement des lignes rouges des États-Unis et d'Israël. Comme le mentionne Martin S. Indyk, un ancien envoyé américain en Israël : « *AIPAC is the spearhead of the pro-Israel community's efforts to move the American government's red lines closer to Israel's red lines* » (Landler, 2012a).

Finalement, le « *breakout time* », c'est-à-dire le temps nécessaire à l'Iran pour produire une bombe nucléaire, est un sujet récurrent dans le discours du lobby. Il revient constamment dans ses communiqués et les discours à la conférence annuelle de l'organisation pro-israélienne : « *Iran could break out in about two months if it used the 9,000 centrifuges it is currently operating. Iran could shorten that time frame by employing 11,000 additional centrifuges that it has installed but is not operating today.* » (AIPAC, 2014b) Paradoxalement, malgré les nombreux branle-bas de l'organisation, il est soulevé à plusieurs occasions que l'état de « *weaponization* » de l'Iran reste inconnu : « *it is impossible to estimate how long it will take Iran to assemble a nuclear weapon—to break out—so long as the full state of its weaponization efforts remains unknown* » (AIPAC, 2014a). Ainsi, bien que cette problématique renforce la peur d'un Iran nucléaire et l'état d'urgence permanent, elle contredit en partie son propre discours qui veut que l'Iran soit sur le point de « *break out* ».

Le contraste avec le lent processus diplomatique du gouvernement américain — voire son inaction selon certains — va renforcer l'urgence du contexte. Comme le déclarait Netanyahu au groupe pro-israélien : « *we waited for diplomacy to work ; we waited for sanctions to work; none of us can afford to wait much longer.* » (Landler, 2012b)

En conclusion, il est pertinent de rappeler que les agences de renseignement américaines ont toujours affirmé ne pas détenir de preuve que l'Iran cherche à obtenir l'arme nucléaire et ont réaffirmé que les conclusions des investigations de 2007 et 2010 avaient déterminé que l'Iran avait abandonné son programme d'armes nucléaires (Landler, 2012a).

3.2.2 La représentation de la menace

Au milieu d'un contexte régional tendu entre Israël et ses pays voisins, la principale menace à la sécurité d'Israël, des États-Unis et de la communauté internationale selon l'AIPAC est l'avènement possible d'un État nucléaire au Moyen-Orient. Ce danger est avant tout incarné par la République islamique d'Iran. Dans les prochaines pages, nous offrons notre interprétation de la représentation de la menace nucléaire par l'organisation pro-israélienne et discuterons de la manière dont l'Iran incarne celle-ci.

3.2.2.1 L'Iran nucléaire : une menace « existentielle »

Une courte visite sur le site web du lobby AIPAC révèle rapidement que l'Iran et son programme nucléaire sont une préoccupation majeure pour l'organisation. Dans les menus du « *Legislative Agenda* » et des « *Issues* », les sections respectives « *Respond To Iran's Regional Aggression* » et « *Iran* » occupent les premiers rangs. Dans le cas du second, le sujet de l'Iran est présenté avant ceux du processus de paix, du Hamas du Hezbollah et de la Syrie (voir AIPAC, s.d.). Un site web est une plateforme importante pour une organisation comme l'AIPAC. Bien que le groupe opère essentiellement auprès des représentants du Congrès américain, le site web est une façon efficace de rejoindre le public américain. Le contenu affiché et la disposition relative des éléments donnent des indices sur les priorités et l'importance de certains enjeux par rapport à d'autres. Ainsi, il apparaît qu'en accordant à la question iranienne une place de premier plan sur son site web – notamment dans les menus défilants – le

lobby témoigne de la portée et de la gravité de la menace nucléaire iranienne pour l'organisation.

Si le contenu internet laisse à penser que les possibles ambitions nucléaires de l'Iran représentent une menace à la sécurité mondiale, les publications de l'AIPAC et les discours des reproducteurs de l'imaginaire du lobby le confirment bien. Dans une déclaration parue en septembre 2010, l'organisation affirmait que prévenir l'Iran d'acquérir des armes nucléaires est « *an urgent goal* » (AIPAC, 2010d). La menace nucléaire iranienne est également au cœur des discours à la conférence annuelle du lobby comme l'écrivait Jodi Rudoren dans un article paru en mars 2012 :

For three days, Iran has dominated the agenda of the annual conclave of Aipac, a must-have ticket for politicians eager to prove their pro-Israel bona fides. In separate speeches to the record crowd of 13,000 people, President Obama, Prime Minister Benjamin Netanyahu of Israel and other leaders barely mentioned the words "Palestinian conflict" (Rudoren, 2012).

En fait, non seulement l'entreprise nucléaire de l'Iran – souvent nommée « *Iran's weaponization efforts* » afin de marquer l'aspect militaire du programme – représente-t-elle un danger, mais elle est *la* menace la plus importante pour les États-Unis et, surtout, pour Israël. Dans une publication de février 2016, l'organisation pro-israélienne mentionne que l'Iran présente « *the most significant threat to Israel's survival.* » (AIPAC, 2016b) Le sénateur démocrate, Robert Menendez, président du comité des affaires étrangères du Sénat des États-Unis, abondait dans le même sens lors de son discours devant la conférence annuelle de l'AIPAC en mars 2013 : « *the greatest threat to Israel's security, is Iran.* » (Menendez, 2013) Qui plus est, la petite taille d'Israël rend celui-ci excessivement vulnérable de sorte qu'il ne suffirait que de quelques bombes nucléaires pour pulvériser l'État hébreu et compromettre sa survie. En 2010, Netanyahu rappelait les propos des dirigeants iraniens à la conférence annuelle : « *It's instructive that the ingathering of the Jews to Israel doesn't deter*

them. In fact, it whets their appetite. Iran's rulers say 'Israel is a one bomb country'. » (Netanyahu, 2010) Ainsi, selon le discours de l'AIPAC, l'Iran représente une menace existentielle à Israël (AIPAC, 2015a) et une « *grave and direct threat* » à la sécurité nationale des États-Unis (AIPAC, 2010c).

Le danger pour les États-Unis est donc immédiat. Le lobby est cependant rarement spécifique sur la façon dont cette menace « directe » se traduit concrètement²⁷. Bien souvent, le lien entre la menace nucléaire iranienne et la sécurité nationale américaine se construit à travers une chaîne d'association entre la sécurité d'Israël, celle de la région et du monde, notamment les États-Unis : « *Iran's brazen bid to develop nuclear weapons is certainly first and foremost a threat to my country, to Israel, but it's a threat to the entire region; it's a threat to the entire world* » (Netanyahu, 2010). Comme si en disant et répétant cet acte déclaratoire, les postulats qui le forment deviennent *de facto* réels. L'allocution du président de l'AIPAC, Robert Cohen, à la conférence annuelle de 2014 rattache à plusieurs reprises la sécurité d'Israël et celle des États-Unis, mentionnant les « *escalating challenges facing American and Israel in the Middle East* », suggérant que « *the myriad of threats on Israel borders underscores the importance of our work together* » (Cohen, 2014. Notre transcription), décrivant l'alliance israélo-américaine comme un « *foundational building block that is vital for the national security of both countries* » et rappelant que « *the dangers pose to American and Israel are increasing* » (Cohen, 2014. Notre transcription).

Bref, la menace nucléaire iranienne n'est pas *potentielle*, comme le discours de politique étrangère de la Maison-Blanche sous Obama le suggère. Plutôt, le discours

²⁷ Un document de l'AIPAC publié en octobre 2010 mentionnait toutefois que le programme de missiles balistiques de l'Iran est déjà en mesure de cibler les troupes américaines au Moyen-Orient et qu'il serait capable de rejoindre les côtes américaines une fois que sa technologie de missiles balistiques avancés perfectionnée (AIPAC, 2010e).

des représentants de l'AIPAC la construit comme étants *existentielle* : « *If Iran developed nuclear weapons, many Aipac delegates agreed, it would pose an existential threat to the Jewish state.* » (Rudoren, 2012)

3.2.2.2 Mêmes conséquences, un ton différent

Le discours du lobby AIPAC et celui des représentants de la politique étrangère américaine sont concordants en ce qui a trait aux conséquences d'un Iran nucléaire. Une telle éventualité entraînerait une course à l'armement au Moyen-Orient ; créerait un parapluie au terrorisme nucléaire ; encouragerait les proxies de l'Iran comme le Hamas et le Hezbollah ; compromettrait le régime de non-prolifération nucléaire ; et, finalement, augmenterait l'instabilité dans une région déjà hautement volatile (AIPAC, 2010e).

Toutefois, le langage et le ton des représentants du groupe pro-israélien s'avèrent beaucoup plus durs et représentent les conséquences d'un Iran nucléaire non pas seulement comme étant probables, mais assurées. Les allocutions devant les grandes assemblées de la conférence annuelle abondent en comparaisons et métaphores puissantes ainsi que d'un lexique fougueux qui participent à la sécuritisation l'Iran comme menace. À titre d'exemple, Menendez signalait en 2013 qu'un Iran nucléaire pourrait « *unleash* » une course à l'armement « *in the world's most dangerous tinderbox* » (Menendez, 2013. Italiques ajoutés). Le discours du Premier ministre Netanyahu en 2014 suivait la même logique : « *My friends, I believe that letting Iran enrich uranium would open up the floodgates. It really would open up a Pandora's box of nuclear proliferation in the Middle East and around the world.* » (Netanyahu, 2014. Italiques ajoutés). Il ajoutait lors de la même allocution que « *leaving Iran as a threshold nuclear power, would deliver a death-blow to nonproliferation.* » (Netanyahu, 2014. Italiques ajoutés). Finalement, le discours animé du whip républicain au Sénat, John Cornyn, à la conférence de 2013 témoigne bien de

l'énergie ardente de certains locuteurs qui contribuent à la construction de l'imaginaire sécuritaire d'AIPAC :

if Iran goes nuclear, it could be the ultimate game ender for the Middle East. If you think the region is dangerous now, just wait until Iran triggers a nuclear arms race. Just wait until it blockades the Strait of Hormuz. Just wait until it annexes Iraq. Just wait until it becomes even more aggressive in promoting global terrorism. (Cornyn, 2013)

En plus du recours à l'expression « *ultimate game ender* » et aux termes « *dangerous* », « *triggers* », « *agressive* », Cornyn a recours à une anaphore, c'est-à-dire la reprise en début de phrase du groupe de mots « *Just wait until* ». Cette figure de style a pour effet de donner une certaine intensité au discours et souligne l'urgence de stopper l'entreprise de l'Iran.

3.2.3 La représentation de l'ennemi

Parce qu'elle incarne la menace nucléaire, la République islamique d'Iran est représentée par le lobby AIPAC comme le principal ennemi, non seulement d'Israël, mais également des États-Unis. Dans le chapitre précédent, nous avons soutenu qu'en plus des intentions du président Obama de tendre la main au monde musulman, celui-ci cherche à désécritiser et normaliser la relation avec l'Iran afin d'ouvrir une fenêtre à la négociation dans le dossier du nucléaire. Inversement, le discours de l'AIPAC cherche à sécuritiser l'Iran et son programme nucléaire en le maintenant à un niveau spécial ou anormal de la politique internationale. Ce statut exceptionnel nécessite par conséquent des mesures extraordinaires afin de pallier la menace qu'il représente.

La représentation de l'administration Obama est clairement définie de façon cohérente et articulée en des termes précis constamment réitérés. Celle du lobby pro-israélien est beaucoup moins homogène et structuré, en raison de la multitude d'agents issus de divers milieux — membres du Congrès américain, politiciens israéliens, membres de l'administration Obama, représentants de l'AIPAC, etc. — et

qui participent à la construction de son imaginaire sécuritaire notamment par leurs allocutions à la conférence annuelle de l'organisation, un événement de premier plan pour le groupe. Néanmoins, le discours suit une idée claire et simple et ses ambassadeurs sont conséquents dans l'articulation de ce message : l'Iran est l'ennemi et le principal défi à la sécurité internationale.

Dans cette section, nous discuterons des termes dans lesquels l'AIPAC définit l'Iran et caractérise ses dirigeants. De plus, nous évaluerons dans quelle mesure certains membres de l'administration Obama altèrent leur discours devant les foules enthousiastes du lobby.

3.2.3.1 La caractérisation de l'Iran

3.2.3.1.1 Le « régime » iranien

Si la Maison-Blanche évite de caractériser la République islamique de « *regime* », cette qualification est la norme autant dans les publications de l'AIPAC que dans les allocutions de ses représentants. L'utilisation de ce vocable n'est pas fortuite, mais cherche plutôt à révéler le caractère autoritaire, radical et répressif de l'Iran. Comme l'évoque un document du lobby, ces traits sont des composantes même de la « vraie » nature de l'État perse : « *The repression of Iranian protestors after the disputed presidential elections shows the true nature of the Iranian regime: a brutal theocratic dictatorship.* » (AIPAC, 2010e) Le discours du président israélien Shimon Perez à la conférence annuelle en 2012 suivait la même ligne de pensée : « *Iran is an evil, cruel, morally corrupt regime. It is based on destruction. It is an affront to human dignity. Iran is the center, the sponsor, the financier of world terror. Iran is a danger to the entire world* » (Peres, 2012). En se référant ainsi à la nature de l'Iran, on sous-tend aussi qu'on ne doit pas s'attendre à un changement dans le comportement du régime ; particulièrement en ce qui concerne ses intentions de développer l'arme nucléaire.

Le Premier ministre Netanyahu déclara également à la conférence annuelle de 2014 qu'il existe un « *moral divide* » duquel l'Iran se tient du mauvais côté, de pair avec les groupes terroristes et les États autoritaires :

Now, on the other side of that moral divide, steeped in blood and savagery, stand the forces of terror—Iran, Assad, Hezbollah, Al-Qaida and many others. Did you ever hear about Iran sending a humanitarian delegation overseas? No? You missed that memo? You know why? You know why you haven't heard anything about that? Because the only thing that Iran sends abroad are rockets, terrorists and missiles to murder, maim and menace the innocent. And what the Iranian people—or rather, what the Iranian regime does abroad is similar to what they do to their own people. They execute hundreds of political prisoners, they throw thousands more into their jails, and they repress millions in a brutal theocracy. [...] And here's my point. Iran continues to stand unabashedly on the wrong side of the moral divide. And that's why we must continue to stand unequivocally on the right side of that divide. We must oppose Iran and stand up for what is right. (Netanyahu, 2014)

Ce *moral divide* rappelle « l'axe du Mal » auquel le président américain George W. Bush se réfère dans son discours sur l'état de l'Union des États-Unis en 2002. Cette division cherche donc à différencier les agents du Bien — Israël, les États-Unis et leurs alliés — et les agents du Mal ; puis, en l'absence d'alternatives, force les autres à se positionner par rapport à cette dichotomie.

D'autre part, plusieurs discours à la conférence du lobby représentent l'Iran non seulement comme étant répressif et agressif, mais également sanguinaire. Le sénateur républicain du Texas, John Cornyn, déclarait devant l'auditoire d'AIPAC en 2013 :

the Iranian regime has orchestrated numerous assassinations on foreign soil—including American soil. It has blown up embassies and Jewish community centers in Argentina. It has facilitated the murder of U.S. troops in Lebanon, Iraq, and Afghanistan. » (Cornyn, 2013)

Celui-ci faisait écho au discours de Netanyahu au même événement un an plus tôt : « *Iran is responsible for the murder of hundreds, if not thousands, of Americans.* » (Netanyahu, 2012) Le Premier ministre rappelait du même coup plusieurs occasions où l'Iran s'est trouvé au banc des accusés : l'attentat du Hezbollah, groupe supporté

par l'Iran, qui avait tué 240 militaires américains en 1983 ; sa responsabilité dans le meurtre et la mutilation de soldats américains en Afghanistan et en Irak ; sa tentative d'assassinat sur l'ambassadeur saoudien dans un restaurant de Washington (qui aurait potentiellement tué plusieurs membres du Congrès américain du même coup) ; ou encore, son déni de l'Holocauste et son travail quotidien pour « *Israel's destruction* » (Netanyahu, 2012). Au demeurant, ce caractère destructeur de l'État perse est pour le lobby pro-israélien une raison d'augmenter la pression sur l'Iran afin d'empêcher que celui-ci développe l'arme nucléaire : « *This is how Iran behaves today, without nuclear weapons. Think of how they will behave tomorrow, with nuclear weapons. Iran will be even more reckless and far more dangerous.* » (Netanyahu, 2012)

3.2.3.1.2 Un État hors-la-loi

De plus, le lobby AIPAC utilise un ton plus sévère à l'égard des violations par l'Iran de ses engagements internationaux. Si Obama soulignait que l'Iran a choisi la « voie » du non-respect de ses responsabilités internationales, l'organisation pro-israélienne pour sa part le dépeint grossièrement comme un « *outlaw state* » (Netanyahu, 2014). Netanyahu disait en 2012 que le régime « *has broken every international rule and flouted every norm* » (Netanyahu, 2012).

3.2.3.1.3 La mauvaise foi de l'Iran

En outre, la mauvaise foi de la République islamique est un thème récurrent dans la représentation de l'imaginaire sécuritaire du lobby pro-israélien. Une publication d'août 2015 titrait notamment « *Iran's Bad Faith Behavior* » (AIPAC, 2015c). L'Iran est notamment dépeint comme un profiteuse, un menteur et un tricheur. Dans une déclaration émise en 2014, le lobby suggérait que l'Iran utiliserait la prorogation des pourparlers qui avait été annoncée en juillet de la même année afin de diviser la coalition du P5+1 et hâter l'avancement de son programme nucléaire : « *We have been concerned from the outset that Iran would drag out talks to improve its*

position » (AIPAC, 2014c). Les représentants du lobby affirment que l'Iran ment systématiquement quant aux intentions pacifiques de son programme nucléaire, rapportant entre autres « *18 years of lying about its efforts to the International Atomic Energy Agency* » (AIPAC, 2010a). Encore une fois critiqué pour ses actions en matière nucléaire, l'Iran est représenté comme un tricheur dans un mémo intitulé « *Iran's History of cheating* » (AIPAC, 2015a). Au final, il importe aux représentants du lobby de répéter sans relâche les « *malign activities* » (AIPAC, 2015d, 2015e, 2016c, s.d.-b) ou encore la « *malign behavior* » (AIPAC, 2016a) de l'État perse.

3.2.3.1.4 Un État terroriste

Comme les représentants de la politique étrangère américaine, les porte-paroles de l'AIPAC rappellent constamment l'appui financier et logistique de l'Iran à des groupes terroristes. Encore une fois, l'organisation se distingue de la Maison-Blanche par la véhémence de son discours. Ainsi, à quelques occasions, plutôt que d'être simplement présenté comme un État qui supporte le terrorisme, l'Iran est littéralement présenté comme un « régime terroriste ».

Les allocutions de Netanyahu devant l'auditoire du lobby soulignent avec force les liens entre l'Iran et les groupes terroristes. En 2014, il nommait l'Iran « *the worst terrorist regime on the planet* » (Netanyahu, 2014) et l'année suivante « *the foremost state sponsor of terrorism in the world* » (Netanyahu, 2015). Selon le premier ministre, le terrorisme porté par l'Iran menace l'ensemble de la communauté internationale :

you see on the wall, it [the map] shows Iran training, arming, dispatching terrorists on five continents. Iran envelopes the entire world with its tentacles of terror. This is what Iran is doing now without nuclear weapons. Imagine what Iran would do with nuclear weapons. (Netanyahu, 2015)

En outre, signalons que le politicien israélien reprend la même formule qu'en 2012 : même sans armes nucléaires l'Iran est en mesure de soutenir le terrorisme, qu'en sera-t-il lorsqu'il aura la bombe ?

Finalement, un document du lobby prévenait aussi en octobre 2010 que l'Iran pourrait partager sa technologie nucléaire avec des groupes antiaméricains et s'en prendre à des intérêts américaines (AIPAC, 2010e).

3.2.3.1.5 Un État aux ambitions hégémoniques

L'AIPAC affirme également que l'Iran a des aspirations hégémoniques. L'organisation établit un lien entre le soutien iranien au terrorisme et ses ambitions dans la région. Ainsi, par l'entremise de la Garde révolutionnaire, de milices chiites et d'organisations terroristes comme le Hamas et le Hezbollah, l'Iran sème le chaos à travers le Moyen-Orient (AIPAC, 2015b). Déstabiliser la région est pour l'Iran un moyen, selon le lobby, d'exporter sa révolution (AIPAC, 2010a).

Le programme nucléaire iranien sert également à « *embolden Iran's expansionist efforts* » (AIPAC, 2015b). Selon le groupe pro-israélien, les pays du Golfe craignent que l'Iran se serve de ce parapluie nucléaire pour les intimider et radicaliser leurs populations (AIPAC, 2010e).

3.2.3.2 La caractérisation des dirigeants iraniens

Le caractère répressif, hors-la-loi, agressif et hégémonique de l'État perse émane spécifiquement des dirigeants iraniens décrits comme des « *thugs et tyrants* » (Calmes et Landler, 2012). Quoique le discours de l'AIPAC démontre de la compassion pour le peuple iranien — en faisant remarquer, à l'instar de la Maison-Blanche, les violations des droits des femmes, de la liberté de religion, des droits humains, des droits des gais et des valeurs démocratiques en Iran (AIPAC, 2012a) —

celui-ci s'attarde d'abord à dénoncer l'idéologie anti-occidentale du leadership iranien. On insiste par conséquent sur le fait que les dirigeants de la République islamique perçoivent « *America as the enemy* » (AIPAC, 2012b) et s'engagent à la destruction de l'État hébreu en appelant à « *Israel's annihilation* » (AIPAC, 2012b).

En outre, l'élection du président Hassan Rouhani en 2013 est banalisée et considérée comme n'affectant pas ses intentions sur le plan nucléaire. Si le monde et les États-Unis ont vu d'un œil positif son élection, les représentants du lobby AIPAC et d'Israël considèrent que le nouveau président ne change pas la nature de l'Iran. Ces derniers n'adhèrent pas à l'idée que Rouhani est un modéré. Il reste avant tout un « *regime loyalist* » (AIPAC, 2013b) et encourage la poursuite du programme nucléaire iranien. Selon les dires du Premier ministre israélien Netanyahu devant la conférence annuelle du lobby de 2014, il importe de se méfier du discours du nouveau leadership : « *In the past year Iran's radical regime has tried to blur this moral divide. It wields out its smiling president and its smooth-talking foreign minister. But if you listen to their words, their soothing words, they don't square with Iran's aggressive actions.* » (Netanyahu, 2014)

En fait, le discours de l'organisation est parfois contradictoire dans sa représentation du président élu en 2013. D'une part, les publications du groupe affirment qu'aucun modéré ou réformateur n'a été élu à l'élection en février 2016, puisque ceux-ci ont tout simplement été barrés du bulletin de vote (AIPAC, 2016a) par le régime qui a « *disqualif[y] most pragmatic candidates* » (AIPAC, 2016c). Pourtant, dans le mémo de mars 2016, on mentionne l'élection du « *more pragmatic President Hassan Rouhani* » en 2013 (AIPAC, 2016a).

D'autre part, le contrôle sur l'enjeu nucléaire échappe tout simplement au président iranien qui ne peut rien y changer ; le chef suprême Ali Khamenei disposant du contrôle absolu sur la politique nucléaire iranienne :

More fundamentally, there is no indication that Supreme Leader Khamenei will limit his absolute control over Iran's nuclear policy. Even if Rouhani wished to change the country's policy, he may have no ability to do so. And there is no sign of moderation on this issue from the new president. (AIPAC, 2013b)

Bref, cette représentation de Rouhani est en opposition avec celle que nous avons présentée dans le chapitre précédent alors que le discours de la Maison-Blanche à la suite de l'élection du président iranien présentait l'Iran comme plus ouvert à la négociation.

3.2.3.3 Obama à la conférence annuelle de l'AIPAC : Un double discours ?

L'efficacité de l'AIPAC s'entrevoyait davantage dans sa capacité à infléchir le discours des représentants de la politique étrangère américaine sous Obama. Bon nombre de membres de l'administration démocrate se sont adressés devant les foules de la conférence annuelle du lobby entre 2009 et 2015. Au cours de ces allocutions, le discours des représentants politiques à l'endroit de l'Iran se durcit. Les discours les plus fermes d'Obama à l'égard de la République islamique ont été prononcés devant les partisans de l'AIPAC :

Iran's nuclear program—a threat that has the potential to bring together the worst rhetoric about Israel's destruction with the world's most dangerous weapons. Let's begin with a basic truth that you all understand: No Israeli government can tolerate a nuclear weapon in the hands of a regime that denies the Holocaust, threatens to wipe Israel off the map and sponsors terrorist groups committed to Israel's destruction. (Obama, 2012b)

Ainsi, en plus d'utiliser le terme « *regime* » en référence à l'Iran, le président américain a recours à un vocabulaire rigide et cru afin de décrire la République islamique. Dès lors, le discours du commandant en chef des forces armées américaines devient sécurisant ; s'écartant ainsi du message défendu dans ses autres discours sur l'enjeu du nucléaire iranien.

Il en est de même pour d'autres représentants de la politique étrangère des États-Unis. Hillary Clinton, alors secrétaire d'État, disait à la conférence annuelle de 2010 que des « *elements in Iran's government have become a menace* » (Clinton, 2010) et déclarait que « *behind these terrorist organizations and their rockets, we see the destabilizing influence of Iran.* » (Clinton, 2010) De même, le vice-président américain, Joseph Biden, décrivait la possibilité d'un Iran nucléaire comme « *the grave danger* » et mentionnait que cette menace avait pris de l'ampleur (Biden, 2009b). Susan Rice rappelait quant à elle à l'auditoire pro-israélien en 2015 que les négociations n'étaient pas basées sur la confiance : « *Moreover, we're not taking anything on trust. [...] If I can paraphrase, President Reagan, with a twist, our approach is 'distrust and verify.'* » (Rice, 2015b)

Malgré tout, le président Obama défend tout de même son agenda lors de ses allocutions à la conférence du lobby et prévient que le « *loose talk of war* » de certains ne bénéficie, selon lui, qu'au gouvernement iranien en augmentant le prix du pétrole (Obama, 2012b).

3.2.4 La représentation des États-Unis

Dans le chapitre III, nous avons démontré que les valeurs et les principes fondateurs des États-Unis sont présentés par les représentants de la Maison-Blanche comme la source du leadership américain au sein de la communauté internationale. Cette conception corrobore la conviction sécuritaire reproduite depuis des décennies par les agents de la politique étrangère américaine selon laquelle « *'we' (the US) were the 'winners' of the World War II, in which the United States therefore 'bore the burden of leadership' in the 'free world' and was obliged to 'defend' both 'democracy' and 'freedom'* » (Weldes, 1996, p. 283). Dans cette dernière partie, nous argumentons que le discours de l'AIPAC appuie également cette représentation et que, par conséquent, il est donc du devoir des États-Unis de défendre à tout prix Israël, berceau de la

démocratie et de la liberté au Moyen-Orient. Plus encore, le discours du lobby pro-israélien cherche à estomper toute distinction entre les États-Unis et Israël les présentant ainsi par un seul et même « Nous ».

Le postulat constructiviste critique de la co-constitution des intérêts et des identités — défendu tout au long de ce mémoire — est selon nous au cœur de la représentation des États-Unis par le lobby. Concrètement, comme agent de la politique américaine l'AIPAC a ses intérêts propres, notamment celui d'assurer que les États-Unis soutiennent Israël et garantissent sa sécurité. Ces intérêts guident sa représentation de l'identité américaine.

Dans un premier temps, nous démontrons comment l'AIPAC crée une chaîne de connotations entre *les intérêts communs et valeurs partagées* entre Israël et les États-Unis qui crée *un lien indestructible* entre les deux États pour finalement les unir en un seul « Nous ». Dans un deuxième temps, nous soulignons comment l'AIPAC est présenté comme l'instigateur de l'appui bipartisan à Israël sur la question nucléaire.

3.2.4.1 Le lien indissociable entre les États-Unis et Israël

Il ne se prononce point de discours devant la conférence annuelle de l'AIPAC sans que le locuteur souligne et vante largement la relation « unique » et « spéciale » entre les États-Unis et Israël. Le sénateur Bob Menendez a notamment souligné qu'une seule chose resterait toujours constante : « *the strong-unshakeable-unbendable-unbreakable-and-always-rock-solid relationship between the United States and Israel.* » (Menendez, 2013). Le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, a pour sa part déclaré en 2014 que les États-Unis et Israël se tenaient ensemble du bon côté et du *moral divide* et de l'Histoire (Netanyahu, 2014).

Selon les reproducteurs de l'imaginaire sécuritaire du lobby, cette relation d'exception trouve racines dans les intérêts sécuritaires communs et les valeurs partagées par les deux États. Dans la pratique des relations internationales, la notion d'intérêt national est un outil puissant qui permet d'identifier un enjeu comme étant important et de légitimer les actions de l'État (Weldes, 1996, p. 276). Ainsi, lorsque le président américain mentionne que « *it is in our fundamental national security interest to stand with Israel* » (AIPAC, 2013a), il réaffirme que la sécurité d'Israël est un enjeu majeur pour les États-Unis et justifie l'aide financière et logistique à son allié ainsi que l'engagement à prévenir l'Iran d'obtenir des armes nucléaires.

Les membres de l'administration Obama vont réitérer à de multiples reprises le dévouement de leur administration à la sécurité d'Israël durant les conférences annuelles. En 2012, Obama rappelait à la conférence annuelle ses propos de 2008 que la sécurité d'Israël était « *sacrosanct* », « *non-negotiable* » (Obama, 2012b) et « *ironclad* » (Obama, 2011e). Deux ans plus tôt, Hillary Clinton offrait des garanties similaires : « *for President Obama and for me, and for this entire Administration, our commitment to Israel's security and Israel's future is rock solid, unwavering, enduring, and forever.* » (Clinton, 2010). En bref, la sécurité de l'État hébreu devient un intérêt « vital » (Clinton, 2010 ; Cohen, 2014 ; Rice, 2015b) pour les États-Unis.

Cet aspect éternel des intérêts américains envers Israël contredit la notion même des intérêts de la théorie traditionnelle des relations internationales qui dit que, s'il veut survivre, l'État doit être égoïste et agir en fonction de ses intérêts propres et, surtout, changeants. Dans le discours sur la représentation des États-Unis de l'AIPAC, la relation États-Unis-Israël transcende ce concept central dans le champ d'études de la politique mondiale. Cette préséance de la sécurité d'Israël dépasse les intérêts communs des deux États et émane des valeurs partagées de liberté et de démocratie. Cette association entre intérêts et valeurs est répétée à profusion durant les discours à la conférence annuelle :

it goes to the heart of what AIPAC is all about -- what the relationship between Israel and the United States is all about. Brotherhood. Togetherness. Unity. That's because the U.S.-Israel alliance is not just rooted in our mutual interests, vital as they are. It's also rooted in the values of freedom and democracy that we share. It's in the friendship and fellowship between ordinary Israelis and Americans. (Rice, 2015b)

Les représentants de l'AIPAC vont non seulement créer une association entre les intérêts et les valeurs communs à l'Amérique et l'État hébreu, mais aussi étendre cette chaîne de connotation en énonçant l'existence d'un « *bond* » entre les deux pays amis. Le discours de Clinton à la conférence de 2010 est une fois de plus révélateur et démontre bien la relation construite entre le lien, les valeurs et les intérêts sécuritaires : « *Our countries and our peoples are bound together by our shared values of freedom, equality, democracy, the right to live free from fear, and our common aspirations for a future of peace, security and prosperity* » (Clinton, 2010). Dans une de ses déclarations, l'AIPAC suggère que c'est ce lien indissociable qui explique que les Américains sont de façon écrasante pro-israéliens et supportent une relation forte et durable entre les deux États (AIPAC, 2010b). En outre, non seulement les locuteurs des événements organisés par l'AIPAC rappellent-ils sans cesse que ce lien est indestructible (Menendez, 2013 ; Obama, 2012b ; Peres, 2012 ; Rice, 2015b), mais Clinton affirma même qu'il n'existe aucun espace (« *no gap* ») entre Israël et les États-Unis en matière de sécurité (Clinton, 2010).

À l'issue de cette chaîne de connotation, le discours du lobby pro-israélien cherche à rendre flou le contour qui distingue les préférences des deux États en matière de politique étrangère au Moyen-Orient. Les États-Unis et Israël sont présentés par un seul et même « *Nous* » et s'opposent au « *Eux* » incarné par les représentants iraniens. Dans l'un de ses discours enthousiastes devant les assemblées de l'AIPAC, Netanyahu formulait en ces termes exacts l'idée d'agrégation entre les deux États sous un même *Nous* dans l'imaginaire de leurs ennemis :

In the eyes of these fanatics, we are you and you are us. To them, the only difference is that you are big and we are small. You see, you are the "Great Satan" and we are the "Small Satan." [...] That is why when Israel stands against its enemies—it stands against America's enemies. (Netanyahu, 2010)

Au demeurant, cette unification signifie aussi qu'une menace à l'État d'Israël est tout aussi importante pour son allié américain, malgré le fait que ce dernier n'ait pas à composer avec la proximité physique de l'Iran. Les allocutions prononcées aux conférences de l'AIPAC témoignent de cet alignement face aux « *shared challenges* » : « *And we know that the forces that threaten Israel also threaten the United States of America. And therefore, we firmly believe that when we strengthen Israel's security, we strengthen America's security.* » (Clinton, 2010)

3.2.4.2 Un enjeu bipartisan

Les représentants politiques américains sont divisés sur une multitude d'enjeux. Le Congrès des États-Unis est en outre de plus en plus polarisé entre les camps démocrate et républicain. Toutefois, le lobby pro-israélien insiste sur le consensus du paysage politique américain à l'égard du soutien américain à Israël. L'AIPAC représente également les États-Unis comme bipartisans et unanimes sur l'enjeu du nucléaire iranien. Dans une déclaration de septembre 2012, l'organisation rappelait le « *overwhelmingly bipartisan support (90-1)* » du Sénat dans une résolution qui affirme que prévenir l'Iran d'obtenir l'arme nucléaire est vital à l'intérêt national américain (AIPAC, 2012c).

Dans son entreprise, le lobby œuvre activement à alimenter une représentation des États-Unis liée viscéralement à Israël. Comme déclarait le président Obama : « *AIPAC's work continually nurtures this bond* » (Obama, 2012b). Il en va de même pour l'appui bipartisan, élément central de l'imaginaire sécuritaire américain présenté par l'AIPAC. Pour l'organisation qui se qualifie elle aussi comme bipartisane (AIPAC, 2012c), ce sentiment unanime de l'horizon politique américain est

représenté comme naturel et allant de soi étant donné les idées communes sur lesquelles la relation israélo-américaine est basée. L'historique bipartisan est constamment souligné à la conférence annuelle du groupe. Comme le faisait remarquer Susan Rice à l'auditoire pro-israélien en mars 2015, le lobby a construit un support bipartisan ininterrompu depuis la présidence d'Harry Truman (Rice, 2015b). Bien qu'il soit difficile de déterminer dans quelle mesure l'organisation est responsable de ce consensus à l'égard Israël, le président d'AIPAC abonde dans le même sens que la conseillère à la sécurité nationale des États-Unis quant au rôle de l'organisation à cet appui bipartisan :

We [AIPAC] created a broad spectrum with those on the liberal left and those on the conservative right are able to come together in support of this issue. The success of this strategy was on full display at the State of the Union Address last month. Do you remember this? There were only two moments when the entire Congress stood and sustained their applause. One was when the President highlighted the heroism of American soldier Cory Remsburg. The other was when the President described Israel as a Jewish State that knows American will always be at his side. (Cohen, 2014)

3.3 Conclusion

Les termes dans lesquels le lobby AIPAC représente l'imaginaire sécuritaire américain construisent l'Iran et son programme nucléaire comme une menace existentielle. Dès lors, le discours du lobby ferme également l'espace à la négociation ; une approche coercitive demeurant la seule option viable pour le groupe pro-israélien. Somme toute, cet exercice visait à exposer comment une représentation différente de l'imaginaire sécuritaire mène à une définition distincte des préférences de politique.

CONCLUSION

« Constructivism is no shortcut. » (Hopf, 1998, p. 198)

En conclusion, nous considérons avoir offert une compréhension des mécanismes de constructions de représentations qui sous-tendent le discours de politique étrangère américaine et de leurs possibles implications sur les préférences et les choix dans la direction de celle-ci. Plus précisément, par l'entremise d'une approche constructiviste critique, notre mémoire avait pour objectif de décrire en quels termes l'administration Obama et l'AIPAC offrent des conceptions distinctes de l'imaginaire sécuritaire américain. Parallèlement, nous avons examiné comment ces différentes représentations de Soi et de l'Autre ouvrent ou ferment l'espace pour le dialogue dans le règlement de la question du programme nucléaire iranien.

Partant des quatre composantes du concept d'imaginaire sécuritaire, soit la caractérisation du contexte, l'identification de la menace, l'autoreprésentation et la représentation de l'ennemi, les chapitres II et III ont discuté en quels termes la Maison-Blanche représente l'imaginaire sécuritaire américain. Ainsi, nous avons démontré comment, dans un contexte de situation économique précaire et empêtrée dans deux longues guerres, l'administration Obama fait de la prolifération et du terrorisme nucléaires les nouvelles menaces prioritaires ; dangers incarnés principalement par l'Iran (chapitre II). Face à cette nouvelle conjoncture économique et sécuritaire, le président Obama et les autres représentants de la politique étrangère américaine dépeignent l'Amérique comme un leader et un exemple au sein de la communauté des nations notamment en matière de non-prolifération nucléaire. Obama et son équipe soulignent alors la nature internationaliste des États-Unis qui se traduit par son multilatéralisme, le respect de ses engagements internationaux et le règlement pacifique des différends (chapitre III). Face à cette représentation de Soi, la

Maison-Blanche trace le portrait de l'Autre, l'Iran, en opposition à l'internationalisme américain. Ainsi, la République islamique cherche à éviter ses responsabilités à l'égard du régime de non-prolifération nucléaire en poursuivant son programme nucléaire illicite. Nous avons argumenté que cette représentation désécuritise partiellement la menace iranienne (chapitre III). Enfin, en définissant l'imaginaire sécuritaire américain en ces termes, l'administration Obama invalide l'option de la guerre et ouvre un espace à la négociation dans le règlement de l'enjeu du nucléaire iranien (chapitre III).

Dans le chapitre IV, nous avons démontré en quels termes AIPAC représente l'imaginaire sécuritaire américain. Il appert selon nous que cette construction discursive cherche à fermer l'espace à la négociation sur l'enjeu du nucléaire iranien. Les États-Unis sont donc représentés comme partageant les mêmes valeurs et aspirations que le peuple israélien ; au point où les intérêts et les menaces de l'Amérique deviennent indiscernables de ceux d'Israël. Dans un contexte caractérisé par l'état d'urgence permanent, elle doit donc faire face à une menace existentielle : la possibilité d'un Iran nucléarisé. Ce danger, également identifié par la Maison-Blanche d'Obama, est cependant plus préoccupant, puisqu'il est incarné par un « régime » iranien décrit comme « hors-la-loi » et « terroriste » et agissant de mauvaise foi en poursuivant des ambitions hégémoniques au Moyen-Orient. Selon le lobby pro-israélien, le président iranien élu en 2013, Hassan Rouhani, n'est pas un modéré et ne change en rien la politique nucléaire de l'Iran. Finalement, les négociations ne sont qu'un moyen de diviser la coalition du P5+1 et hâter l'avancement de son programme nucléaire. L'option du dialogue ayant failli, l'augmentation des pressions à l'endroit de l'Iran est la seule approche envisageable pour contrer ses ambitions nucléaires.

La co-constitution des identités et des intérêts

Un autre élément développer en filigrane de ce mémoire est le concept constructiviste critique de la co-constitution des identités et des intérêts. Ce postulat brise avec celui d'une compréhension causale de l'identité qui engendre les intérêts. En effet, pour le père du constructivisme en relations internationales, Alexander Wendt, les intérêts émergents de l'identité. L'argument soutenu dans ce mémoire s'aligne toutefois sur la théorie de Bill McSweeney selon laquelle la transformation de l'identité nécessite un changement dans les intérêts ou préférences de l'agent (McSweeney, 1999, p. 126-127).

Ainsi, il nous appert que les représentations de l'imaginaire sécuritaire américain par l'administration Obama et l'AIPAC soient en partie les résultantes des intérêts propre aux deux agents. Dans le cas de la Maison Blanche, la volonté d'éviter de s'empêtrer dans une nouvelle guerre et la conjoncture économique difficile sont des facteurs – parmi d'autres – qui, selon nous, ont pu influencer un changement dans la posture identitaire des États-Unis sous Obama par rapport à celle de l'administration précédente. De façon similaire, le désir d'assurer un appui américain à la sécurité d'Israël guide nécessairement la représentation des États-Unis par le lobby AIPAC.

McSweeney rappelle également que la variété de nos intérêts aussi peut nous pousser à réinventer l'identité juste aux autres (McSweeney, 1999, p. 127). Ainsi, il a été soulevé au cours de ce mémoire que les préférences propres aux deux groupes auxquels nous nous sommes intéressés ont incliné ceux-ci vers des caractérisations bien différentes de l'État iranien.

BIBLIOGRAPHIE

- Abelson, D. E. (2013). L'étude des lobbies et des think tanks. Dans C.-P. David (dir.), *Théories de la politique étrangère : Auteurs, concepts et approches* (Les Presses de l'Université de Montréal, p. 319-350). [s.l.] : [s.n.].
- AIPAC. (2010a, 7 février). *AIPAC Applauds Signing of Landmark Iran Sanctions Legislation*. *aipac.org*. Récupéré le 24 juin 2016 de <http://www.aipac.org/-/media/publications/policy-and-politics/press/aipac-statements/2010/07/iransanctionsrelease070210.pdf>
- AIPAC. (2010b, 7 juin). *AIPAC Applauds U.S.-Israel Ties*. *aipac.org*. Récupéré le 24 juin 2016 de http://www.aipac.org/-/media/publications/policy-and-politics/press/aipac-statements/2010/07/aipac_applauds_obama_netanyahu_mtg_7_6_10.pdf
- AIPAC. (2010c, 24 juin). *AIPAC Applauds Passage of Toughest Ever Iran Sanctions*. *aipac.org*. Récupéré le 24 juin 2016 de http://www.aipac.org/-/media/publications/policy-and-politics/press/aipac-statements/2010/06/aipac_applauds_major_iran_sanctions_6_24_10.pdf
- AIPAC. (2010d, 9 juillet). *AIPAC Commends First Ever U.S. Treasury Banking Designation Under Iran Sanctions Legislation*. *aipac.org*. Récupéré le 24 juin 2016 de <http://www.aipac.org/-/media/publications/policy-and-politics/press/aipac-statements/2010/09/pressreleasetreasurysanctionsbank.pdf>
- AIPAC. (2010e, octobre). *The Iranian Nuclear Threat*. *aipac.org*. Récupéré le 24 juin 2016 de http://www.aipac.org/-/media/publications/policy-and-politics/aipac-analyses/issue-memos/2010/10/iranian_nuclear_threat.pdf
- AIPAC. (2012a, juin). *Iran Doesn't Share Our Values: Democracy and Human Rights*. *aipac.org*. Récupéré le 24 juin 2016 de <http://www.aipac.org/-/media/publications/policy-and-politics/aipac-analyses/issue-memos/2012/06/democratic-values.pdf>
- AIPAC. (2012b, juin). *Iran's Leaders See America as the Enemy*. *aipac.org*. Récupéré le 24 juin 2016 de <http://www.aipac.org/-/media/publications/policy-and-politics/aipac-analyses/issue-memos/2012/06/iran-leaders-see-america-as-the-enemy.pdf>
- AIPAC. (2012c, 23 septembre). *Senate Sends Bipartisan Message on Preventing Iranian Nuclear Weapons Capability*. *aipac.org*. Récupéré le 24 juin 2016 de <http://www.aipac.org/learn/resources/aipac->

publications/publication?pubpath=PolicyPolitics/Press/AIPAC%20Statements/2012/09/Senate%20Sends%20Bipartisan%20Message%20on%20Preventing%20Iranian%20Nuclear%20Weapons%20Capability

AIPAC. (2013a, 22 mars). *AIPAC Salutes President Obama's Historic Trip to Israel*. *aipac.org*. Récupéré le 24 juin 2016 de <http://www.aipac.org/learn/resources/aipac-publications/publication?pubpath=PolicyPolitics/Press/AIPAC%20Statements/2013/03/AIPAC%20Salutes%20President%20Obamas%20Historic%20Trip%20to%20Israel>

AIPAC. (2013b, 18 juillet). *After election, U.S. Must Judge Iran by Its Action*. *aipac.org*. Récupéré le 24 juin 2016 de <http://www.aipac.org/-/media/publications/policy-and-politics/aipac-analyses/issue-memos/2013/06/memoelection.pdf>

AIPAC. (2013c, 2 novembre). *New Sanctions Must Be Enforced*. *aipac.org*. Récupéré le 24 juin 2016 de <http://www.aipac.org/-/media/publications/policy-and-politics/aipac-analyses/issue-memos/2013/aipac-memo-new-sanctions-must-be-enforced.pdf>

AIPAC. (2014a, 28 avril). *AIPAC Statement on Kerry's Reported Remarks*. *aipac.org*. Récupéré le 24 juin 2016 de <http://www.aipac.org/learn/resources/aipac-publications/publication?pubpath=PolicyPolitics/Press/AIPAC%20Statements/2014/04/AIPAC%20Statement%20on%20Kerrys%20Reported%20Remarks>

AIPAC. (2014b, mai). *The Danger of a Short Iranian Breakout Time*. *aipac.org*. Récupéré le 24 juin 2016 de <http://www.aipac.org/-/media/publications/policy-and-politics/aipac-analyses/issue-memos/2014/the-danger-of-a-short-iranian-breakout-time.ashx>

AIPAC. (2014c, 21 juillet). *AIPAC Statement on Extension of Iran Nuclear Talks*. *aipac.org*. Récupéré le 24 juin 2016 de <http://www.aipac.org/learn/resources/aipac-publications/publication?pubpath=PolicyPolitics/Press/AIPAC%20Statements/2014/07/AIPAC%20Statement%20on%20Extension%20of%20Iran%20Nuclear%20Talks>

AIPAC. (2015a). *The Iranian Threat*. *aipac.org*. Récupéré le 24 juin 2016 de <http://www.aipac.org/-/media/publications/policy-and-politics/aipac-analyses/issue-memos/2015/the-iranian-threat.pdf>

- AIPAC. (2015b, 25 juin). *Consequences of Falling Short*. *aipac.org*. Récupéré le 24 juin 2016 de <http://www.aipac.org/-/media/publications/policy-and-politics/aipac-analyses/issue-memos/2015/consequencesoffallingshort.pdf>
- AIPAC. (2015c, 31 août). *Iran's Bad Faith Behavior*. *aipac.org*. Récupéré le 24 juin 2016 de <http://www.aipac.org/-/media/publications/policy-and-politics/aipac-analyses/issue-memos/2015/iransbadfaithbehavior3.pdf>
- AIPAC. (2015d, 9 septembre). *Iran's Bad Behavior*. *aipac.org*. Récupéré le 24 juin 2016 de <http://www.aipac.org/-/media/publications/policy-and-politics/aipac-analyses/issue-memos/2015/iransbadbehavior4.pdf>
- AIPAC. (2015e, 9 octobre). *Bipartisan Senate Majority Rejects Iran Nuclear Deal*. *aipac.org*. Récupéré le 24 juin 2016 de <http://www.aipac.org/learn/resources/aipac-publications/publication?pubpath=PolicyPolitics/Press/AIPAC%20Statements/2015/09/Bipartisan%20Senate%20Majority%20Rejects%20Iran%20Nuclear%20Deal>
- AIPAC. (2016a, 3 janvier). *Iran in Focus: Iran's Elections Did Not Signify Reform*. *aipac.org*. Récupéré le 24 juin 2016 de <http://www.aipac.org/-/media/publications/policy-and-politics/aipac-analyses/issue-memos/2016/iranelections.pdf>
- AIPAC. (2016b, février). *Mounting Threats to Israel: Iran*. *aipac.org*. Récupéré le 24 juin 2016 de <http://www.aipac.org/-/media/publications/policy-and-politics/aipac-analyses/issue-memos/2016/mountingthreatstoisraeliran.pdf>
- AIPAC. (2016c, 2 mars). *Iran Steps Up Malign Activities*. *aipac.org*. Récupéré le 24 juin 2016 de <http://www.aipac.org/-/media/publications/policy-and-politics/aipac-analyses/issue-memos/2016/iranstepsupmalignbehavior.pdf>
- AIPAC. (s.d.-a). *AIPAC - The American Israel Public Affairs Committee*. *aipac.org*. Récupéré le 24 juin 2016 de <http://www.aipac.org/>
- AIPAC. (s.d.-b). *Iran*. *aipac.org*. Récupéré le 24 juin 2016 de <http://www.aipac.org/learn/issues/issue-display?issueid=%7B1A989C8D-72FF-41B7-9A4B-02067A73CAD3%7D>
- AIPAC. (s.d.-c). *Our Mission*. *AIPAC: America's Pro-Israel Lobby*. Récupéré le 19 avril 2016 de <http://www.aipac.org/about/mission>
- AIPAC. (s.d.-d). *What is Policy Conference?* *policyconference.org*. Récupéré le 4 février 2016 de <http://www.policyconference.org>

- Akbarzadeh, S. (2011). Democracy Promotion versus Engagement with Iran. *Journal of Contemporary Asia*, 41(3), 470-482.
<http://dx.doi.org/10.1080/00472336.2011.582716>
- Althusser, L. (1968). *Lenin and philosophy, and other essays*. New York : Monthly Review Press.
- Baker, P. (2010, 16 novembre). G.O.P. Opposition Dims Hope for Arms Treaty With Russia. *The New York Times*. Récupéré de <http://www.nytimes.com/2010/11/17/world/europe/17start.html>
- Beeman, W. O. (2003). Iran and the United States: Postmodern Culture Conflict in Action. *Anthropological Quarterly*, 76(4), 671-691.
- Behraves, M. (2011). A Crisis of Confidence Revisited: Iran-West Tensions and Mutual Demonization. *Asian Politics & Policy*, 3(3), 327-347.
- Biden, J. (2009a, 7 février). *Remarks by Vice President Biden at 45th Munich Conference on Security Policy*. *whitehouse.gov*. Récupéré le 4 avril 2016 de <https://www.whitehouse.gov/the-press-office/remarks-vice-president-biden-45th-munich-conference-security-policy>
- Biden, J. (2009b, 5 mai). *Remarks By The Vice President At The Annual Policy Conference Of The American Israel Public Affairs Committee*. *whitehouse.gov*. Récupéré le 4 avril 2016 de <https://www.whitehouse.gov/the-press-office/remarks-vice-president-annual-policy-conference-american-israel-public-affairs-comm>
- Biden, J. (2010a, 9 mars). *Remarks by Vice President Biden and Prime Minister Netanyahu in a Joint Statement to the Press*. *whitehouse.gov*. Récupéré le 4 avril 2016 de <https://www.whitehouse.gov/the-press-office/remarks-vice-president-biden-and-prime-minister-netanyahu-a-joint-statement-press>
- Biden, J. (2010b, 11 mars). *Remarks by Vice President Biden: The Enduring Partnership Between the United States and Israel*. *whitehouse.gov*. Récupéré le 4 avril 2016 de <https://www.whitehouse.gov/the-press-office/remarks-vice-president-biden-enduring-partnership-between-united-states-and-israel>
- Biden, J. (2010c, 7 novembre). *Remarks by the Vice President to the Jewish Federations of North America General Assembly*. *whitehouse.gov*. Récupéré le 4 avril 2016 de <https://www.whitehouse.gov/the-press-office/2010/11/07/remarks-vice-president-jewish-federations-north-america-general-assembly>

- Biden, J. (2013, 4 mars). *Remarks by the Vice President to the AIPAC Policy Conference*. *whitehouse.gov*. Récupéré le 8 avril 2016 de <https://www.whitehouse.gov/the-press-office/2013/03/04/remarks-vice-president-aipac-policy-conference>
- Biden, J. (2015, 23 avril). *Remarks by Vice President Joe Biden the 67th Annual Israeli Independence Day Celebration*. *whitehouse.gov*. Récupéré le 3 mai 2016 de <https://www.whitehouse.gov/the-press-office/2015/04/23/remarks-vice-president-joe-biden-67th-annual-israeli-independence-day-ce>
- Bolton, J. R. (2015, 26 mars). To Stop Iran's Bomb, Bomb Iran. *The New York Times*. Récupéré de <http://www.nytimes.com/2015/03/26/opinion/to-stop-irans-bomb-bomb-iran.html>
- Brennan, J. O. (2009, 6 août). *Remarks by John Brennan at the Center for Strategic and International Studies*. *whitehouse.gov*. Récupéré le 4 avril 2016 de <https://www.whitehouse.gov/the-press-office/remarks-john-brennan-center-strategic-and-international-studies>
- Brennan, J. O. (2011, 29 juin). *Remarks of John O. Brennan, Assistant to the President for Homeland Security and Counterterrorism, on Ensuring al-Qa'ida's Demise -- As Prepared for Delivery*. *whitehouse.gov*. Récupéré le 30 avril 2016 de <https://www.whitehouse.gov/the-press-office/2011/06/29/remarks-john-o-brennan-assistant-president-homeland-security-and-counter>
- Broad, W. J. et Peçanha, S. (2015, 31 mars). The Iran Nuclear Deal – A Simple Guide. *The New York Times*. Récupéré de <http://www.nytimes.com/interactive/2015/03/31/world/middleeast/simple-guide-nuclear-talks-iran-us.html>
- Bush, G. W. (2002a, 29 janvier). *President Delivers State of the Union Address*. *THE Withe House: President George W. Bush*. Récupéré le 19 avril 2016 de <http://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2002/01/20020129-11.html>
- Bush, G. W. (2002b, 11 septembre). Securing Freedom's Triumph. *The New York Times*. Récupéré de <http://www.nytimes.com/2002/09/11/opinion/securing-freedom-s-triumph.html>
- Buzan, B., Wæver, O. et Wilde, J. D. (1998). *Security: A New Framework For Analysis*. [s.l.] : Lynne Rienner Publishers.

- Calmes, J. et Landler, M. (2012, 3 juin). Obama Scolds G.O.P. Critics of Iran Policy. *The New York Times*. Récupéré de http://www.nytimes.com/2012/03/07/world/middleeast/obama-rebukes-gop-critics-of-his-iran-policy.html?rref=collection%2Ftimestopic%2FAmerican%20Israel%20Public%20Affairs%20Committee%20%28AIPAC%29&action=click&contentCollection=timestopics®ion=stream&module=stream_unit&version=latest&contentPlacement=46&pgtype=collection&_r=0
- Campbell, D. (1992). *Writing Security: United States Foreign Policy and the Politics of Identity*. [s.l.] : U of Minnesota Press.
- Clinton, H. (2010, 22 mars). Hillary Clinton's AIPAC speech: The video, the transcript. *Jewish Telegraphic Agency*. Récupéré de <http://www.jta.org/2010/03/22/news-opinion/the-telegraph/hillary-clintons-aipac-speech-the-video-the-transcript>
- Cohen, R. (2014, mars). *AIPAC President Bob Cohen*. *aipac.org*. Récupéré le 24 juin 2016 de <http://www.aipac.org/act/attend-events/policy-conference/videos/2014/speeches/cohen>
- Cornyn, J. (2013, 3 avril). *Senate Republican Whip John Cornyn*. *aipac.org*. Récupéré le 24 juin 2016 de <http://www.aipac.org/act/attend-events/policy-conference/videos/2013/speeches/cornyn>
- D'Aoust, A.-M., Grondin, D. et MacLeod, A. (2010). Les études de sécurité. Dans A. MacLeod et D. O'Meara (dir.), *Théories des relations internationales : Contestations et résistances* (2e éd., p. 461-488). Outremont : Athéna éditions.
- David, C.-P., Balthazar, L. et Vaïsse, J. (2008). *La politique étrangère des États-Unis : Fondements, acteurs, formulation* (2e édition revue et augmentée). Paris : Presse de Sciences Po.
- Dawson, J. (2011). *A Constructivism Approach to the US-Iranian Nuclear Problem* (Mémoire). University of Calgary.
- De Tocqueville, A. (1840). *De l'usage que les Américains font de l'association dans la vie civil, Deuxième Partie, Tome II*. Bruxelles : Société Belge de librairie.
- Donnellan, R. J. (2013). *The Option on the Table: Obama's Rhetoric and the Case for Military Conflict with Iran* (Mémoire de maîtrise). Western Carolina University.

- Edelman, E. S., Krepinevich, A. F. et Montgomery, E. B. (2011). The Dangers of a Nuclear Iran: The Limits of Containment. *Foreign Affairs*, 90(1), 66-81.
- Elliott, K. A. (2013, 4 novembre). Smooth Talking: The Case for Easing Sanctions on Iran. *Foreign Affairs*. Récupéré de <http://www.foreignaffairs.com/articles/140239/kimberly-ann-elliott/smooth-talking>
- Erdbrink, T. (2011, 14 février). Anti-government protests spread to Iran. *The Washington Post*. Récupéré de <http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2011/02/14/AR2011021400848.html>
- Flon, M. (2008). *Les enjeux identitaires et sécuritaires de la mission du Canada en Afghanistan*. Mémoire de maîtrise. Université du Québec à Montréal. Récupéré le 17 novembre 2016 de <http://www.archipel.uqam.ca/1074/>
- Gagnon, F. et Mascotto, G. (2010). Le néoconservatisme. Dans A. Macleod et D. O'Meara (dir.), *Théories des relations internationales : Contestations et résistances* (2e éd., p. 177-194). Outremont : Athéna éditions.
- Gallup. (2011, 22 mars). *Americans Approve of Military Action Against Libya, 47% to 37%*. *Gallup.com*. Récupéré le 5 avril 2016 de <http://www.gallup.com/poll/146738/Americans-Approve-Military-Action-Against-Libya.aspx>
- Gans, J. A. (2011, 21 novembre). American Exceptionalism and the Politics of Foreign Policy. *The Atlantic*. Récupéré de <http://www.theatlantic.com/international/archive/2011/11/american-exceptionalism-and-the-politics-of-foreign-policy/248779/>
- Gerecht, R. M. (2010, 14 juin). Iran's Revolution Enters Year 2. *The New York Times*. Récupéré de <http://www.nytimes.com/2010/06/15/opinion/15gerecht.html>
- Goulet-Cloutier, C. (2010). *Bush et l'évangélisme de la peur : l'Iran, « grand satan » dans la croisade contre la terreur* (Mémoire accepté). Récupéré de <http://www.archipel.uqam.ca/2839/>
- Grunwald, M. (2016, janvier). *Obama's Policy Legacy: The Nation He Built - POLITICO Magazine*. *politico.com*. Récupéré le 22 avril 2016 de <http://www.politico.com/magazine/story/2016/01/obama-biggest-achievements-213487>

- Guerlain, P. (2011). The Israel lobby, American democracy and foreign perceptions of the USA. *Journal of Public Affairs*, 11(4), 372-381. <http://dx.doi.org/10.1002/pa.387>
- Hopf, T. (1998). The Promise of Constructivism in International Relations Theory. *International Security*, 23(1), 171-200. <http://dx.doi.org/10.1162/isec.23.1.171>
- Izadi, F. et Saghaye-Biria, H. (2007). A Discourse Analysis of Elite American Newspaper Editorials: The Case of Iran's Nuclear Program. *Journal of Communication Inquiry*, 31(2), 140-165. <http://dx.doi.org/10.1177/0196859906298073>
- Jahedi, M. et Abdullah, F. S. (2012). The Ideological Construction of Iran in The NYT. *Australian Journal of Linguistics*, 32(3), 361-381. <http://dx.doi.org/10.1080/07268602.2012.705579>
- Jervis, R. (2013). Getting to Yes with Iran: The Challenges of Coercive Diplomacy. *Foreign Affairs*, 92(1), 105-115.
- Jones, J. L. (2009, 8 février). *Remarks by National Security Adviser Jones at 45th Munich Conference on Security Policy. Council on Foreign Relations*. Récupéré le 4 avril 2016 de <http://www.cfr.org/world/remarks-national-security-adviser-jones-45th-munich-conference-security-policy/p18515>
- Kahl, C. H. (2013). Iran and the Bomb: Would a Nuclear Iran Make the Middle East More Secure? *Foreign Affairs*, 91(5), 157-162.
- Kampeas, R. (2013, 12 août). Despite Netanyahu's pleas, top House Dems open to testing Iran's new leader. *Jewish Telegraphic Agency*. Récupéré de <http://www.jta.org/2013/08/12/news-opinion/politics/in-dc-a-willingness-despite-netanyahu-to-listen-to-rohani>
- Klotz, A. et Lynch, C. (2007). *Strategies for Research in Constructivist International Relations*. [s.l.] : M.E. Sharpe.
- Kroenig, M. (2012). Time to Attack Iran: Why a Strike Is the Least Bad Option. *Foreign Affairs*, 91(1), 76-86.
- Landau, E. B. (2012). When Neorealism Meets the Middle East: Iran's Pursuit of Nuclear Weapons in (Regional) Context. *Strategic Assessment*, 14(3), 27-37.

- Landler, M. (2012a, 3 mars). Israel's Backers in Aipac Press Obama to Harden Iran Policy. *The New York Times*. Récupéré de <http://www.nytimes.com/2012/03/04/world/middleeast/israels-backers-in-aipac-press-obama-to-harden-iran-policy.html>
- Landler, M. (2012b, 5 mars). Obama Urges Netanyahu to Use Diplomacy, Not Arms, to Check Iran. *The New York Times*. Récupéré de <http://www.nytimes.com/2012/03/06/world/middleeast/obama-cites-window-for-diplomacy-on-iran-bomb.html>
- Lewis, N. A. (2008, 24 avril). U.S. Jews get a new voice in Washington. *The New York Times*. Récupéré de <http://www.nytimes.com/2008/04/24/world/americas/24iht-lobby.4.12320195.html?mtrref=undefined&gwh=FCE2E8D7A50E9ECEC6878E9013C446E4&gwt=pay>
- Lieber, K. A. et Press, D. G. (2013). Why States Won't Give Nuclear Weapons to Terrorists. *International Security*, 38(1), 80-104.
- Lipset, S. M. (1997). *American exceptionalism: A double-edge sword*. New York : WW Norton & Company. Récupéré de https://scholar.google.ca/scholar?hl=en&as_sdt=0,5&q=lipset+american+exceptionalism
- Macleod, A. (2010). Émergence d'un paradigme hégémonique. Dans A. Macleod et D. O'Meara (dir.), *Théories des relations internationales : Contestations et résistances* (2e éd., p. 19-36). Outremont : Athéna éditions.
- Macleod, A. et O'Meara, D. (2010). Qu'est-ce qu'une théorie des relations internationales? Dans A. Macleod et D. O'Meara (dir.), *Théories des relations internationales : Contestations et résistances* (2e éd., p. 1-18). Outremont : Athéna éditions.
- Madison, J. (1787). *The Federalist Papers No. 10. The Avalon Project*. Récupéré le 24 janvier 2016 de http://avalon.law.yale.edu/18th_century/fed10.asp
- McDonald, M. (2008). Constructivisms. Dans P. D. Williams (dir.), *Security Studies : An Introduction* (2e éd., p. 63-76). New York : Routledge.
- McSweeney, B. (1999). *Security, Identity and Interests: A Sociology of International Relations*. Cambridge : Cambridge University Press.

- Mearsheimer, J. J. et Walt, S. M. (2006). The Israel Lobby and U.S. Foreign Policy. *Middle East Policy*, 13(3), 29-87. <http://dx.doi.org/10.1111/j.1475-4967.2006.00260.x>
- Menendez, R. (2013, 3 mai). *Chairman Menendez Delivers Remarks to AIPAC Policy Conference*. menendez.senate.gov. Récupéré le 24 juin 2016 de <https://www.menendez.senate.gov/news-and-events/press/-chairman-menendez-delivers-remarks-to-aipac-policy-conference>
- Muppidi, H. (1999). Postcoloniality and the Production of International Insecurity: The Persistent Puzzle of U.S.-India Relations. Dans J. Weldes, M. Laffey, H. Gusterson, et R. Duvall (dir.), *Cultures of Insecurity: States, Communities, and the Production of Danger* (p. 119-146). Minneapolis : University of Minnesota Press.
- Netanyahu, B. (2010, 22 mars). *Benjamin Netanyahu - AIPAC 2010 Speech*. americanrhetoric.com. Récupéré le 24 juin 2016 de <http://www.americanrhetoric.com/speeches/benjaminnetanyahuaipacconference.htm>
- Netanyahu, B. (2012, 3 juin). Netanyahu's speech at AIPAC (full text). *The Times of Israel*. Récupéré de <http://www.timesofisrael.com/netanyahus-speech-at-aipac-full-text/>
- Netanyahu, B. (2014, 4 mars). Netanyahu's AIPAC Speech: The Full Transcript. *Haaretz*. Récupéré de <http://www.haaretz.com/israel-news/1.577920>
- Netanyahu, B. (2015, 3 février). *Full text of PM Netanyahu's speech to AIPAC*. jpost.com. Récupéré le 24 juin 2016 de <http://www.jpost.com/Israel-News/Politics-And-Diplomacy/Full-text-of-PM-Netanyahus-speech-to-AIPAC-392701>
- Newhouse, J. (2009). Diplomacy, Inc.: The Influence of Lobbies on U.S. Foreign Policy. *Foreign Affairs*, 88(3), 73-92.
- Obama, B. (2009a, 21 janvier). *President Barack Obama's Inaugural Address*. whitehouse.gov. Récupéré le 3 avril 2016 de <https://www.whitehouse.gov/the-press-office/2009/01/21/president-barack-obamas-inaugural-address>
- Obama, B. (2009b, 9 février). *Press Conference by the President*. whitehouse.gov. Récupéré le 3 mai 2016 de <https://www.whitehouse.gov/the-press-office/2009/02/09/press-conference-president>

- Obama, B. (2009c, 27 février). *Remarks of President Barack Obama - Responsibly Ending the War in Iraq*. *whitehouse.gov*. Récupéré le 28 avril 2016 de <https://www.whitehouse.gov/the-press-office/remarks-president-barack-obama-ndash-responsibly-ending-war-iraq>
- Obama, B. (2009d, 20 mars). *Videotaped Remarks by The President in Celebration of Nowruz*. *whitehouse.gov*. Récupéré le 24 mai 2016 de <https://www.whitehouse.gov/the-press-office/videotaped-remarks-president-celebration-nowruz>
- Obama, B. (2009e, 27 mars). *Remarks by the President on a New Strategy for Afghanistan and Pakistan*. *whitehouse.gov*. Récupéré le 4 avril 2016 de <https://www.whitehouse.gov/the-press-office/remarks-president-a-new-strategy-afghanistan-and-pakistan>
- Obama, B. (2009f, 4 avril). *News Conference By President Obama*. *whitehouse.gov*. Récupéré le 23 avril 2016 de <https://www.whitehouse.gov/the-press-office/news-conference-president-obama-4042009>
- Obama, B. (2009g, 6 avril). *Remarks By President Obama To The Turkish Parliament*. *whitehouse.gov*. Récupéré le 22 avril 2016 de <https://www.whitehouse.gov/the-press-office/remarks-president-obama-turkish-parliament>
- Obama, B. (2009h, 18 mai). *Remarks by President Obama and Israeli Prime Minister Netanyahu in press availability*. *whitehouse.gov*. Récupéré le 4 avril 2016 de <https://www.whitehouse.gov/the-press-office/remarks-president-obama-and-israeli-prime-minister-netanyahu-press-availability>
- Obama, B. (2009i, 19 mai). *Remarks by the President after meeting with Shultz, Kissinger, Nunn and Perry to discuss Key Priorities in U.S. Non-Proliferation Policy*. *whitehouse.gov*. Récupéré le 4 avril 2016 de <https://www.whitehouse.gov/the-press-office/remarks-president-after-meeting-with-shultz-kissinger-nunn-and-perry-discuss-key-pr>
- Obama, B. (2009j, 21 mai). *Remarks by the President On National Security*. *whitehouse.gov*. Récupéré le 4 avril 2016 de <https://www.whitehouse.gov/the-press-office/remarks-president-national-security-5-21-09>
- Obama, B. (2009k, 4 juin). *Remarks by the President at Cairo University*. *whitehouse.gov*. Récupéré le 4 avril 2016 de <https://www.whitehouse.gov/the-press-office/remarks-president-cairo-university-6-04-09>

- Obama, B. (2009l, 21 août). *Remarks of President Barack Obama in Ramadan Message.* whitehouse.gov. Récupéré le 24 mai 2016 de <https://www.whitehouse.gov/the-press-office/remarks-president-barack-obama-ramadan-message>
- Obama, B. (2009m, 23 septembre). *Remarks by President Obama and President Medvedev of Russia after bilateral meeting.* whitehouse.gov. Récupéré le 3 mai 2016 de <https://www.whitehouse.gov/the-press-office/remarks-president-obama-and-president-medvedev-russia-after-bilateral-meeting>
- Obama, B. (2009n, 23 septembre). *Remarks by the President to the United Nations General Assembly.* whitehouse.gov. Récupéré le 4 avril 2016 de <https://www.whitehouse.gov/the-press-office/remarks-president-united-nations-general-assembly>
- Obama, B. (2009o, 24 septembre). *Remarks By The President At the UN Security Council Summit On Nuclear Non Proliferation And Nuclear Disarmament.* whitehouse.gov. Récupéré le 4 avril 2016 de <https://www.whitehouse.gov/the-press-office/remarks-president-un-security-council-summit-nuclear-non-proliferation-and-nuclear->
- Obama, B. (2009p, 25 septembre). *Remarks by the President at G20 Closing Press Conference.* whitehouse.gov. Récupéré le 4 avril 2016 de <https://www.whitehouse.gov/the-press-office/remarks-president-g20-closing-press-conference>
- Obama, B. (2009q, 25 septembre). *Statements By President Obama French President Sarkozy And British Prime Minister Brown On Iranian Nuclear Facility.* whitehouse.gov. Récupéré le 4 avril 2016 de <https://www.whitehouse.gov/the-press-office/2009/09/25/statements-president-obama-french-president-sarkozy-and-british-prime-mi>
- Obama, B. (2009r, 26 septembre). *Weekly Address: President Affirms Commitment to International Cooperation in Strengthening Economy and Stopping Nuclear Proliferation.* whitehouse.gov. Récupéré le 4 avril 2016 de <https://www.whitehouse.gov/the-press-office/weekly-address-president-affirms-commitment-international-cooperation-strengthening>
- Obama, B. (2009s, 1 octobre). *Remarks by the President on the meeting of the P5 plus 1 regarding Iran.* whitehouse.gov. Récupéré le 3 mai 2016 de <https://www.whitehouse.gov/the-press-office/remarks-president-meeting-p5-plus-1-regarding-iran>

- Obama, B. (2009t, 9 octobre). *Remarks by the President on Winning the Nobel Peace Prize.* [whitehouse.gov](http://www.whitehouse.gov). Récupéré le 4 avril 2016 de <https://www.whitehouse.gov/the-press-office/remarks-president-winning-nobel-peace-prize>
- Obama, B. (2009u, 1 décembre). *Remarks by the President in Address to the Nation on the Way Forward in Afghanistan and Pakistan.* [whitehouse.gov](http://www.whitehouse.gov). Récupéré le 4 avril 2016 de <https://www.whitehouse.gov/the-press-office/remarks-president-address-nation-way-forward-afghanistan-and-pakistan>
- Obama, B. (2009v, 10 décembre). *Remarks by the President at the Acceptance of the Nobel Peace Prize.* [whitehouse.gov](http://www.whitehouse.gov). Récupéré le 4 avril 2016 de <https://www.whitehouse.gov/the-press-office/remarks-president-acceptance-nobel-peace-prize>
- Obama, B. (2010a, 27 janvier). *Remarks by the President in State of the Union Address.* [whitehouse.gov](http://www.whitehouse.gov). Récupéré le 4 avril 2016 de <https://www.whitehouse.gov/the-press-office/remarks-president-state-union-address>
- Obama, B. (2010b, 20 mars). *Remarks of President Obama Marking Nowruz.* [whitehouse.gov](http://www.whitehouse.gov). Récupéré le 5 mai 2016 de <https://www.whitehouse.gov/the-press-office/remarks-president-obama-marking-nowruz>
- Obama, B. (2010c, 26 mars). *Remarks by the President on the Announcement of New START Treaty.* [whitehouse.gov](http://www.whitehouse.gov). Récupéré le 4 avril 2016 de <https://www.whitehouse.gov/the-press-office/remarks-president-announcement-new-start-treaty>
- Obama, B. (2010d, 8 avril). *Remarks by President Obama and President Medvedev of Russia at New START Treaty Signing Ceremony and Press Conference.* [whitehouse.gov](http://www.whitehouse.gov). Récupéré le 4 avril 2016 de <https://www.whitehouse.gov/the-press-office/remarks-president-obama-and-president-medvedev-russia-new-start-treaty-signing-cere>
- Obama, B. (2010e, 13 avril). *Press Conference by the President at the Nuclear Security Summit.* [whitehouse.gov](http://www.whitehouse.gov). Récupéré le 28 avril 2016 de <https://www.whitehouse.gov/the-press-office/press-conference-president-nuclear-security-summit>
- Obama, B. (2010f, 13 avril). *Remarks by the President at the Opening Plenary Session of the Nuclear Security Summit.* [whitehouse.gov](http://www.whitehouse.gov). Récupéré le 4 avril 2016 de <https://www.whitehouse.gov/the-press-office/remarks-president-opening-plenary-session-nuclear-security-summit>

- Obama, B. (2010g, 9 juin). *Remarks by the President on United Nations Security Council Resolution on Iran Sanctions*. *whitehouse.gov*. Récupéré le 4 avril 2016 de <https://www.whitehouse.gov/the-press-office/remarks-president-united-nations-security-council-resolution-iran-sanctions>
- Obama, B. (2010h, 1 juillet). *Remarks by the President at Signing of the Iran Sanctions Act*. *whitehouse.gov*. Récupéré le 7 mai 2016 de <https://www.whitehouse.gov/the-press-office/remarks-president-signing-iran-sanctions-act>
- Obama, B. (2010i, 1 décembre). *Remarks by the President and General Colin Powell After Meeting*. *whitehouse.gov*. Récupéré le 4 avril 2016 de <https://www.whitehouse.gov/the-press-office/2010/12/01/remarks-president-and-general-colin-powell-after-meeting>
- Obama, B. (2011a, 25 janvier). *Remarks by the President in State of Union Address*. *whitehouse.gov*. Récupéré le 28 avril 2016 de <https://www.whitehouse.gov/the-press-office/2011/01/25/remarks-president-state-union-address>
- Obama, B. (2011b, 15 février). *Press Conference by the President*. *whitehouse.gov*. Récupéré le 20 mai 2016 de <https://www.whitehouse.gov/the-press-office/2011/02/15/press-conference-president>
- Obama, B. (2011c, 28 mars). *Remarks by the President in Address to the Nation on Libya*. *whitehouse.gov*. Récupéré le 30 avril 2016 de <https://www.whitehouse.gov/the-press-office/2011/03/28/remarks-president-address-nation-libya>
- Obama, B. (2011d, 19 mai). *Remarks by the President on the Middle East and North Africa*. *whitehouse.gov*. Récupéré le 20 mai 2016 de <https://www.whitehouse.gov/the-press-office/2011/05/19/remarks-president-middle-east-and-north-africa>
- Obama, B. (2011e, 22 mai). *Remarks by the President at the AIPAC Policy Conference 2011*. *whitehouse.gov*. Récupéré le 4 avril 2016 de <https://www.whitehouse.gov/the-press-office/2011/05/22/remarks-president-aipac-policy-conference-2011>
- Obama, B. (2011f, 8 décembre). *Statement by the President*. *whitehouse.gov*. Récupéré le 22 mai 2016 de <https://www.whitehouse.gov/the-press-office/2011/12/08/statement-president>

- Obama, B. (2012a, 24 janvier). *Remarks by the President in State of the Union Address.* *whitehouse.gov*. Récupéré le 3 mai 2016 de <https://www.whitehouse.gov/the-press-office/2012/01/24/remarks-president-state-union-address>
- Obama, B. (2012b, 4 mars). *Remarks by the President at AIPAC Policy Conference.* *whitehouse.gov*. Récupéré le 4 avril 2016 de <https://www.whitehouse.gov/the-press-office/2012/03/04/remarks-president-aipac-policy-conference-0>
- Obama, B. (2012c, 5 mars). *Remarks by President Obama and Prime Minister Netanyahu of Israel.* *whitehouse.gov*. Récupéré le 22 mai 2016 de <https://www.whitehouse.gov/the-press-office/2012/03/05/remarks-president-obama-and-prime-minister-netanyahu-israel>
- Obama, B. (2012d, 25 septembre). *Remarks by the President to the UN General Assembly.* *whitehouse.gov*. Récupéré le 4 avril 2016 de <https://www.whitehouse.gov/the-press-office/2012/09/25/remarks-president-un-general-assembly>
- Obama, B. (2013a, 12 janvier). *Weekly Address: Ending the War in Afghanistan and Rebuilding America.* *whitehouse.gov*. Récupéré le 4 avril 2016 de <https://www.whitehouse.gov/the-press-office/2013/01/12/weekly-address-ending-war-afghanistan-and-rebuilding-america>
- Obama, B. (2013b, 21 janvier). *Inaugural Address by President Barack Obama.* *whitehouse.gov*. Récupéré le 4 avril 2016 de <https://www.whitehouse.gov/the-press-office/2013/01/21/inaugural-address-president-barack-obama>
- Obama, B. (2013c, 12 février). *Remarks by the President in the State of the Union Address.* *whitehouse.gov*. Récupéré le 4 avril 2016 de <https://www.whitehouse.gov/the-press-office/2013/02/12/remarks-president-state-union-address>
- Obama, B. (2013d, 20 mars). *Remarks by President Obama and Prime Minister Netanyahu of Israel in Joint Press Conference.* *whitehouse.gov*. Récupéré le 22 mai 2016 de <https://www.whitehouse.gov/the-press-office/2013/03/20/remarks-president-obama-and-prime-minister-netanyahu-israel-joint-press->
- Obama, B. (2013e, 21 mars). *Remarks of President Barack Obama To the People of Israel.* *whitehouse.gov*. Récupéré le 4 avril 2016 de <https://www.whitehouse.gov/the-press-office/2013/03/21/remarks-president-barack-obama-people-israel>

- Obama, B. (2013f, 22 mars). *Remarks by President Obama and His Majesty King Abdullah II of Jordan in Joint Press Conference*. *whitehouse.gov*. Récupéré le 7 mai 2016 de <https://www.whitehouse.gov/the-press-office/2013/03/22/remarks-president-obama-and-his-majesty-king-abdullah-ii-jordan-joint-pr>
- Obama, B. (2013g, 17 juin). *Remarks by President Obama and President Putin of Russia After Bilateral Meeting*. *whitehouse.gov*. Récupéré le 23 mai 2016 de <https://www.whitehouse.gov/the-press-office/2013/06/17/remarks-president-obama-and-president-putin-russia-after-bilateral-meeti>
- Obama, B. (2013h, 24 septembre). *Remarks by President Obama in Address to the United Nations General Assembly*. *whitehouse.gov*. Récupéré le 4 avril 2016 de <https://www.whitehouse.gov/the-press-office/2013/09/24/remarks-president-obama-address-united-nations-general-assembly>
- Obama, B. (2013i, 27 septembre). *Statement by the President*. *whitehouse.gov*. Récupéré le 19 avril 2016 de <https://www.whitehouse.gov/the-press-office/2013/09/27/statement-president>
- Obama, B. (2014a, 28 janvier). *President Barack Obama's State of the Union Address*. *whitehouse.gov*. Récupéré le 4 avril 2016 de <https://www.whitehouse.gov/the-press-office/2014/01/28/president-barack-obamas-state-union-address>
- Obama, B. (2014b, 19 juin). *Remarks by the President on the Situation in Iraq*. *whitehouse.gov*. Récupéré le 4 avril 2016 de <https://www.whitehouse.gov/the-press-office/2014/06/19/remarks-president-situation-iraq>
- Obama, B. (2014c, 13 septembre). *Weekly Address: We Will Degrade and Destroy ISIL*. *whitehouse.gov*. Récupéré le 30 avril 2016 de <https://www.whitehouse.gov/the-press-office/2014/09/13/weekly-address-we-will-degrade-and-destroy-isil>
- Obama, B. (2014d, 24 septembre). *Remarks by President Obama in Address to the United Nations General Assembly*. *whitehouse.gov*. Récupéré le 7 mai 2016 de <https://www.whitehouse.gov/the-press-office/2014/09/24/remarks-president-obama-address-united-nations-general-assembly>
- Obama, B. (2014e, 27 septembre). *Weekly Address: America is Leading the World*. *whitehouse.gov*. Récupéré le 25 mai 2016 de <https://www.whitehouse.gov/the-press-office/2014/09/27/weekly-address-america-leading-world>

- Obama, B. (2014f, 1 octobre). *Remarks by President Obama and Prime Minister Netanyahu of Israel Before Bilateral Meeting*. *whitehouse.gov*. Récupéré le 4 avril 2016 de <https://www.whitehouse.gov/the-press-office/2014/10/01/remarks-president-obama-and-prime-minister-netanyahu-israel-bilateral-me>
- Obama, B. (2015a, 20 janvier). *Remarks by the President in State of the Union Address*. *whitehouse.gov*. Récupéré le 30 avril 2016 de <https://www.whitehouse.gov/the-press-office/2015/01/20/remarks-president-state-union-address-january-20-2015>
- Obama, B. (2015b, 20 janvier). *Remarks of President Barack Obama – As Prepared for Delivery State of the Union Address*. *whitehouse.gov*. Récupéré le 4 avril 2016 de <https://www.whitehouse.gov/the-press-office/2015/01/20/remarks-president-barack-obama-prepared-delivery-state-union-address>
- Obama, B. (2015c, 9 février). *Remarks by President Obama and Chancellor Merkel in Joint Press Conference*. *whitehouse.gov*. Récupéré le 4 avril 2016 de <https://www.whitehouse.gov/the-press-office/2015/02/09/remarks-president-obama-and-chancellor-merkel-joint-press-conference>
- Obama, B. (2015d, 18 février). *Remarks by the President in Closing of the Summit on Countering Violent Extremism*. *whitehouse.gov*. Récupéré le 4 mai 2016 de <https://www.whitehouse.gov/the-press-office/2015/02/18/remarks-president-closing-summit-countering-violent-extremism>
- Obama, B. (2015e, 19 mars). *Remarks by President Obama on Nowruz*. *whitehouse.gov*. Récupéré le 7 mai 2016 de <https://www.whitehouse.gov/the-press-office/2015/03/19/remarks-president-obama-nowruz>
- Obama, B. (2015f, 2 avril). *Statement by the President on the Framework to Prevent Iran from Obtaining a Nuclear Weapon*. *whitehouse.gov*. Récupéré le 4 avril 2016 de <https://www.whitehouse.gov/the-press-office/2015/04/02/statement-president-framework-prevent-iran-obtaining-nuclear-weapon>
- Obama, B. (2015g, 9 juin). *The President's Speech to the Catholic Health Association on Health Care in America*. *whitehouse.gov*. Récupéré le 23 avril 2016 de <https://www.whitehouse.gov/the-press-office/2015/06/09/presidents-speech-catholic-health-association-health-care-america>
- Obama, B. (2015h, 5 août). *Remarks by the President on the Iran Nuclear Deal*. *whitehouse.gov*. Récupéré le 4 avril 2016 de <https://www.whitehouse.gov/the-press-office/2015/08/05/remarks-president-iran-nuclear-deal>

- O'Meara, D. (2010). Le constructivisme. Dans Alex MacLeod et Dan O'Meara (dir.), *Théories des relations internationales : Contestations et résistances* (2e éd., p. 243-268). Boisbriand : Athéna Éditions.
- O'Meara, D. et Sobhee, V. (2004). Grande-Bretagne : La (re)construction d'une relation privilégiée. *Études internationales*, 35(1), 97-124.
- Onuf, N. (1998). Constructivism: A User's Manual. Dans V. Kubalkova, N. Onuf, et P. Kowert (dir.), *International Relations in a Constructed World* (p. 58-78). New York : M.E. Sharpe.
- Parasiliti, A. (2010). After Sanctions, Deter and Engage Iran. *Survival*, 52(5), 13-20. <http://dx.doi.org/10.1080/00396338.2010.522092>
- Peres, S. (2012, 3 avril). *Israeli President Shimon Peres*. *aipac.org*. Récupéré le 24 juin 2016 de <http://www.aipac.org/act/attend-events/policy-conference/videos/2012/sunday-morning-plenary/israeli-president-shimon-peres>
- Pew Research Center. (2011, 14 mars). Public Wary of Military Intervention in Libya. Récupéré de <http://www.people-press.org/2011/03/14/public-wary-of-military-intervention-in-libya/>
- Pillar, P. R. (2013). The Role of Villain: Iran and U.S. Foreign Policy. *Political Science Quarterly*, 128(2), 211-231. <http://dx.doi.org/10.1002/polq.12040>
- Pollack, K. M. et Takeyh, R. (2011). Doubling Down on Iran. *The Washington Quarterly*, 34(4), 7-21. <http://dx.doi.org/10.1080/0163660X.2011.608334>
- Rice, S. E. (2013, 9 septembre). *Remarks As Prepared for Delivery by National Security Advisor Susan E. Rice*. *whitehouse.gov*. Récupéré le 7 mai 2016 de <https://www.whitehouse.gov/the-press-office/2013/09/09/remarks-prepared-delivery-national-security-advisor-susan-e-rice>
- Rice, S. E. (2015a, 6 février). *Remarks by National Security Advisor Susan Rice on the 2015 National Security Strategy*. *whitehouse.gov*. Récupéré le 2 mai 2016 de <https://www.whitehouse.gov/the-press-office/2015/02/06/remarks-national-security-advisor-susan-rice-2015-national-security-strategy>
- Rice, S. E. (2015b, 2 mars). *Remarks As Prepared for Delivery at AIPAC Annual Meeting by National Security Advisor Susan E. Rice*. *whitehouse.gov*. Récupéré le 22 mai 2016 de <https://www.whitehouse.gov/the-press-office/2015/03/02/remarks-as-prepared-for-delivery-at-aipac-annual-meeting-by-national-security-advisor-susan-e-rice>

office/2015/03/02/remarks-prepared-delivery-aipac-annual-meeting-national-security-advisor

Rubin, J. (2013, 28 février). AIPAC and Iran in the Obama-Hagel years. *The Washington Post*. Récupéré de <https://www.washingtonpost.com/blogs/right-turn/wp/2013/02/28/aipac-and-iran-in-the-obama-hagel-years/>

Rudoren, J. (2012, 6 mars). Pro-Israel Lobbyists Have Washington's Ear on Iran. *The New York Times*. Récupéré de <http://www.nytimes.com/2012/03/07/world/middleeast/pro-israel-lobbyists-have-washingtons-ear-on-iran.html>

Sanger, D. E., Carter, S., Ellis, J., Hossain, F. et Mclean, A. (2008). On the Issues: Iran. *The New York Times*. Récupéré de <http://elections.nytimes.com/2008/president/issues/iran.html>

Sang-hun, C. (2009, 24 mai). North Korea Claims to Conduct 2nd Nuclear Test. *The New York Times*. Récupéré de <http://www.nytimes.com/2009/05/25/world/asia/25nuke.html>

Sebenius, J. K. et Singh, M. K. (2013). Is a Nuclear Deal with Iran Possible? An Analytical Framework for the Iran Nuclear Negotiations. *International Security*, 37(3), 52-91. http://dx.doi.org/10.1162/ISEC_a_00108

Sherrill, C. W. (2012). Why Iran Wants the Bomb and What It Means for US Policy. *The Nonproliferation Review*, 19(1), 31-49.

The New York Times. (2015, 9 mars). *Letter From Senate Republicans to the Leaders of Iran*. Récupéré le 19 avril 2016 de <http://www.nytimes.com/interactive/2015/03/09/world/middleeast/document-the-letter-senate-republicans-addressed-to-the-leaders-of-iran.html>

Truman, D. B. (1951). *The governmental process: political interests and public opinion*. New York : Knopf. (OCLC: 499664).

U.S. Const. amend. I (1791).

U.S. Energy Information Administration. (2016, 2 mars). *Oil Imports and Exports - Energy Explained, Your Guide To Understanding Energy - Energy Information Administration*. Récupéré le 4 avril 2016 de http://www.eia.gov/energyexplained/index.cfm?page=oil_imports

- U.S. General Services Administration. (2016, 16 mars). *analytics.usa.gov*. - *Top domains - 30 days. analytics.usa.gov | The US government's web traffic*. Récupéré le 16 mars 2016 de <https://analytics.usa.gov>
- van Dijk, T. A. et Kintsch, W. (1983). *Strategies of Discourse Comprehension*. New York : Academic Press.
- Vogelaar, G. (2009). *The Iranian Nuclear Threat: Nightmare our Reality* (Mémoire). Utrecht University.
- Waltz, K. N. (2012). Why Iran Should Get the Bomb: Nuclear Balancing Would Mean Stability. *Foreign Affairs*, 91, 2.
- Watkins, T. (2013, 10 février). Netanyahu: Iran's President Hassan Rouhani « wolf in sheep »s clothing'. *CNN*. Récupéré de <http://www.cnn.com/2013/10/01/world/meast/israel-netanyahu-iran/index.html>
- Weldes, J. (1996). Constructing National Interests. *European Journal of International Relations*, 2(3), 275-318. <http://dx.doi.org/10.1177/1354066196002003001>
- Weldes, J. (1998). Bureaucratic Politics: A Critical Constructivist Assessment. *Mershon International Studies Review*, 42(2), 216-225. <http://dx.doi.org/10.2307/254413>
- Weldes, J. (1999). *Constructing National Interests: The United States and the Cuban Missile Crisis*. Minneapolis : University of Minnesota Press.
- Wendt, A. (1992). Anarchy is what states make of it: the social construction of power politics. *International Organization*, 46(02), 391-425.
- Wendt, A. (1995). Constructing International Politics. *International Security*, 20(1), 71-81. <http://dx.doi.org/10.2307/2539217>